













CAI 2 1  
-638500

19  
R. FRITH

Government  
Publications

RAPPORT FINAL  
(ANNEXES - VOLUME II)

Auteur: J. Brazeau

Titre: Essai sur la question  
linguistique en Belgique.

DIV: VIII-B      Rapport no 13



CA1 Z 1  
-63 B500

ESSAI SUR LA QUESTION  
LINGUISTIQUE EN BELGIQUE



Rapport VOLUME II sur la  
Commission royale d'enquête sur la  
bilinguisme et le biculturalisme

Jacques Truquet  
Aix 1968






ESSAI SUR LA QUESTION  
LINGUISTIQUE EN BELGIQUE

ANNEXES

Rapport final préparé pour la  
Commission royale d'enquête sur le  
bilinguisme et le biculturalisme

Jacques Brazeau  
Août 1966



Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688815>



CONTENU DES VOLUMES

VOLUME I

Annexes I

II

III

IV

VOLUME II

Annexe V - A

- B

- C

- D

- E

- F

VOLUME III

Annexes V - G

- H

- I

- J

VI



# TABLE DES ANNEXES

Annexe		Pages
I	Bibliographie du premier chapitre	1- 2
II-A-1	La revision de la Constitution	1-23
A-2	Du rôle des partis politiques dans la revision des institutions	24-25
A-3	De l'évolution des idées maîtresses en matière d'harmonisation des rapports politiques entre les deux communautés	26-34
A-4	La Constitution belge du 17 février 1831 et les modifications par les revisions constitutionnelles de 1893 et 1921	35-54
II-E	The Evolution of Social Arrangements Made in Multilingual States: Belgium as a Case Study	1-22
III-A-1	L'évolution des effectifs des services publics	1- 8
A-2	L'inflation administrative: 33,000 fonctionnaires de plus en huit années	9-13
III-B-1	Fonction publique, proportion linguistique du personnel en date du 1er mai 1963	1- 9
B-2	Hauts fonctionnaires belges selon le régime linguistique	10
IV-A-1	La Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique	1-17
A-2	Les statuts de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique	18-34
IV-B-1	La Fédération Générale du Travail de Belgique	1-30
B-2	Lettre d'André Renard de la F.G.T.B. à M. Auguste Cool, président de la C.S.C., et réponse de M. A. Cool, relative à sa position vis-à-vis la Loi unique	31-38
B-3	Lettre de démission d'André Renard	39-40
B-4	Le projet Renard relatif à la structure interne de la F.G.T.B.	41-45





Annexe		pages
IV-B-5	Le point de vue flamand sur les relations culturelles et linguistiques	46-56
IV-C-1	La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique	1-12
C-2	Les Statuts de la C.G.S.L.B.	13-37
C-3	Le syndicalisme libéral dans le monde d'aujourd'hui et de demain	38-43
C-4	Le programme linguistique du Parti de la Liberté et du Progrès	44-45
V-A-1	Le Boerenbond Belge	1-17
A-2	Comité directeur du Boerenbond Belge	18
A-3	Données statistiques concernant le Boerenbond	19-21
A-4	Discours de Constant Boon, président du Boerenbond Belge	22-37
V-B-1	La Ligue Economique Flamande	1-11
B-2	Lieven Gevaert (1868-1935), fondateur de la Ligue Economique Flamande	12-13
B-3	"Pourquoi faut-il aussi des mesures législatives pour la néerlandisation du monde des affaires?"	14-22
B-4	The U.S. and Belgium: Evidence of Long-Standing Cooperation	23-28
V-C-1	Le Conseil Economique Flamand	1-11
C-2	Circulaire du Conseil Economique Flamand à l'occasion de la visite en Flandre de journalistes français	12-13
C-3	Passage d'une lettre du Conseil Economique Flamand au Premier Ministre	14-15
V-D-1	Le Mouvement Populaire Flamand	1-11
D-2	Programme du Mouvement Populaire Flamand, Congrès de Malines, 1960	12-19
D-3	Quarante ans de nationalisme Flamand	20-41
V-E-1	La Fondation Lodewijk de Raet	1-21
E-2	Comité directeur et conseil d'administration de la fondation Lodewijk de Raet	22
V-F	Fondations culturelles flamandes: Davidsfonds, Willemsfonds et Vermeylenfonds	1-21
V-G-1	Le Conseil Economique Wallon	1-14
G-2	Statuts du Conseil Economique Wallon	15-22
G-3	Comité de direction du Conseil Economique Wallon	23-24





Annexe		pages
V-H-1	L'Institut Jules Destrée	1-11
H-2	Jules Destrée, 1863-1936	12-17
H-3	Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre	18-40
H-4	Le Compromis des Belges	41-43
V-I-1	La Fondation Charles Plisnier	1-12
I-2	Membres fondateurs de la Fondation Charles Plisnier	13
I-3	Conseil d'administration de la Fondation Charles Plisnier	14
I-4	Lettre à mes concitoyens sur la nécessité d'une révision constitutionnelle	15-39
V-J	Le Mouvement Populaire Wallon	1-14
VI-A-1	La Flandre occidentale et son Conseil Economique	1-3
A-2	L'Arrondissement d'Ostende	9-26
A-3	Les frontaliers de la Flandre occidentale dans le nord de la France	27-35
A-4	Le chômage structurel	36-45
A-5	Données statistiques sur le chômage en Flandre occidentale	46
A-6	La pêche maritime belge	47-59
VI-B-1	Le Conseil Economique Limbourgeois	1-3
B-2	Membres du Conseil Economique Limbourgeois	9-10
VI-C-1	Le Bureau Economique de la Province de Namur	1-12
C-2	Statuts du B.E.P. Namur	13-21
VI-D	L'économie de la région liégeoise	1-7



## ANNEXE V-A-1

### LE BOERENBOND BELGE

#### Introduction

#### I. ASPECTS SUR L'ORIGINE DU BOERENBOND

#### II. BUT DE L'ASSOCIATION

1. Les promoteurs
2. Structure unitaire

#### III. DIRECTION ET SERVICES CENTRAUX

1. La Direction centrale
2. Les Services centraux

#### IV. LE BOERENBOND DANS LE PAYS ET DANS L'EUROPE

#### V. PRESTATIONS SUR BASE DE SON SCHEMA ADMINISTRATIF

1. Activités sociales
  - 1) Le Secrétariat général
  - 2) Le Service d'inspection
  - 3) La Ligue des Fermières et la Ligue de la Jeunesse agricole féminine
  - 4) La Caisse mutuelle d'allocations familiales
  - 5) Caisse de compensation pour les allocations familiales
  - 6) Le Service d'entr'aide sociale
2. Activités économiques
  - 1) Comptoir d'achat et de vente du Boerenbond belge
  - 2) Caisse centrale de crédit rural
  - 3) Assurance du Boerenbond belge
  - 4) Service technique
  - 5) L'économat
3. Trois secteurs spéciaux de la vie d'association
  - 1) Fédérations horticoles
  - 2) Mutuelles d'assurances chevalines et bovines
  - 3) Ligue de la jeunesse agricole masculine

#### VI. LE BOERENBOND BELGE ET LES PROBLEMES LINGUISTIQUES

1. Dans les publications du Boerenbond
2. Selon les déclarations du Boerenbond
  - 1) L'attitude du Boerenbond à l'endroit des problèmes linguistiques proprement dits





- a) A l'endroit du public
  - b) A l'endroit de ses membres
    - i) Dans les gildes agricoles wallonnes
    - ii) Dans les Cantons de l'est
    - iii) Dans les provinces flamandes
  - c) Face aux agriculteurs en Wallonie et en France
    - i) La situation
    - ii) Les conséquences
  - 2) Le Boerenbond belge à l'égard du développement et de la prospérité populaires
  - 3) Les activités culturelles spécifiques auprès de la jeunesse rurale
3. Influence du Boerenbond belge



## Introduction

Quoique la ligue des fermiers n'intervient pas dans la politique linguistique en Belgique, on ne peut que difficilement examiner les associations flamandes et wallonnes, qui ont été importantes pour l'épanouissement social, culturel et économique, sans mentionner l'existence et le rôle du Boerenbond belge, l'une des "associations agricoles les plus puissantes du monde". (2)

En outre, cet organisme est le type d'institution qui intègre à la fois les problèmes socio-économiques et culturels pour un secteur d'une population. Cette association est aussi un organisme qui jouit d'une forte influence politique dans le monde belge, lequel favorise à presque cent pour cent ses différents projets.

Pour donner une idée de la complexité du Boerenbond, citons d'abord son secrétaire général: (3)

L'idée que le profane se fait du Boerenbond est généralement partielle, sinon erronée. Peut-il en être autrement, lorsqu'on sait que le Boerenbond belge est considéré par les uns comme une organisation professionnelle agricole ou comme une organisation sociale chrétienne, par les autres comme un groupement coopératif, et même par certains comme un des trust capitalistes de notre pays! L'activité du Boerenbond est en effet tellement variée, et la structure de son organisation si complexe qu'il n'est pas étonnant que l'idée que l'on se fait de lui soit déterminée par le service, l'association ou l'activité avec lesquels on est entré en rapport. Même celui qui essaie de se faire une idée plus complète de son activité, en consultant le rapport annuel de notre organisation, doit se demander où est la cohésion entre ces divers organismes. Certes, on trouve à l'étranger maints exemples d'activités commerciales et financières, exercées par des "Raiffeisenverbände" des

---

(1) Ligue des fermiers.

(2) Cf. l'appréciation du Prof. Edm. Leplae dans Traité d'agriculture générale et de cultures spéciales des pays tempérés, sub-tropicaux et tropicaux. 1932. Vol. 1, p. 77.

(3) Assemblée jubilaire du Boerenbond belge. Bruxelles, 17 juin 1965. p. 9.



"Centrale Boerenleenbanken", des "Genossenschaften" et des "Consorti", des sociétés mutuelles d'assurances et autres, mais ce n'est qu'exceptionnellement que l'on trouve toutes les activités groupées au sein d'une même association professionnelle agricole. Il n'est même pas dit que l'on saisisse ce trait particulier qui distingue le Boerenbond belge de la plupart des autres associations agricoles, car on chercherait en vain des liens juridiques qui consacrent cette unité.

## I. ASPECTS SUR L'ORIGINE DU BOERENBOND (1)

Plusieurs raisons sont à la base de la situation extrêmement défavorisée des agriculteurs belges au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Ce sont entre autres:

- l'effondrement du prix des céréales en Belgique entre 1885-1895, par lequel les exploitations agricoles, surtout dans la partie flamande de la Belgique, furent directement atteintes;
- l'accroissement des importations de céréales des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Russie;
- le transport de produits étrangers à des conditions plus avantageuses que les produits indigènes, afin d'avantager le port d'Anvers;
- la concurrence étrangère a perturbé profondément l'agriculture belge;
- le prélèvement d'impôts élevés chez l'agriculteur — impôt personnel et impôt financier — en raison des difficultés financières du pays;
- le drainage de la main-d'oeuvre, dans certaines régions, vers l'industrie nouvelle dont les salaires faisaient monter ceux de l'agriculture.

Quant aux efforts pour améliorer cette situation, il faut noter d'abord que le Premier Ministère de l'Agriculture date de 1884.

Le Ministre de l'Agriculture qui entreprit de former et d'instruire les fermiers échoua dans ses efforts. En pays flamand, ses efforts réussirent d'autant moins que la langue utilisée était généralement le français.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir finalement la figure et l'oeuvre de l'abbé J.F. Mellaerts (curé de Goor-St-Alphonse) qui fut le fondateur du Boerenbond. Un simple curé de campagne, voyant la misère de ses

---

(1) Le Boerenbond belge, soixante ans d'activité. Louvain, 1950. p. 9 et suivantes;  
et Le B.B. 75. Louvain, 20 juillet 1965. p. 3 et suivantes.





agriculteurs, se mit à l'étude de la doctrine sociale, se perfectionna en biologie, en botanique et alla à l'étranger. Il conçut les cadres et les bases de l'organisation locale (gilde) et centrale du Boerenbond (Ligue des Paysans). Pour donner à son projet l'autorité requise, il obtint le concours de Georges Helleputte <sup>(1)</sup> et F. Schollaert <sup>(2)</sup>, deux pionniers de la démocratie chrétienne. La lutte menée par ces trois promoteurs, lors du travail législatif au sujet d'un projet de loi sur l'union professionnelle, aboutit à la création de l'organisation agricole qui existe actuellement.

## II. BUT DE L'ASSOCIATION

### 1. Les promoteurs

Lors de la création de la ligue en 1890, ses promoteurs, et surtout le premier président, le ministre d'Etat Georges Helleputte, ont insisté sur quatre caractéristiques principales que l'organisation agricole devaient présenter: unité, caractère familial, organisation complète et base paroissiale. Ces caractéristiques sont spécifiées sous une autre forme à l'article 2 de la charte du Boerenbond, dont le but est énoncé comme suit:

Le Boerenbond est une institution chrétienne, sociale et économique. Il a pour but de favoriser le progrès religieux et moral de ses membres, d'augmenter leur formation générale et sociale ainsi que leurs capacités professionnelles; il prend à coeur leurs intérêts matériels et il se propose, en un mot, de faire de notre population agricole une classe forte, instruite et chrétienne.

Depuis soixante-quinze ans, les objectifs et la structure donnés au Boerenbond par ses fondateurs sont demeurés essentiellement les mêmes. <sup>(3)</sup>

- 
- (1) Georges Helleputte était professeur à l'Université de Louvain et député.
  - (2) F. Schollaert, beau-frère de Helleputte; ils devinrent tous les deux Ministres d'Etat.
  - (3) Cf. De Belgische Boerenbond, B.B. 75. Louvain, 20 juillet 1965. p. 11. On y dit essentiellement: "Le Boerenbond est une organisation libre, ayant pour but de promouvoir le progrès, le bien-être et l'émancipation sociale de la classe agricole; le Boerenbond est une organisation chrétienne: par ses membres, par ses origines, par les principes qui l'inspirent et par son action dans le domaine religieux, avec les organisations chrétiennes des travailleurs, des classes moyennes et des patrons, le Boerenbond fait partie des organisations sociales chrétiennes de Belgique."



## 2. Structure unitaire

A peu près toutes les activités assumées par le Boerenbond existent également dans les pays environnants; mais elles y sont réalisées séparément au sein de plusieurs organismes et selon des formules différentes. La structure du Boerenbond est un fait unique. Toutes les activités y sont rassemblées sous une seule administration centrale et placées sous une seule autorité.

Dans ce type d'organisation, qui se propose de répondre à tous les besoins de la classe agricole, il convient de distinguer les éléments suivants:

### a. Organes locaux:

- des gildes agricoles dont sont membres les chefs d'entreprises,
- des cercles de fermières établis sur une base paroissiale et formant une ligue des fermières,
- des sections de jeunesse, dont le noyau est paroissial, unissant la jeunesse rurale catholique.

### b. Organes régionaux:

- les fédérations d'arrondissement,
- les fédérations horticoles régionales.

## III. DIRECTION ET SERVICES CENTRAUX

### 1. La Direction centrale

L'unité de structure se manifeste le plus clairement dans les organes centraux de direction, qui gèrent en commun les divers secteurs du mouvement. Partant de la notion que toute la famille est affiliée à la gilde agricole par l'affiliation du chef de famille, les organes directeurs sont quasi exclusivement formés de mandataires des gildes agricoles: ce sont le CONSEIL GENERAL et le COMITE DIRECTEUR.<sup>(1)</sup> La direction des divers services, fort différenciés, est assumée par le Comité directeur.

### 2. Les Services centraux

De même que la gilde crée en son sein diverses sections, comme les coopératives, ou collabore à leur création, ainsi la direction centrale

---

(1) Voir Annexe V-A-2, Comité directeur du Boerenbond belge, composition du 1-7-65.





dispose-t-elle également d'une série de sections centrales. Certaines de celles-ci déploient particulièrement leur activité dans les domaines industriels, commerciaux, financiers et d'assurances (coopératives centrales), tandis que d'autres oeuvrent dans le domaine de la législation sociale (association de droit social) ou se chargent d'une action d'ensemble (services généraux, centrales de la ligue des fermières, de la jeunesse rurale catholique).

#### IV. LE BOERENBOND DANS LE PAYS ET L'EUROPE (1)

Le Boerenbond occupe une place éminente dans la vie économique et sociale de la Belgique. Il est représenté dans un nombre important de Conseils et de Commissions, où il veille aux intérêts de l'agriculture. Sur le plan international, il collabore avec de nombreuses associations agricoles de l'étranger dans le sein de la Confédération Européenne de l'Agriculture et de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles.

Quant à son terrain d'action, quoique le Boerenbond belge soit une association flamande, son rayon d'activité s'étend aux provinces flamandes, à toute la province du Brabant et aux Cantons de l'est de la province de Liège. (2) Il travaille de plus en relations étroites avec l'organisation soeur, l'Alliance agricole belge. La devise du Boerenbond est: Chacun pour tous, tous pour chacun.

---

(1) Chacun pour tous - tous pour chacun. Une édition du Boerenbond belge à l'occasion de l'exposition universelle et internationale, 1958. p. 4.

(2) Quant au Brabant wallon et aux activités en Wallonie, nous citons ici un extrait du discours de S.E. le Cardinal Seunens, primat de la Belgique, du 17 juin 1965. (Assemblée jubilaire du Boerenbond belge. Bruxelles, 1965.) "Mais le Boerenbond ne s'arrête pas aux frontières du Pays flamand. Lors de sa fondation en 1890, le Boerenbond prit également la dénomination de "Ligue des Paysans". Il avait en effet été prévu qu'il aurait une aile wallonne. En fait, celle-ci ne se développa pas et il y eut alors en Wallonie, plusieurs associations agricoles autonomes. En 1910, à la suite d'un appel venu de la région, le Boerenbond fonda des caisses rurales dans le Brabant wallon. Ces caisses répondaient à un besoin des familles agricoles; aussi ne tardèrent-elles pas à être appréciées et rendirent-elles de grands services. Très rapidement, elles se répandirent dans l'ensemble de l'arrondissement. Elles frayèrent en même temps le chemin aux gildes agricoles. En effet, à la suite d'un nouvel appel venu de différents points du Brabant wallon, le Boerenbond commença à y créer des gildes; en quelques années, celles-ci constituèrent un réseau recouvrant toute la région. Les familles agricoles du Brabant wallon purent dès lors bénéficier de tous les services de l'Association. Et c'est ainsi qu'elles s'attachèrent à elle."



Dans le pays flamand, champ d'action essentiel de l'oeuvre, toutes les communes rurales flamandes possèdent une gilde agricole ou horticole, (1) ce qui fait que le Boerenbond est très bien représenté à travers toute la Flandre.

#### V. PRESTATIONS SUR BASE DE SON SCHEMA ADMINISTRATIF

Le Boerenbond est surtout actif dans les domaines suivants:

- le développement culturel;
- la conservation de la foi et des bonnes moeurs à la campagne;
- la vulgarisation de la science agricole;
- l'amélioration du standing social et des conditions de vie à la campagne;
- l'amélioration de l'espace vital des agriculteurs;
- le perfectionnement économique et technique des méthodes d'exploitation agricole et horticole;
- l'étude et la défense des intérêts généraux de l'agriculture et l'horticulture.

Etant donné qu'il est impossible d'esquisser les différentes activités du Boerenbond dans chaque domaine dans le cadre de cet exposé, nous limitons à faire part de son schéma administratif à titre d'indice de celles-ci. (2)

Le schéma administratif du Boerenbond se présente ainsi:

#### 1. Activités sociales

##### 1) Le Secrétariat général

Le Secrétariat général est la centrale des gildes locales. Sa mission est quadruple: l'étude de toutes les questions touchant la vie religieuse, morale, sociale et professionnelle ainsi que la défense des intérêts généraux de la classe agricole organisée; le maintien des principes religieux et sociaux dans le développement de l'activité et de la vie des différentes sections, tant centrales que locales; le renforcement et le développement de

---

(1) Selon les données dans Le Boerenbond belge, soixante ans d'activité, p. 53, (Louvain, 1950). Le nombre des communes en Flandre a été changé par la loi linguistique du 8 novembre 1962, modifiant les limites des provinces, arrondissements et communes; on en comptait 1147 en 1950.

(2) Le Boerenbond belge, soixante ans d'activité. Louvain, 1950. pp. 35-46.





toutes les activités; la formation technique et professionnelle des membres.

## 2) Le Service d'inspection

Le personnel extérieur de ce service assure la liaison permanente et journalière entre les services centraux et les associations locales. Le rôle principal des inspecteurs consiste à stimuler l'activité des gildes locales et à exercer un contrôle sur leurs différentes sections et activités. Les questions techniques sont confiées à des inspecteurs spécialisés dépendant du Secrétariat général.

## 3) La Ligue des Fermières et la Ligue de la Jeunesse agricole féminine

Elles groupent les fermières affiliées aux cercles locaux et se chargent de leurs intérêts religieux et sociaux, ainsi que de leur formation technique. Elles disposent aussi d'un service d'inspection et de moyens propres à la réalisation de leur mission.

## 4) La Caisse mutuelle d'allocations familiales

Cette caisse procède au paiement au nom de l'Etat des allocations familiales aux agriculteurs et horticulteurs, conformément à la loi en faveur des travailleurs indépendants.

## 5) Caisse de compensation pour les allocations familiales

En application de la loi, cette section octroie les allocations familiales au personnel à l'emploi des agriculteurs et horticulteurs affiliés.

Ces deux caisses ont pris la forme légale d'associations sans but lucratif.

## 6) Le Service d'entr'aide sociale

Ce service se charge d'accomplir pour les cultivateurs occupant de la main-d'oeuvre salariée, s'ils lui donnent mandat à cet effet, toutes les formalités imposées par les lois sociales.

# 2. Activités économiques

## 1) Comptoir d'achat et de vente du Boerenbond belge

Le Comptoir, société anonyme, fabrique des produits pour l'alimentation des animaux de la ferme. Il exécute, dans le meilleur intérêt de





celles-là, les commandes qui lui sont transmises par les sections d'achat locales. Il se charge de l'achat et de la vente en commun de certains produits pour le compte des membres.

## 2) Caisse centrale de crédit rural

La Caisse centrale, société coopérative, groupe les caisses rurales dont elle stimule et contrôle l'activité; elle se charge de toutes les opérations se rapportant au crédit agricole ainsi que d'autres activités financières permises aux sociétés coopératives d'épargne et de prêts.

## 3) Assurances du Boerenbond belge

Grâce à son important réseau d'agences disséminées aux quatre coins du pays, les Assurances du Boerenbond, constituée en société anonyme, atteignent tous les milieux, aussi bien industriels et commerciaux qu'agricoles.

L'activité de la société s'étend à tous les domaines de l'assurance. Elle couvre: l'assurance contre l'incendie, dont les polices assurent gratuitement, et dans les limites d'un avenant spécial, les dégâts causés par la tempête; l'assurance-loi contre les accidents du travail; l'assurance contre les autres accidents corporels et contre la responsabilité civile; l'assurance contre la grêle, le bris de glaces, la mortalité du bétail, etc.

Les assurances du Boerenbond sont agréées par l'Etat pour l'assurance-vie et pour l'assurance-vie et l'assurance-pension des employés.

## 4) Service technique

Le Service technique, société coopérative, comporte cinq sections: le service des constructions rurales, qui se charge de l'étude et du contrôle de l'exécution des travaux confiés à ses soins; le service agricole du régime des eaux, qui s'occupe de tous les problèmes d'assainissement des terrains humides; le service des machines agricoles fournit tout le matériel et les machines utilisées dans les exploitations agricoles et horticoles; la section électricité étudie les projets d'électrification et de distribution du courant dans les communes rurales et fournit des renseignements sur l'utilisation de l'électricité comme source d'éclairage ou comme force motrice; la section technique ayant trait aux produits laitiers se charge des plans, du montage et de la mise en exploitation des fermes laitières et de la fabrication des produits du lait.



## 5) L'économat

Ce service s'occupe des besoins matériels internes du Boerenbond et de ses sections et sociétés centrales. Citons: l'entretien des locaux et du mobilier, les imprimés, le matériel de bureau, l'expédition du courrier, etc.

## 3. Trois secteurs spéciaux de la vie d'association

### 1) Fédérations horticoles

Les fédérations horticoles se composent des délégués élus par les membres des gildes locales pour chaque spécialité horticole. Elles se chargent de défendre les intérêts propres aux différentes spécialités, telles la floriculture, les pépinières, la culture fruitière, la viticulture, la culture maraîchère, la culture des pommes de terre, etc.

Un comité, élu parmi ces délégués, est, pour les questions techniques, assisté par le conseiller horticole. Un inspecteur du Boerenbond en assume le secrétariat.

### 2) Mutuelles d'assurances chevalines et bovines

La majorité de ces mutuelles locales sont affiliées à la dite Réassurance de leur province. Quoique l'oeuvre soit pour beaucoup dans leur diffusion, elles ne sont pas, à proprement parler, affiliées au Boerenbond. Cependant, la plupart sont en fait des sections des gildes locales. Comme certaines Réassurances provinciales, la majorité des mutuelles confie le contrôle de leur gestion et de leur comptabilité au Service d'Inspection du Boerenbond.

### 3) Ligue de la Jeunesse agricole masculine

Jusqu'en 1941, cette Ligue n'était qu'une simple section du Boerenbond. Depuis lors, elle est devenue un organisme plus autonome qui déploie son activité dans le cadre de l'Action catholique.

## VI. LE BOERENBOND BELGE ET LES PROBLEMES LINGUISTIQUES

### 1. Dans les publications du Boerenbond

Il crée cependant une unité de la Flandre rurale qui permet à celle-ci de sentir son importance numérique et culturelle au sein de la Belgique. Indirectement, donc, la Ligue des Fermiers joue un rôle que nous ne pouvions manquer de souligner.





Comme nous l'avons dit plus haut, le Boerenbond n'intervient pas dans la politique belge, en ce qui concerne les problèmes linguistiques proprement dits.

Quant aux relations entre la Flandre et la Wallonie, cet organisme flamand n'en mentionne qu'un aspect dans son rapport annuel de 1964, c'est l'intérêt qu'il porte aux "familles rurales flamandes en Wallonie". Citons le texte intégral de cet aspect plutôt modeste:

Des contacts réguliers furent entretenus avec 859 familles de cultivateurs flamands émigrés en Wallonie, au moyen de communications écrites, de visites à domicile et de dix-neuf réunions régionales, auxquelles assistèrent 1,028 personnes. (1)

Même si le Boerenbond ne traite pas des questions linguistiques dans ses rapports et ses publications en général, cela ne veut certes dire que le Boerenbond belge ne soit pas confronté avec ce problème fondamental qui touche, sans aucun doute, tous les grands organismes en Belgique. Ainsi, le Boerenbond dispose également d'une réglementation spéciale à l'intérieur de son organisme à l'endroit des problèmes linguistiques belges. Nous voyons ci-dessous quelle est l'attitude du Boerenbond belge, selon ses propres déclarations et textes. (2)

## 2. Selon les déclarations du Boerenbond

- 1) L'attitude du Boerenbond à l'endroit des problèmes linguistiques proprement dits

On se sert du néerlandais dans la Centrale à Louvain et dans les relations entre la centrale et les bureaux de Bruxelles, Anvers, Merksem, Poppel, Aves-Hulsthout, etc.

Le conseil d'administration utilise le néerlandais pour ses réunions.

- 
- (1) Boerenbond belge: Rapport sur l'exercice 1964. Louvain, 1965. p. 69.
  - (2) Il s'agit d'une traduction des déclarations et textes qui, à notre requête, nous est parvenue du Boerenbond belge via M. Paul Marck, préposé aux relations publiques du Boerenbond belge et président de l'Association belge des relations publiques.



La revue du personnel De Schakel (Chafnon) est publiée et rédigée exclusivement en néerlandais.

Les contacts avec les organismes sociaux (les syndicats, les organisations patronales), les organismes économiques (Conseil économique flamand, la ligue économique flamande, Conseil national des entreprises) se font en néerlandais. La correspondance avec les organismes officiels: le département d'agriculture, les para-étatiques, les institutions d'Etat, les conseillers d'Etat, se fait également en néerlandais.

a) A l'endroit du public

Bien que les communiqués qui expliquent les points de vue de l'organisation à l'endroit de la politique agricole et des problèmes socio-économiques soient rédigés dans les deux langues principales du pays, le Boerenbond maintient des relations plus directes avec la presse et la télévision flamandes qu'avec la presse et la radio-télévision francophones. En outre, la presse flamande montre plus d'intérêt pour le Boerenbond, une organisation sociale, chrétienne et flamande, que la presse francophone de Belgique.

b) A l'endroit de ses membres

i) Dans les gildes agricoles wallonnes (surtout dans le Brabant wallon) les activités de l'organisation se font en français; on a une assemblée générale régionale, on publie l'hebdomadaire l'Agriculateur et la circulaire administrative Notre Guide, on a des émissions francophones à la radio. Le nombre des membres de langue française n'est pas tellement important. Cependant, des publications en français donnent au Boerenbond la possibilité de pénétrer dans quelques cercles belges (ministère d'agriculture) et internationaux (marché commun, Confédération Européenne de l'Agriculture, Fédération Internationale des Producteurs Agricoles) qu'il atteindrait moins facilement par le truchement du néerlandais.

ii) Dans les Cantons de l'est, les activités du Boerenbond se font en allemand: assemblée générale locale, publications de l'hebdomadaire Der Bauer avec sa propre rédaction à Eupen, de Daheim pour la Ligue des fermières (Landfrauenverband) et de Katholische Landjugend pour la Jeunesse rurale catholique. Les cadres sont d'expression allemande.

Le succès du Boerenbond dans les Cantons de l'est est obtenu grâce à l'utilisation de l'allemand comme langue véhiculaire. Les organisations francophones, qui n'utilisent que la langue française dans les





Cantons de l'est, n'ont pas tenu compte de l'aspect linguistique et n'ont, par conséquent, aucun succès dans la région. La publication en allemand est d'ailleurs importante afin d'informer les pays d'expression allemande.

iii) Dans les provinces flamandes, les activités se font en néerlandais. Parfois, des fermiers flamands de France et de Wallonie demandent un abonnement à l'hebdomadaire De Boer (L'Agriculteur); Bij de Haard (Au Foyer) et la revue mensuelle du Boereninnebond (Ligue des Fermières) sont beaucoup lus en Wallonie.

D'un total de 1,335 en Belgique, plus de 1,200 gildes agricoles sont situées dans le pays flamand.

#### c) Face aux agriculteurs en Wallonie et en France

##### i) La situation

Le potentiel de main-d'oeuvre étrangère dans l'agriculture a très diminué en Belgique. Les entreprises agricoles deviennent de plus en plus des entreprises familiales, où la femme et les enfants collaborent et où la présence d'ouvriers agricoles devient l'exception. Etant donné que les familles des fermiers flamands sont généralement plus nombreuses que celles des fermiers wallons, c'est plutôt les fermiers flamands qui allèrent exploiter les grandes fermes en Wallonie. Cette mesure n'était, pour beaucoup de fermiers, qu'une solution à courte échéance, mais le problème se posait de nouveau quand les enfants se mariaient et devaient quitter la ferme.

Depuis 1945, le FAMAC (action familiale) a mené une action auprès des Flamands émigrés en Wallonie; cette action, caractérisée par sa tendance catholique et son caractère familial, s'adressait surtout aux Flamands de la Flandre occidentale, qui représentent le nombre le plus important des émigrés flamands. En 1955, cette action fut poursuivie par la Ligue des fermières et ces activités se multiplient encore...

Très régulièrement, des jours de rencontres sont organisés pour des familles agricoles flamandes. Ensuite, on organise des visites individuelles, on invite des religieux et des prêtres flamands pour la confession, on envoie des revues flamandes et des revues techniques, on organise l'enseignement des instructions des cours techniques. Tout cela, sans vouloir créer une autre association agricole indépendante spécialement pour ces activités.





## ii) Les conséquences

A cause de l'absence d'écoles flamandes en Wallonie, les familles flamandes émigrées sont plus ou moins francisées après une ou deux générations. Peu retournent vers leur région d'origine. La plupart d'entre eux sont intégrés sur place et ils adoptent des nouvelles coutumes (par exemple, au point de vue organisation et vie paroissiale). Ils constituent une acquisition pour les catholiques en Wallonie et une perte pour la communauté flamande. L'émigration, vers la Wallonie et ailleurs, a été en effet un mal inévitable à cause de la pénurie des emplois en Flandre.

Déjà, on était d'avis: "Quel que soit le lieu, pourvu que l'on continue à cultiver." Maintenant, il semble que la préoccupation innée de ne pas s'orienter vers un autre secteur, ou une autre sorte de travail, est dépassée. Les fermiers des Polders d'Anvers, qui furent expropriés à cause du développement du port d'Anvers, font exception. Parmi ceux-là, il y en avait beaucoup qui cherchèrent une autre entreprise agricole et qui émigrèrent pour cette raison.

L'époque d'émigration est terminée.

Les années qui ont fait suite aux Guerres mondiales sont caractérisées aussi par une émigration considérable des fermiers vers la France. Le Boerenbond belge eut alors une division administrative en France, dont le siège social se trouvait à Paris. Ce mouvement de population a perdu de son importance, lorsque de Gaulle s'opposa à l'établissement des étrangers sur les terres arables de France.

L'avènement de la communauté économique européenne, et de la liberté de mouvement, pourra amener à nouveau l'émigration vers la France. Mais on ne doit plus s'attendre aux grands mouvements, parce que l'offre d'emplois dans la région d'origine est devenue plus considérable et que, par conséquent, même les enfants des fermiers n'ont pas à demeurer dans l'agriculture.

## 2) Le Boerenbond belge à l'égard du développement et de la prospérité populaires

Dans cette perspective, tout d'abord, le perfectionnement professionnel et la défense des intérêts des membres ont attiré l'entière attention du Boerenbond. Par son souci spécial du perfectionnement professionnel, le Boerenbond se distingue du mouvement traditionnel. Dans cette



optique, le Boerenbond a fait un travail de pionnier. Ce qui est devenu commun maintenant en tant que développement communautaire fut déjà réalisé dans la pratique, il y a cinquante, soixante ans et s'améliore encore constamment.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, il est compréhensible qu'on se préoccupait davantage du retard socio-économique du peuple que des problèmes linguistiques proprement dits ou même des problèmes culturels.

La défense des intérêts des agriculteurs et des horticulteurs était d'une grande importance pour la prospérité populaire dans le pays flamand.

L'agriculture était le fait de petites entreprises familiales créées par la situation démographique, d'une part, et d'une transition insuffisante vers d'autres secteurs industriels, d'autre part. Les entreprises agricoles wallonnes avaient en général une superficie beaucoup plus grande. Pour ces raisons, l'agriculture flamande s'est orientée très tôt vers les cultures qui exigent beaucoup de travail (légumes, fruits, cultures spécialisées comme celle du houblon, du lin, etc.). Bien que le Boerenbond, sans être conservateur, se soit toujours prononcé en faveur de la protection des valeurs de la communauté rurale, il doit être considéré comme une organisation socio-économique.

### 3) Les activités culturelles spécifiques auprès de la jeunesse rurale

Les organisations pour la jeunesse rurale (Katholieke Landsjeugd, autrefois Boerenjeugdbond) travaillèrent énormément sur le plan culturel. Elles s'efforcèrent d'acquérir leur cachet particulier, qui se manifesta, entre autres choses, par des tournois de cavaliers et des jeux d'oriflammes. Cette année, à l'occasion du festival à Stuttgart, l'Association de la jeunesse rurale flamande a organisé une joute européenne.<sup>(1)</sup> Elle l'avait déjà fait en 1959 à Lourdes, à l'occasion du premier festival du Mouvement international de la jeunesse agricole rurale et catholique, dont le thème était: La faim dans le monde.

Le programme de formation relatif à la profession et à l'avenir des jeunes agriculteurs, en plus d'une série de cours "Art de vivre", est également extrêmement important.

Le leader national de l'Association de la jeunesse rurale, Staf Helsen, a prononcé un discours sur la plaine de l'Yser à l'occasion du dernier pèlerinage de l'Yser.

---

(1) En 1965.





### 3. Influence du Boerenbond belge

Nous pourrions conclure en ajoutant qu'au sujet des questions fondamentales, comme la question linguistique en Belgique, le Boerenbond n'utilise en réalité pas son influence (pour obtenir des résultats positifs). Citons, par exemple, que le Boerenbond, dans la lutte pour les dernières lois linguistiques de 1962, 1963, ne fait pas connaître son attitude. En tant qu'association flamande, elle ne se prononce pas ouvertement et se revêt plutôt de son caractère national vu qu'elle groupe des membres de chaque région linguistique de la Belgique. Cependant, comme nous l'avons cité au début de cet aperçu, le Boerenbond utilise son influence auprès des instances publiques et auprès du gouvernement. A titre d'information, et dans l'intention de pouvoir donner une idée de l'importance et l'influence politique de cet organisme, nous donnons finalement en annexe (Annexe V-A-4) les différents projets et perspectives pour l'avenir du Boerenbond, tels qu'ils sont vus par son président actuel, le professeur Constant Boon. M. Boon a précisé son point de vue en 1965, lors du soixante-quinzième anniversaire du Boerenbond belge.



ANNEXE V-A-2

COMITE DIRECTEUR DU BOERENBOND BELGE (1)

Président:

M.C. BOON, ing. agron., chargé de cours extra-ordinaire à l'Université  
Catholique de Louvain.

Vice-président:

M.J. ONGHENA, ingénieur civil, président du Comité de Coordination.

Aumônier général:

Monseigneur E. JANSSENS.

Aumônier:

M. le chanoine J. MOMBAERS.

Membres:

M. A. LAGAE, docteur en droit, sénateur.

M. A. BUTS, horticulteur.

M. S. de SCHAEZTEN, cultivateur, bourgmestre.

M. A. FELIERS, cultivateur, bourgmestre.

M. A. LONCKE, cultivateur, député permanent.

M. J. MERTENS, cultivateur.

M. T. VANDERHASSELT, cultivateur.

Secrétaire-général:

M. J. HINNEKENS, docteur en droit.

---

(1) Composition du 1-7-1965.



ANNEXE V-A-3

QUELQUES DONNEES STATISTIQUES CONCERNANT LE BOERENBOND

SELON LE RAPPORT ANNUEL SUR L'EXERCICE 1964

QUELQUES ASPECTS:

1. Le Boerenbond belge groupait en 1964: (1)

- 1) 1,335 gildes agricoles
- 2) 1,170 cercles de fermières
- 3) 609 sections de jeunesse rurales masculines
- 4) 736 sections de jeunesse rurales féminines

Total 3,850

2. Le Borenbond belge représentait:

- 1) 90,233 membres dans ses gildes agricoles
- 2) 136,067 membres dans ses cercles de fermières
- 3) 23,901 membres dans ses sections de jeunesses rurales
- 4) 19,972 membres dans ses sections de jeunesse rurales féminines

Total 270,173

3. Le borenbond informe ses membres:

L'hebdomadaire "De Boer" a vécu en 1964 sa 70e année. Il parut à un total de 1070 pages. "L'Agriculteur", l'édition française pour les agricoles wallonnes, parut à un total de 538 pages. Pour les gildes germanophones, "Der Bauer" parut également chaque semaine.

---

(1) Selon les données du dernier rapport sur l'exercice 1964, Louvain 1965.





Ces organes sont complétés par les revues spécialisées telles les mensuels "Tuinbouwberichten" et "Ons Fruitteeltblad" et la revue bi-mensuelle "Het Landbouwrifpaard".

Les autres mensuels suivants paraissent encore: pour les comités des gildes "Onze Gids" et "Notre Guide", pour des Fermières: "Bestuursblad", "Bij de Haard" et "Daheim"; pour les jeunesses rurales féminines: "B.J.B.-Leiding", "Stille Stonden", "Ontmoeting" et "De Zonnebloem"; pour les jeunesses rurales masculines: "B.J.B.-Gids", "Duvern", "Floeg en Hruis", "De Vendelier" et "Unser Leitfaden".

Dans le cadre de l'action de la Ligue des Fermières en faveur des jeunes ménages, paraît le bi-mensuel "Brieven aan jonge Gezinnen".

Ont été édités en outre, à côté de nombreuses éditions des jeunesses rurales et de traductions de tous genres, des livres et brochures.

#### 4. Conférence, films, radio et télévision

En 1964: - 6418 conférences (2272 étaient subventionnées)

- le service culturel prêta son concours à la réalisation

de 720 manifestations socio-culturelles et collabora régulièrement aux différents programmes télévisés.

- 283 soirées cinématographiques familiales auxquelles assistèrent plus de 35,000 personnes.

- 52 films.

#### 5. Activités en matière juridique et fiscale

Au cours de l'année 1964, le service juridique et fiscal a répondu, à côté des innombrables consultations personnelles, à 13,016 lettres.

#### 6. Séances de consultation

En 1964, les inspecteurs ont tenu 4,303 séances, auxquelles 4393 membres sont venus les consulter.

#### 7. Assurance-maladie obligatoire.

Pas moins de 55,924 agriculteurs et horticulteurs se sont affiliés, en 1964, aux mutuelles chrétiennes.



8. Caisse mutuelle d'allocations familiales.

Au 31 décembre 1964, 92,300 affiliés.

9. Caisse de pension du Boerenbond belge pour travailleurs indépendants.

Fin de 1964: 125,708 affiliés

342 séances d'information

121,799,385 fr. belge pour constitution de rentes

60,200,709 fr. belge pour cotisations de solidarité

10. Administration

En 1964: 3,221 employeurs affiliés occupant 14,384 employés.

11. Ligue des fermiers

En 1964: 136,067 membres.

N.B.: Etant donné le nombre de chiffres quant aux activités des sociétés économiques, nous référons au rapport de 1965 sur l'année 1964.





ANNEXE V-A-4

DISCOURS DE CONSTANT BOON, PRESIDENT DU BOERENBOND BELGE:

"CE QUE NOUS ATTENDONS, AU COURS DES ANNEES PROCHAINES,  
DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT".<sup>(1)</sup>

Au moment de l'assemblée jubilaire de notre association, les pour-parlers en vue de la formation du nouveau gouvernement, se poursuivent. Ils sont particulièrement laborieux. Quel qu'il soit, si le nouveau gouvernement veut prétendre au même titre que l'ancien à la reconnaissance de la classe agricole, il devra, dès le départ, préciser clairement ses objectifs à l'endroit de l'agriculture et utiliser des moyens extrêmement énergiques pour les réaliser.

A maintes reprises au cours des dernières années, les porte-paroles du Boerenbond belge ont souligné que la classe agricole organisée prétend être considérée comme partenaire à part entière dans la société d'aujourd'hui. Avec la même force, ils ont affirmé que la classe agricole ne redoute pas l'évolution, qui oblige chaque agriculteur à revoir sans cesse la gestion de son entreprise. C'est pour cela justement que les agriculteurs organisés exigent très expressément du gouvernement qu'il reconnaisse leurs droits comme partenaires à part entière dans la société. Il faut donc que le gouvernement utilise tous les moyens nécessaires et les mette à la disposition:

- pour que l'agriculteur et sa famille bénéficient d'un vrai statut social;
- pour que l'enseignement, l'information et la recherche apportent aux agriculteurs la formation et les connaissances indispensables. Ils pourront être ainsi des chefs d'entreprise conscients de leur valeur, des hommes au sens complet du terme et des citoyens éclairés;
- pour que les mesures, influençant l'infrastructure des activités économiques, sauvegardent en permanence et en toutes circonstances les droits vitaux de l'agriculture et consolident son expansion;

---

(1) Extrait de: "Assemblée Jubilaire du Boerenbond Belge", Bruxelles, 17 juin, 1965, pp.23-36.



-- pour que la politique des prix et la politique commerciale, dans leur adaptation aux particularités de l'offre et de la demande de produits agricoles, assurent des revenus équitables pour les agriculteurs. Leur but n'est pas de freiner des hausses occasionnelles ou structurelles des prix purement et simplement en fonction des considérations de l'index.

Vu sous cet angle, vous vous direz peut-être que le programme de revendications que je vous présente aujourd'hui, ne contient rien de neuf. Il ne contient effectivement aucun chapitre nouveau. Il s'attache uniquement à adapter les moyens visés sous ces quatre rubriques aux besoins actuels des familles d'agriculteurs.

### I. Pour un vrai statut social

En parlant d'un vrai statut social pour la classe agricole, je prends comme points de départ:

- que toute une série de mesures, garantissant la sécurité d'existence, ont acquis droit de cité dans notre société et doivent dès lors être applicables à tous;
- que la solidarité entre tous les citoyens constitue l'essence même de la sécurité sociale;
- que les avantages sociaux en faveur de la classe agricole, compte tenu de la situation propre de la profession agricole, doivent être équivalents mais pas toujours identiques à ceux des autres classes;
- qu'historiquement dans notre pays des systèmes séparés se sont formés suivant l'activité économique et que les cotisations destinées aux mesures de prévoyance sociale devraient tenir compte dès lors et du mode de perception et de la capacité de contribution financière, afin d'éviter que chaque branche d'activité économique doive vivre entièrement de ses propres moyens.

Après ces considérations préliminaires, voici nos revendications pour chacun des secteurs de la sécurité sociale.

#### 1) Et tout d'abord les allocations familiales:

Dans ce domaine de la sécurité sociale, l'édification historique par secteur entraîne des conséquences éminemment injustifiables pour l'agriculture. Celles-ci se manifestent tant dans les charges imposées aux agriculteurs lors de la perception des cotisations que dans les allocations allouées aux ayants droit.



Nous exigeons donc du prochain gouvernement que la part de l'Etat dans les allocations familiales des indépendants soit largement augmentée. Les charges seront ainsi mieux réparties entre tous les groupes de la population et tous les secteurs d'activité selon leur capacité contributive.

Tant que les charges ne seront pas réparties selon la capacité contributive et que l'intervention de l'Etat ne sera pas adaptée, les enfants des indépendants seront lésés et la justice sociale ne sera pas réalisée.

On prétend parfois que les enfants sont une charge moins lourde pour les agriculteurs que pour les autres classes sociales. Ceux qui avancent cet argument ne connaissent vraiment pas grand'chose des conditions de vie à la ferme ou à la campagne.

- Sans doute, il fut temps où la famille d'agriculteurs retirait des avantages de son auto-approvisionnement en produits alimentaires. Des comptabilités et des enquêtes nous apprennent cependant que les dépenses pour les produits alimentaires sont aussi élevées à la campagne qu'à la ville.
- Sans doute, il fut un temps aussi où l'on admettait généralement qu'à la campagne, et plus particulièrement à la ferme, les enfants étaient habillés plus sobrement que leurs camarades des autres classes sociales. Ce temps est révolu.
- Sans doute, il fut un temps enfin où les services publics, tels que: électricité, transport, eau, enseignement, soins médicaux et culturels étaient considérés comme une lointaine image de rêve pour une société en évolution. A l'heure actuelle, ils ont généralement acquis droit de cité, avec cette distinction cependant qu'ils coûtent plus cher et sont forcément d'un usage plus fréquent à la campagne que dans les agglomérations urbaines.

Dès lors, rien ne justifie la discrimination de traitement entre l'enfant d'agriculteurs et celui de salariés ou appointés.

A la rigueur, on peut admettre avec les sociologues que des allocations au premier et même au deuxième enfant doivent être rangées dans la catégorie des gaspillages de notre société. Il est inadmissible cependant que ces allocations soient accordées à certains enfants mais refusées à d'autres.





C'est pourquoi le Boerenbond revendique pour les familles agricoles le droit à l'égalité complète en matière d'allocations familiales, avec les travailleurs salariés et appointés.

Nous nous sommes réjouis lorsque le gouvernement actuellement démissionnaire a successivement réalisé l'égalisation des allocations de naissance, des allocations d'orphelins et des allocations aux enfants de travailleurs indépendants handicapés et aux enfants de travailleurs indépendants.

Nous nous sommes réjouis lorsque ce même gouvernement a prolongé jusqu'à 25 ans le droit aux allocations familiales pour les enfants-étudiants de travailleurs indépendants.

Nous nous sommes réjouis lorsque ce même gouvernement a admis en principe de porter les allocations pour les 5ième et 4ième enfants d'indépendants au même niveau que pour ceux des salariés et appointés.

Aussi, je m'adresse dès à présent au futur formateur et je lui rappelle notre exigence immédiate et irréductible de voir l'égalisation de l'indemnité de base pour toutes les familles ayant au moins trois enfants à charge. Je tiens à souligner tout aussi nettement qu'en ce domaine le Boerenbond n'aura pas de répit tant que l'égalité complète et intégrale entre toutes les familles ayant charge d'enfants ne sera pas réalisée dans notre pays.

## 2) En ce qui concerne l'assurance-maladie:

Pour ce secteur de la sécurité sociale, l'agriculteur admet la distinction entre sa situation professionnelle et celle des salariés et appointés. L'agriculteur et sa famille ne considèrent pas les petits inconvénients des indispositions et des maladies de courte durée comme une source importante de perte de revenus, ceci en raison notamment du fait qu'il réunit chez une seule personne le travail et le capital d'exploitation. Sa situation d'indépendant lui a d'ailleurs appris à faire face lui-même aux conséquences directes de ces inconvénients et maladies de courte durée. Néanmoins, les conditions de vie dans la société d'aujourd'hui et les frais afférents aux soins spéciaux sont tels qu'il convient d'incorporer immédiatement dans l'assurance sociale obligatoire ces soins spéciaux ainsi que les indemnités en cas de maladie de longue durée et d'incapacité de travail.



Cette revendication n'est pas neuve dans notre programme et notre impatience de la voir se réaliser en est d'autant plus grande.

### 3) En ce qui concerne la pension:

De plus en plus de pays d'Europe, et parmi eux la Belgique, ont instauré un système de pensions pour les indépendants. Parmi ces pays, le nôtre occupe cependant une position exceptionnelle par le fait qu'avant d'accorder la pension, il y est procédé à une enquête sur les ressources. Il est inutile de dire que cette enquête lèse principalement et en premier lieu les agriculteurs et chacun comprend qu'elle constitue par-dessus le marché une sanction à l'égard de ceux qui ont vécu sobrement et parcimonieusement.

On ne peut qu'espérer d'un gouvernement, qui se préoccupe des intérêts de l'économie du pays, qu'il supprime cette enquête sur les ressources. Il convient pour le moins d'écarter les conséquences de cette enquête pour tous ceux qui cessent toute activité. J'y insiste cependant: un simple assouplissement du système ne supprime pas en soi l'anomalie existante.



J'ai tenu à mentionner en premier lieu cette revendication visant à l'égalité de traitement en matière de prévoyance sociale pour l'agriculteur et sa famille, parce qu'elle revêt une importance primordiale pour la jeunesse qui se trouve à l'heure du choix en ce qui concerne son avenir. N'est-il pas normal en effet, que dans le choix de leur avenir, les jeunes se laissent guider en grande partie par l'intérêt que la communauté témoigne à la profession choisie et qu'ils mesurent cet intérêt aux avantages sociaux que cette profession obtient des pouvoirs publics? Je concède que l'égalité de traitement social n'est pas la seule mesure à prendre en considération pour apprécier la position de telle ou telle profession.

## II. Enseignement, information, recherche

Une importance égale s'attache à la manière dont l'individu et la profession dans son ensemble interviennent dans la vie sociale, au rôle qu'ils jouent dans la société, à l'influence qu'ils y exercent, à la considération qui leur y est accordée.





On peut considérer que l'agriculteur et la profession dans son ensemble décideront eux-mêmes, dans une mesure prépondérante, de la place et de l'importance qu'ils occuperont dans la société. Qui niera cependant que ce rôle lui-même est conditionné par l'aptitude professionnelle de l'agriculteur, donc par sa formation comme technicien et comme chef d'entreprise indépendant? Qui niera que ce rôle est conditionné par la formation générale et par l'évolution de l'agriculteur? En bref, nous pouvons dire que l'agriculteur, tant comme individu que comme membre d'une profession, se trouvera dans une situation plus positive et plus constructive vis-à-vis de la société dans la mesure où il prendra davantage conscience de sa valeur, cette prise de conscience dépendant elle-même de ses connaissances professionnelles ainsi que de sa formation générale et de son évolution.

L'avenir est sans aucun doute dans la spécialisation des chefs d'entreprise. A ce propos, il faut constater que beaucoup de chefs d'entreprise actuellement en place sont d'une époque où ils ont reçu une formation de base insuffisante pour être intégrés avec suffisamment de compréhension dans l'évolution actuelle de l'agriculture. Il faut constater aussi que d'autres chefs d'entreprise, bien qu'ils aient reçu une large formation, ne bénéficient pas de l'information nécessaire pour spécialiser leur entreprise avec quelque chance de succès dans la direction souhaitée.

Il faut constater enfin que l'enseignement agricole proprement dit est théoriquement très valable mais qu'il est souvent encore trop éloigné de la réalité vivante de l'entreprise, de sorte que trop peu de ceux qui ont terminé leurs études sont orientés vers l'agriculture.

C'est répéter des lieux communs que de dire que la recherche fondamentale doit précéder la recherche appliquée, que les deux doivent être en rapport étroit avec l'enseignement et l'information, et que tant la recherche que l'enseignement et l'information doivent être établis en fonction de l'agriculture réelle et vivante.

Avec tous ceux qui se préoccupent de l'évolution de la vie industrielle dans notre pays, le Boerenbond insiste pour qu'il soit consacré encore beaucoup plus d'efforts à la recherche scientifique, puisqu'en fin de compte elle doit constituer la base de la technologie future.



Il importe par ailleurs: d'établir une sérieuse coordination entre la recherche fondamentale et appliquée; d'éliminer les mesquines manifestations de rivalités qui interviennent jour après jour entre la recherche fondamentale et appliquée comme entre la recherche officielle et privée; d'éviter que des questions de prestige personnel viennent troubler l'atmosphère de calme dans laquelle doivent s'effectuer l'étude et la recherche.

Venons-en maintenant à l'enseignement et à l'information.

En ce qui concerne l'enseignement de jour, eu égard notamment au projet de prolongation de la scolarité obligatoire, il convient de songer principalement à joindre la nécessité de la formation générale à la nécessité de former des chefs d'entreprise qualifiés. Déjà nous connaissons dans notre pays l'initiative intéressante de l'école d'agriculture de St-Nicolas. Il faut espérer qu'on s'inspirera de cette initiative et d'autres encore dans l'élaboration des programmes des écoles d'agriculture et d'horticulture.

En ce qui concerne l'enseignement post-scolaire, il se pose trois problèmes bien distincts qui doivent recevoir chacun une solution appropriée.

- Il y a d'abord le problème de l'agriculteur déjà en place, qui a assumé la direction d'une exploitation sans avoir une formation de base suffisante et auquel il faut donner, suivant des méthodes adéquates, les connaissances de base nécessaires.
- Il y a ensuite le problème du chef d'entreprise qui, jour après jour, doit être tenu au courant de l'évolution dans le secteur dans lequel il s'est spécialisé.
- Il y a enfin le problème de la formation des fermières et futures fermières. Nous vivons dans un monde où le droit du travail est officiellement considéré comme un des droits fondamentaux de l'homme. Dans les temps écoulés, la fermière fut malheureusement souvent une esclave du travail à la ferme dans une mesure telle qu'actuellement encore certains rejettent comme une malédiction le travail en commun de la fermière avec son mari. Les temps ont changé: la mécanisation a humanisé le travail à la ferme également; dans les ménages agricoles aussi, le confort et les appareils ménagers gagnent de plus en plus de terrain; par la





méthode et l'adaptation, le chef d'entreprise peut réduire les temps de travail à des proportions humaines. Nous voyons ainsi d'emblée, dans quelle direction il faut orienter la formation typique de la fermière d'aujourd'hui et de demain qui, dans les limites du possible et de l'humain, travaille en collaboration avec son mari mais décide également d'un commun accord avec lui de la gestion de l'exploitation.

A côté de la recherche scientifique et de l'enseignement de jour et post-scolaire approprié, il nous faut dire un mot encore de l'information professionnelle. Je tiens à exprimer ici l'estime du Boerenbond pour l'oeuvre d'information accomplie par les conseillers de l'Etat. Avec la même insistance, je tiens cependant à déclarer, à l'intention des pouvoirs publics, que le travail d'information des conseillers du Boerenbond est de la plus grande valeur. Du côté officiel, il convient que le travail des conseillers de l'organisation soit reconnu et également subventionné lorsqu'il dépasse les limites des services normaux à rendre. Au cours de la législature écoulée, nous avons pu obtenir ce résultat pour le service d'information professionnelle. Nous nous réjouissons de ce pas accompli du côté officiel, mais nous ne le considérons que comme un premier pas qui doit être suivi par d'autres, pour autant que soient requis des efforts exceptionnels que la profession elle-même ne peut supporter.

Je songe plus particulièrement enfin, mais non avec une moindre attention, à la jeunesse agricole, qui assumera demain, comme chef d'entreprise, la gestion et la direction des exploitations. L'enseignement et l'information sont des chaînons importants dans la formation de ces jeunes mais, en tant qu'hommes, ils ont le droit le plus strict à une formation et à des délassements physiques et culturels. Dans notre pays, on consacre des sommes importantes à la promotion du sport professionnel et on témoigne également de plus en plus d'intérêt aux activités culturelles. Cet état de choses ne soulève pas la moindre objection. Je voudrais simplement souligner que, pour un peuple, tout ne se ramène pas, dans le domaine physique, aux records de quelques champions du sport professionnel ni, dans le domaine culturel, aux prestations d'un nombre trop restreint de centres.

Cela revient à dire que je plaide chaleureusement pour l'équipement de la campagne principalement, grâce à des mesures et des interventions en faveur de la formation et des délassements physiques et culturels, dont doit pouvoir faire usage en premier lieu la jeunesse organisée, suivant sa propre nature.





†  
††

### III. J'en arrive maintenant à la politique de structure, que le Boerenbond souhaite dynamique et audacieuse.

L'entreprise familiale indépendante est pour nous le centre d'une saine structure agricole. Trop souvent déjà le Boerenbond a dû insister sur la nécessité de l'approvisionnement en eau et en électricité, sur la réalisation de toute urgence de chemins ruraux praticables, de l'hydraulique agricole et du remembrement rural.

Pendant la législature écoulée, nous avons pu accroître la sécurité d'exploitation du fermier occupant par l'instauration du droit de préemption. Toutefois, la révision de la législation sur le bail à ferme et l'amélioration du droit de préemption, telles qu'elles avaient été proposées par mon illustre prédécesseur, M. Van Hemelrijck, n'ont été approuvées que par une des chambres législatives. Nous n'admettons en aucun cas des attermoiements au sujet de leur approbation définitive.

Le problème de la sécurité professionnelle des successeurs doit également être résolu sans retard:

- par la révision du droit successoral en donnant par préférence à certains héritiers la possibilité de reprendre dans son ensemble, une exploitation agricole ou horticole viable, à un prix fixé par des experts et éventuellement avec des facilités de paiement;
- par l'octroi d'un salaire différé aux enfants qui ont travaillé plusieurs années dans l'exploitation, sans recevoir de rémunération familiale;
- par l'établissement d'un régime de préférence et le renouvellement du bail à ferme au profit des descendants en cas de succession.

Ce n'est là qu'une énumération, mais ces problèmes revêtent une importance exceptionnelle. Ces mesures ne suffisent pourtant pas pour conjurer les dangers que l'on retrouve dans la matière dont est réglée actuellement en Belgique la destination du sol; dans l'accroissement des besoins de capitaux des entreprises en pleine évolution et spécialisation; dans l'intégration verticale enfin.

#### 1) La destination du sol

Chacun sait qu'une économie en expansion a besoin de terrains pour



établir les entreprises, pour édifier des quartiers d'habitations, pour résoudre les problèmes de la circulation. Nous admettons même que l'homme moderne a besoin de zones de délassement.

Le problème qui découle immédiatement de cette évolution est l'indemnisation intégrale de tous les dommages occasionnés au propriétaire et aux occupants des terres qui leur sont enlevées dans ces buts.

Cette indemnisation doit être réglée de telle sorte que les agriculteurs et les horticulteurs soient mis en mesure de se procurer ailleurs un revenu équivalent. Non seulement lors d'une expropriation proprement dite, mais également lors de toute résiliation de bail pour des terrains destinés à l'industrie ou à la construction ou en cas d'acquisition pour cause d'utilité publique, une indemnité d'éviction doit être octroyée au fermier.

Afin de parvenir à un règlement équitable et équivalent, il convient de donner aux comités d'acquisition de biens immobiliers, institués auprès du ministère des Finances, la compétence générale et exclusive pour tous les achats de biens immobiliers pour cause d'utilité publique et pour toutes les procédures d'expropriation.

Il convient enfin de remplacer la prise en location provisoire, prévue par certaines lois en matière d'expropriation, par un système de prise de possession provisoire garantissant au propriétaire et à l'occupant du sol une indemnité appropriée pour la prise de possession anticipée.

A plus longue échéance se pose l'important et délicat problème de la délimitation des zones agricoles si l'on veut assurer le maintien et l'expansion rationnelle de l'agriculture en même temps que le développement harmonieux de notre société.

Quiconque suit la réalité des choses dans notre pays demeure perplexe devant le chaos qui y sévit en matière de destination du sol et en ce qui concerne le nombre d'autorités et de pouvoirs qui décident à peu près arbitrairement en ce domaine.

Nous sommes souvent frappés de stupeur en prenant connaissance des rapports de certains urbanistes, qui ont certes incorporé dans leur vocabulaire les concepts "zones vertes" ou "poumons de la société", mais qui ne semblent même pas soupçonner que le maintien d'une agriculture structurellement saine est d'une importance vitale pour la société.





A cela s'ajoute que chacun des pouvoirs soi-disant progressistes, du rang le plus bas, établit son propre plan d'urbanisation qui très souvent ne rencontre que les besoins en terrains industriels et en terrains à bâtir de toute une région. Si l'on fait le total de tous ces terrains réservés à l'expansion économique, on obtient souvent un multiple des besoins prévisibles dans toute la région pour plusieurs décennies! On imagine aisément la pression que pareil planning irréfléchi fait peser sur l'agriculture.

Non seulement nous disposons dans notre pays d'une excellente carte des sols complétée par la nomenclature de leur utilisation, mais nous possédons également quelques spécialistes qui peuvent déterminer tel ou tel sol pour l'agriculture. Croyez-vous que, lors de projets d'expropriations, on fasse appel à cette cartographie ou à ces spécialistes qui y consacrent le meilleur de leur temps? On n'y pense même pas! Tout cela est enseveli sous la poussière des dossiers tandis que les spécialistes en la matière passent pour d'intéressants excentriques qui courent les champs par tous les temps.

Lorsque je contemple le désordre invraisemblable qui règne en Belgique en matière de destination du sol, j'ose affirmer que nos propres enfants -- même les enfants de non-agriculteurs -- nous adresseront d'amères reproches pour les énormités que nous accumulons actuellement en matière d'utilisation et de destination du sol.

Le prochain gouvernement doit mettre de l'ordre dans ce chaos:

- par la délimitation de zones agricoles;
- par la réalisation, sur le plan régional, d'une coordination entre les différents plans d'expropriations;
- par l'octroi au ministre de l'Agriculture d'une large compétence en matière de destination du sol.

## 2) L'accroissement des besoins de capitaux de l'agriculture en voie de spécialisation.

Si l'agriculture se voit ainsi garantir un patrimoine foncier, il faut également se préoccuper de la forte augmentation des besoins de capitaux tant de l'entreprise agricole ou horticole individuelle que du secteur agricole dans son ensemble.

Permettez-moi de vous demander comment vous envisagez l'avenir du



fils qui devra prochainement reprendre l'entreprise paternelle dans laquelle de nombreux capitaux ont été investis, qui devra à ce moment désintéresser ses frères et soeurs, qui devra faire face lui-même à de nouveaux besoins de capitaux de son entreprise en voie de spécialisation encore plus poussée, et qui n'en devra pas moins vivre et faire vivre sa famille qui s'agrandit?

Dans quelle mesure et dans quelle direction faudra-t-il étendre l'activité du si utile Fonds d'investissement agricole pour résoudre ce problème dont l'importance augmente sans cesse?

Puis-je demander aussi si l'exploitation coopérative d'un groupe d'entreprises, dont il est de plus en plus question à l'heure actuelle, apportera une solution? Celui qui répond à cette question devra quand même se demander comment et dans quelle mesure l'entreprise familiale indépendante se trouve ainsi mise en péril.

J'avoue que je ne possède pas de réponses toutes faites à ces questions, mais quiconque se préoccupe de l'avenir de l'entreprise familiale indépendante devra trouver ces réponses et très rapidement encore!

D'un autre côté — toujours en pensant aux besoins de capitaux de l'agriculture —, nous devons nous tourner vers le secteur de la transformation et de la commercialisation.

— Nous savons que le consommateur ayant un pouvoir d'achat se limite dans la consommation de denrées alimentaires, mais qu'il exige par ailleurs de plus en plus de services dans l'alimentation.

— Nous savons aussi qu'à la suite de la réalisation de la C.E.E., les frontières s'ouvrent et que tous nos partenaires s'apprêtent, comme c'est leur droit, à envahir une partie de notre marché.

A notre tour, nous devons être prêts à commercialiser nos produits à distance, et ce dans une présentation et sous une forme intéressante pour les consommateurs.

Si nous voulons donc offrir à nos producteurs agricoles une augmentation de revenus et une expansion des possibilités de production, nous devons aller de l'avant résolument et sur une base coopérative dans le secteur de la transformation et de la commercialisation.





Ces dernières années, on s'est beaucoup occupé du problème de la rationalisation de l'appareil de commercialisation et de transformation des produits agricoles. Au nom du Boerenbond, je tiens à déclarer avec la plus vive insistance que, si des efforts et appuis officiels sont apportés à cette rationalisation, ils doivent être accordés par priorité absolue à la coopération. Il ne s'agit pas ici d'une hostilité à l'égard du secteur privé qui, lorsqu'il entretient des relations normales avec les producteurs agricoles et horticoles et remplit convenablement sa mission, obtient toute notre sympathie. Il s'agit tout simplement de ceci: si la formation des prix dans la vente de produits agricoles pose des limites à l'amélioration du revenu des agriculteurs, ce revenu doit être complété par la voie d'appareils coopératifs de transformation et de commercialisation travaillant rationnellement. Dès lors, l'aide et l'appui de l'Etat doivent aller par priorité à la communauté et, en ordre subsidiaire seulement, à l'entreprise privée.

### 3) L'intégration verticale.

Ceci m'amène du reste au problème de la production sous contrat et de l'intégration verticale. Ces dernières années, en effet, nous constatons que la production spécialisée de poulets à rôtir, d'oeufs, de porcs à l'engrais, de veaux à l'engrais et bientôt de bovidés à l'engrais est de plus en plus intégrée verticalement. Cela signifie qu'en fin de compte, la décision concernant la nature, le mode et la quantité de la production n'est plus prise par l'agriculteur lui-même, mais par le marchand ou par le producteur d'aliments du bétail, qui ne se préoccupe que de l'élargissement de ses débouchés, ou par le grand appareil de distribution, qui s'assigne comme but exclusif de dominer plus complètement le champ des débouchés.

Qu'on me comprenne bien: tout n'est pas mauvais dans ce qu'on appelle l'intégration verticale. Il suffit de songer à la culture sous contrat de légumes, de lin, de betteraves sucrières et encore à d'autres qui ne sont pas à rejeter totalement.

On commence à parler de groupements de producteurs — s'imposant à eux-mêmes une certaine discipline dans la production, le choix, le triage, la standardisation et la vente — et s'occupant éventuellement sur une base coopérative de transformation et de commercialisation.





Je répète, on commence à en parler et cela n'est pas condamnable à priori, à condition qu'il s'agisse de véritables associations de producteurs, dont les intérêts sont sauvegardés par des voies légales, cette protection légale ne pouvant d'ailleurs tarder à venir, sans quoi on s'engagerait trop loin dans la mauvaise direction.

#### IV. Politique des prix et politique commerciale

J'en arrive enfin à la politique des prix et à la politique commerciale.

Chacun sait combien les esprits des producteurs agricoles et horticoles sont sensibilisés aux mesures de politique des prix et de politique commerciale.

Tous les agriculteurs constatent que les décisions en ce domaine passent de plus en plus aux instances du Marché commun et relèvent de moins en moins de la compétence directe de nos ministres nationaux. Qu'on ne se fasse pas d'illusions cependant! Qu'on ne pense pas que l'agriculture belge est la seule à connaître à cet égard cette bête noire que nous appelons le ministres des Affaires économiques.

Partout dans le monde évolué, nous retrouvons un ministre des Affaires économiques spécialement chargé des mesures visant à maintenir le cours de la vie économique. Partout dans le monde, ce ministre suit avec soin l'évolution des prix, cette évolution pouvant entraîner une catastrophe pour toute l'économie, l'agriculture y comprise, si elle fait des écarts excessifs. Le problème réside tout simplement dans le dosage des interventions.

Dans ce domaine, la Belgique connaît pourtant un problème particulier: l'établissement irrationnel de l'index des prix de détail, où les produits alimentaires occupent une place en dehors de toute proportion.

Nous avons demandé au gouvernement actuellement démissionnaire de donner à ce problème une solution qui fasse preuve du sens des réalités. Une commission a été constituée et chargée de faire des propositions, mais cela n'a malheureusement rien donné de positif.

Entre temps et jusqu'à ces derniers jours encore, nous avons fait la triste expérience des interventions condamnables auxquelles conduit ce calcul défectueux de l'index des prix de détail. N'a-t-on pas suspendu la



délivrance des licences d'exportation de pommes de terre parce que les prix ont marqué un mouvement de hausse?

Je promets, en tout cas, au prochain gouvernement de sérieuses manifestations de mécontentement de la part des agriculteurs si on n'applique pas, dans un très proche avenir, un index des prix conforme à la réalité. Pour l'inciter à faire preuve de diligence, il suffira sans doute de rappeler que, ces dernières années, le maintien du système actuel d'indexation a entraîné d'indéniables conséquences inflatoires pour le pays et causé un grave préjudice au revenu des agriculteurs.

Mesdames, Messieurs, la politique des prix et la politique commerciale ne résolvent pas tous les problèmes agricoles: les trois premières parties de mon exposé le prouvent surabondamment. Néanmoins, la politique des prix et la politique commerciale sont et restent des moyens extrêmement importants pour porter à un niveau convenable le revenu des agriculteurs. Ces moyens doivent être utilisés.

+  
++

J'en arrive ainsi à la conclusion de cet exposé.

Les agriculteurs de ce pays savent qu'ils se trouvent devant une longue série de graves problèmes découlant en premier lieu d'adaptations structurelles, qui doivent être réalisées à un rythme accéléré.

- Ces adaptations doivent être réalisées à un rythme accéléré, non pas parce que dans le passé les agriculteurs sont restés en défaut: au contraire, ils ont toujours utilisé jusqu'à leurs limites les possibilités de la nature et de la technologie pour nourrir l'humanité affamée.
- Ces adaptations doivent être réalisées à un rythme accéléré, non pas parce que la technologie ne nous a fourni des moyens nouveaux qu'au cours des dernières années à un rythme croissant.
- Ces adaptations doivent être réalisées à un rythme accéléré, non pas parce que dans le passé les agriculteurs ont attaché par facilité une main-d'oeuvre moins productive à leurs entreprises, mais parce que cette main-d'oeuvre ne pouvait trouver ailleurs une occupation permanente et productive.

Les nouveaux moyens offerts par la science et par la technologie





ne doivent pas marquer le déclin de l'entreprise familiale indépendante, pourvu que le législateur nous aide à en orienter l'application dans des voies saines.

Au contraire, les nouveaux moyens de la science et de la technologie constitueront une étape sur la route conduisant à l'intégration totale et entière de l'agriculteur indépendant dans la société moderne:

- pour autant qu'il lui soit donné en outre un vrai statut social;
- pour autant que l'enseignement et l'information soient mis à sa portée sous des formes appropriées;
- pour autant que la formation et le délassement culturels et physiques deviennent accessibles également aux agriculteurs;
- pour autant que l'agriculteur bénéficie d'une politique des prix et d'une politique commerciale qui constituent l'expression de l'estime de la société pour son travail.

Pour continuer à réaliser ces revendications, nous nous tournons vers le prochain gouvernement. Il pourra compter sur notre appui dans la mesure où il répondra à notre attente, mais il nous trouvera en masse sur sa route chaque fois qu'il nous décevra ou qu'il ira à l'encontre de nos revendications.



ANNEXE V-B-1

LA LIGUE ECONOMIQUE FLAMANDE

I. Création et Essence de la Ligue Economique Flamande

II. But

III. Organisation de la Ligue Economique Flamande

1. Secrétariat général
2. Caisses d'allocations familiales
3. Secrétariat social
4. Caisse de pension pour travailleurs indépendants
5. Publications
6. Sections régionales
7. Section pour les jeunes

IV. Activités

1. Activités à caractère permanent
2. Activités dans le cadre de la néerlandisation et l'avancement de la vie économique en Flandre:
  - Canal Albert
  - Cours de justice pour le commerce
  - Ecole d'Etat du commerce supérieur
  - Institut du lin
  - Relations avec les Pays-Bas
  - Associations des ingénieurs flamands
  - Activités du Centre d'étude pour la flamandisation des entreprises flamandes.
3. Congrès annuels.



LA LIGUE ECONOMIQUE FLAMANDE

V.E.V. (1)

I. Création et Essence de la Ligue Economique Flamande

La Ligue Economique Flamande représente l'organisation interprofessionnelle de l'industrie, du commerce, des finances, de la communication, etc. dans la partie flamande de la Belgique.

Cette association économique flamande fut fondée le 11 avril 1926 à Gand, lors du troisième congrès économique scientifique.

C'est l'industriel Lieven Gevaert (2) qui en fut le premier président. Gevaert était d'avis que l'épanouissement de l'économie flamande était une condition primordiale pour la renaissance de la culture du peuple flamand. C'est ainsi que les activités de la Ligue Economique Flamande furent toujours caractérisées par sa préoccupation non seulement économique mais aussi culturelle.

La Ligue fut fondée en tant qu'association sans but lucratif.

II. But

La Ligue Economique Flamande a surtout comme but:

- 1) de défendre les intérêts des entreprises flamandes des divers secteurs (industrie, commerce, agriculture, pêche, transport, etc.) auprès des administrations publiques et, aussi, auprès des associations officielles, semi-officielles et privées;
- 2) de promouvoir les intérêts de ses membres dans tous les domaines;
- 3) de développer des relations commerciales avec l'étranger et en particulier avec les régions néerlandophones; (3)
- 4) de stimuler l'emploi de la langue néerlandaise dans les entreprises et de favoriser les intérêts culturels de la population flamande.

---

(1) V.E.V.: Vlaams Economisch Verbond. Nous avons utilisé dans notre texte Ligue Economique Flamande. Nous avons traduit la nomination de Vlaams Economisch Verbond pour faciliter la lecture.

(2) Cf. Annexe V-B-2., bibliographie de Lieven Gevaert comme industriel flamand et fondateur de la Ligue Economique Flamande.

(3) Dans ce cadre, nous nous référons au discours du président de la Ligue Economique Flamande à New-York, "The U.S. & Belgium: Evidence of Long-Standing Cooperation," en Annexe V-B-4.





Défendre les intérêts particuliers des entreprises flamandes dans le cadre de la communauté nationale est la tâche principale de la Ligue Economique Flamande.

Même si la Ligue Economique Flamande collabore souvent avec la Fédération des Industries Belges (F.I.B.) sur le plan national, (en ce qui concerne les relations patrons-ouvriers, organisation de travail, négociations avec les délégués des organisations patronales de l'étranger) la Ligue Economique Flamande déclare que cela n'est pas contre sa vocation spécifique et qu'elle garde son caractère d'organisation flamande indépendante.

Dans la même optique, la Ligue Economique Flamande collabore également très fréquemment avec le Conseil économique flamand, qui, au contraire de la L.E.F., contient non seulement des organisations patronales mais aussi des organisations ouvrières.

Dans le C.E.F., la L.E.F. est représentée par 15 membres et elle compte en outre un délégué dans le Comité d'administration du même Conseil.

### III. Organisation de la Ligue Economique Flamande

Pour la réalisation de ses buts, la Ligue Economique Flamande comporte les sections et départements suivants:

#### 1. Un secrétariat général avec

- un département pour des affaires économiques et financières,
- un département " " " sociales et juridiques,
- un département " " " fiscales et techniques.

#### 2. Les caisses d'allocations familiales

#### 3. Le secrétariat social reconnu de la L.E.F.

Ce secrétariat résout pour le compte des patrons qui sont membres de la Ligue Economique Flamande des questions et les formalités complexes qui leur sont imposées par la législation sociale et fiscale.

#### 4. Caisse de pension pour travailleurs indépendants

#### 5. Les publications de la L.E.F.

Parmi les revues et livres publiés nous mentionnons seulement:

- a) La Revue "V.E.V. Berichten" (communiqués de la L.E.F.), qui est une revue bi-mensuelle.



Les sujets suivants y sont traités:

- 1° La vie et les activités de la Ligue,
- 2° La situation économique et financière,
- 3° Le commerce et l'économie,
- 4° L'industrie du lin,
- 5° La pêche,
- 6° Les actualités sociales, fiscales et juridiques,
- 7° Les lois et résolutions,
- 8° La situation économique à l'étranger,
- 9° Les rapports annuels et des recensements de livres.

b) Les livres au sujet de questions économiques, dont:

1° La vie des affaires flamandes:

Cette étude comporte une recherche approfondie sur la situation économique et sociale dans le pays flamand et aussi des propositions et des suggestions afin de promouvoir l'épanouissement des entreprises flamandes: cette oeuvre fut exécutée pour le compte du Gouvernement belge en 1952 et comprend 608 pages.

- 2° Les Campines turnhoutoises,
- 3° Malines, ville et pays,
- 4° Le film en Belgique,
- 5° L'industrie du diamant et le commerce.

## 6. Les sections régionales

Des sections régionales au sein de la Ligue Economique Flamande furent créées dans les principales villes de la Flandre, dont: Anvers, Malines, Turnhout, Bruxelles, Gand, Alost, St-Nicolas, Courtrai, Roulers Ostende et Hasselt.

La tâche des sections régionales est de promouvoir les intérêts économiques, sociaux et culturels de leur région en relations et avec l'aide du Secrétariat général.

## 7. Section pour les jeunes de la L.E.F.

Cette section a le but particulier de préparer les diplômés et aussi les fils des employeurs à des fonctions dirigeantes dans les entreprises, les services publics.





#### IV. Activités

- 1) Nous nous limiterons à citer quelques activités à caractère permanent:
  - Promouvoir la nouvelle législation au sujet de l'expansion économique dans le pays flamand et influencer favorablement son application;
  - Stimuler et aider l'infrastructure industrielle et économique dans la région flamande;
  - Collaborer avec des institutions industrielles et techniques;
  - Ramasser des statistiques, les analyser, les interpréter et les publier;
  - Encourager l'action et collaboration pour la fabrication et les activités commerciales;
  - Faire des recherches scientifiques sur des réglementations économiques, sociales, fiscales et douanières dans le but d'informer et de rendre service;
  - Donner des renseignements sur la localisation des nouvelles industries, sur l'organisation et les perspectives sur le marché, des entreprises étrangères et des marchés d'outre-mer;
  - Examiner et transférer des propositions commerciales.
- 2) Dans le cadre des activités pour la néerlandisation de la vie économique en Flandre, nous citons ici quelques exemples d'interventions de la Ligue Economique Flamande, principalement dans la première période de son existence dans laquelle les problèmes linguistiques étaient encore plus fortement accentués:
  - La réalisation du canal "Anvers-Liège" ou le canal Albert:

La Ligue Economique Flamande se réjouit d'avoir eu dans son conseil d'administration, un des promoteurs les plus importants, (1) dans le cadre de recherches pour sa réalisation, d'un nouveau canal en Flandre, reliant Anvers et Liège.

- La néerlandisation des cours de justice pour les affaires commerciales:

Il y a seulement 35 ans, les affaires judiciaires en Flandre se faisaient encore en grande partie en français. Immédiatement après sa création, la Ligue Economique Flamande s'intéressait à la néerlandisation des cours de justice pour le commerce. Les articles et interventions d'un de ses membres sont encore très bien connus

---

(1) C'était le ministre, ingénieur, Jules Van Caeneghem, qui a beaucoup publié sur la nécessité d'un nouveau canal pour l'économie de la Flandre.



dans le pays flamand. (1)

- La fondation de l'Ecole supérieure de commerce d'Etat (néerlandophone) d'Anvers:

La Ligue était d'avis qu'à Anvers, qui est un des centres industriels les plus importants du pays, il était nécessaire de néerlandiser l'Ecole supérieure de commerce, encore tout à fait française à ce moment-là. C'est sous l'influence de la Ligue Economique Flamande et de ses publications que l'Ecole changea de régime linguistique.

- Au point de vue économique: la Ligue Economique Flamande a joué un rôle primordial dans la création d'un Institut du lin, centre de recherches scientifiques pour l'industrie des textiles.
- Relations avec les Pays-Bas.

Dès le début de son existence, la Ligue et en particulier le fondateur, Lieven Gevaert, se sont intéressés à assurer une collaboration et une relation économique et culturelle entre la Flandre et les Pays-Bas. De nombreux Hollandais contribuèrent donc des articles à la revue de la Ligue.

- La Ligue Economique Flamande s'est efforcée de réanimer et réorganiser l'Association des Ingénieurs Flamands. Il y a toujours eu collaboration entre la Ligue et l'Association, les membres des deux sociétés reçoivent les publications de chacune.
- Les activités de la Ligue Economique Flamande pour l'usage de la langue néerlandaise dans les entreprises flamandes sont nombreuses. Le "Centre d'étude pour la flamandisation des entreprises flamandes" de la L.E.F. publie très régulièrement des brochures au sujet de la situation linguistique contemporaine dans les entreprises et dans l'enseignement et des mesures à prendre pour améliorer la situation linguistique dans la vie des affaires.

Voici quelques sujets de ces publications:

Pourquoi la flamandisation de la vie des affaires. (2)

Dans cette brochure, on traite des recherches qui furent faites au sein de quelques entreprises flamandes. Limitons-nous à donner deux

---

(1) Il s'agit des articles dans la revue "V.E.V. Berichten" - (Communiqués de la Ligue Economique Flamande).

(2) Nous indiquons les titres traduits de ces publications. Il est bien entendu que toutes ont été rédigées en néerlandais.



exemples: (1)

- Extrait d'un rapport fait à la suite d'une enquête réalisée dans une usine d'appareils électriques du pays flamands: "Les enquêtes ont démontré la nécessité de porter l'attention sur cette question dont les conséquences psychologiques et sociales importent particulièrement dans l'entreprise.

La langue véhiculaire de l'entreprise est le français; beaucoup d'ouvriers et de maîtres artisans l'ignorent ou la comprennent avec difficulté. L'usage d'une langue étrangère au milieu social a renforcé tout d'abord la stratification sociale dont il a été question: le français est la langue des uns, le flamand, celle des autres. Le sentiment de dignité des ouvriers s'en trouve heurté.

En outre, de nombreux documents officiels sont rédigés en français: bons de travail, plans de travaux. L'exécution du travail en est rendue malaisée pour certains; le rendement et la rémunération en sont affectés. La connaissance de la langue française étant réputée nécessaire à certains niveaux de la hiérarchie, certains ouvriers voient dans l'usage des langues un obstacle supplémentaire à la promotion.

La formation technique serait pour les mêmes raisons laissée aux soins de personnes choisies plutôt en fonction de leur connaissance du français que de leurs connaissances techniques. Le cas se produit notamment lorsque la personne chargée de la formation ignore la langue flamande et choisit l'un de ses subordonnées pour lui suppléer.

Le problème en cause a encore des conséquences sur l'information et l'état des communications: la pratique de langues différentes, tout en nuisant à la compréhension réciproque, engendre peu à peu l'indifférence mutuelle.

Les jeunes ouvriers issus des écoles industrielles, connaissant la terminologie technique néerlandaise, tandis que les anciens ouvriers flamands l'ignorent. Il en résulte de nouvelles difficultés entre ouvriers cette fois.

Dans le milieu employé, des observations de même ordre ont été faites; les propos entendus traduisent toutefois des attitudes moins prononcées à cet égard."

- Extraits d'un rapport fait à la suite d'une enquête en matière de relations humaines au sein d'une usine de l'industrie du verre située en pays flamand:

---

(1) Waarom vervlaamsing van het bedrijfsleven, V.E.V., 1957, pp. 21-23.





Les ouvriers, dans leur très grande majorité du moins, sont fort peu affectés par ces questions. Et c'est là une constatation que l'on sera conduit à formuler à de multiples endroits de ce rapport; les ouvriers de l'entreprise sont indifférents aux problèmes du travail, tout leur semble étranger, eux-mêmes paraissent étrangers à l'entreprise.

Pour les raisons qui ont été exposées précédemment, en traitant de l'implantation de l'usine, le personnel de cadre et de maîtrise est, en grande partie, issu des entreprises de la région wallonne du pays. Ce n'est généralement qu'aux échelons inférieurs de la hiérarchie que l'on dénombre des personnes originaires des régions flamandes.

Les fonctions supérieures sont, par la force des choses, réservées aux personnes capables de s'exprimer en français, langue véhiculaire du groupe industriel. La direction de l'usine s'efforce cependant de former des cadres d'expression flamande.

Il n'est trop fréquent que des contremaîtres, des chefs de service ou des membres de la direction même ne puissent s'adresser sans interprète à ceux qu'ils commandent.

Les rapports entre le personnel de cadre et les ouvriers sont bien souvent limités aux exigences du travail. Influencés sans doute par l'attitude passive ou parfois rébarbative des ouvriers, les membres du personnel de cadre déclarent n'entretenir de relations qu'avec quelques-uns qui ont, selon leurs dires, "une personnalité marquante". Ils ajoutent que les rapports de commandement sont particulièrement malaisés à l'égard de personnes qui ne manifestent que très difficilement leur amitié et dont la bonne volonté, incontestable sans doute, est extrêmement passive. Les ouvriers par contre, reprochent qu'un personnel de cadre manque de tact et d'avoir un comportement de "colonisateur". L'attitude de certains contremaîtres pendant les interviews a reflété, en effet, un certain dédain à l'égard de la masse ouvrière de l'usine. Il n'est pas exclu que cet esprit collectif de supériorité se manifeste dans les rapports sociaux et heurte le sentiment de dignité des ouvriers.

Ces deux genres de recherche donnent une idée sur des problèmes qui se posent et qui attirent l'entière attention de la Ligue Economique Flamande.

Encore en 1957: Le Centre d'étude pour la flamandisation des entreprises flamandes a publié une brochure semblable intitulée "Pour une fondation politique du droit linguistique en Belgique".



une comparaison avec la Suisse." (16 pages)

1958: "Instructions en matière de l'emploi des langues dans les entreprises, dans les groupements d'affaires, les fédérations et les chambres de commerce." (28p.)

1958: "Problématique sociale de la néerlandisation de la vie des affaires en Flandre."

Cette brochure est en grande partie le travail d'un sociologue flamand, le professeur Frans Van Mechelen, qui fut chargé en 1958 d'une étude relative aux conséquences sociales de la francisation et de la néerlandisation de la vie des affaires dans le pays flamand.

1959: "La situation linguistique dans les entreprises flamandes."

Dans une petite brochure de 14 pages, la Ligue Economique Flamande donne un aperçu des résultats principaux du livre "Situation linguistique dans les entreprises flamandes" (1) publié par le juriste flamand Herman Deleeck lors de ses recherches sur l'emploi des langues dans les grandes entreprises dans la province de la Flandre orientale. .

1963: "Pourquoi faut-il aussi des mesures législatives pour la néerlandisation du monde des affaires?"

Discours du président de la Ligue Economique Flamande prononcé en 1963 devant l'Assemblée générale. (2)

### c) Les congrès annuels

Finalement, dans le cadre des nombreuses activités de la Ligue, les congrès annuels forment chaque année une des manifestations importantes.

Les congrès sont organisés dans les villes les plus importantes de la Flandre.

---

(1) Il s'agit d'une oeuvre de 125 pages, publiée en 1959, à Bruxelles.

(2) Voir à l'annexe V-B-3, la traduction du texte intégral de ce discours qui exprime l'attitude de la Ligue quant aux problèmes linguistiques dans le monde des affaires en Flandre.





Au cours des derniers dix ans, les sujets suivants furent traités:

En 1956 à Gand: Avancement économique en Flandre

- des activités industrielles en Flandre depuis 10 ans;
- l'intérêt du port Gantois pour l'économie flamande;
- la structure et le développement de l'industrie et du commerce en Flandre occidentale et orientale.

En 1957 à Anvers: La Formation technique et la recherche scientifique en Flandre.

- l'enseignement technique dans sa structure contemporaine et ses possibilités;
- le niveau technique et scientifique en Flandre;
- l'université et l'industrie.

En 1958 à Bruxelles: Des perspectives pour la vie économique flamande dans le Marché Commun

- l'agriculture et l'horticulture flamande dans le Marché Commun;
- des perspectives pour l'industrie et le commerce flamands dans la communauté économique européenne;
- le transport et les ports.

En 1959 à Mol et Hasselt: L'énergie nucléaire

- gouverner l'Euratom et l'eurochimie;
- situation actuelle des réacteurs et des perspectives pour l'avenir;
- possibilité de l'utilisation de l'énergie nucléaire dans l'industrie;
- épanouissement de l'industrie traditionnelle et l'application des isotopes.

En 1960 à Knokke: La valorisation de l'économie de la Flandre occidentale

- La Flandre occidentale, une province ouverte et croissante;
- les problèmes de la ville Turnhout, case study;
- la Flandre occidentale et orientale, une région;
- la position et les perspectives de la Flandre occidentale et de la Zélande par rapport à la Belgique et aux Pays-Bas;
- rapports entre la Flandre occidentale et le Nord de la France.



En 1961 à Malines: Les problèmes de la vie d'une entreprise en expansion

- l'épargne et les investissements de la communauté;
- les problèmes de la formation et de la recherche scientifique;
- la problématique de l'exportation flamande.

En 1962 à Gand: La nécessité de promouvoir un climat industriel en Flandre

- les tâches des syndicats et des entreprises;
- + les tâches de l'autorité et le rôle de l'enseignement.

En 1963 à Anvers: L'industrie, le commerce et le transport

- le transport dans l'Europe de demain;
- le commerce mondial et les communications;
- la vie des entreprises et le transport;
- la vie des entreprises et le transport maritime;
- le rôle du transport dans l'économie flamande.

En 1964 à Bruxelles: Les possibilités de décentralisation des institutions publiques, sociales et économiques

- possibilités de décentralisation dans le secteur des institutions publiques de crédit;
- décentralisation, offre d'emploi, sécurité sociale;
- les organes de la vie politique économique régionale;
- Bruxelles et l'activité de la Ligue Economique Flamande;
- Bruxelles, la capitale de tout le monde;
- nous voulons devenir un pays riche;
- des investissements étrangers et des relations internes.

En 1965 à Courtrai: Le bénéfice dans les entreprises

- le bénéfice de nos entreprises;
- les définitions de bénéfice dans la pratique de la vie des entreprises;
- le bénéfice des entreprises dans l'économie belge;
- des aspects fiscaux du bénéfice de l'entreprise;
- le dynamisme de nos entreprises familiales;
- par la fierté de bénéfice vers des entreprises couronnées de succès;
- la signification de l'autoroute européenne E-3 et la situation des travaux d'exécution.



ANNEXE V-B-2

LIEVEN GEVAERT (1868 - 1935),

FONDATEUR DE LA LIGUE ECONOMIQUE FLAMANDE. (1)

"Le nom de Lieven Gevaert est indissolublement lié tout autant à l'une des plus grandes entreprises industrielles dans le domaine des produits photographiques qu'à l'histoire de la renaissance du peuple flamand. On peut même prétendre, à juste titre, que sa réalisation industrielle de réputation mondiale a été inspirée fortement par le souci de procurer à son peuple plus de bien-être et une nouvelle prospérité.

Né le 28 mai à Anvers, il connut dans sa prime jeunesse des années très dures. Il n'avait que trois ans lorsqu'il perdit son père, qui exerçait le métier d'encadreur-doreur. Ses années à l'école allaient être de courte durée et force lui fut, dès sa quinzième année, de trimer dans le petit atelier, géré par sa mère avec l'aide d'un contremaître. Par ses propres moyens, il consacra ses soirées à la poursuite de ses études, aux fins de se perfectionner en chimie et plus spécialement en photographie, [science] à laquelle on commençait à s'intéresser à cette époque. En 1890, il se mit à fabriquer du papier photographique. Quelques années plus tard, fut fondée la firme qui allait porter son nom et qui, grâce à un labeur ininterrompu et opiniâtre, allait devenir finalement ce qu'elle est actuellement. Il y a lieu de souligner tout particulièrement le fait qu'il eut le don d'insuffler à son entreprise un esprit social et flamand.

Dans le domaine social, l'honneur lui revient, dans bien des cas, d'avoir été un précurseur, en ce sens que la grande majorité des avantages sociaux, acquis de haute lutte par la classe ouvrière, avaient déjà été introduits longtemps auparavant dans son usine.

Ce fut, d'autre part, sa volonté formelle que le néerlandais demeure la langue véhiculaire au sein de son entreprise, chose vraiment excep-

---

(1) En 1958, la Fondation Charles Plisnier, du côté wallon, et la Fondation Lodewijk de Raet, du côté flamand, ont publié, sous la protection du Ministère de l'Instruction publique, une brochure, intitulée "A la rencontre de la Wallonie et de la Flandre" (Bruxelles 1958, 3e édition pp. 47-48), composée de douze curricula vitae d'illustres personnages de la Flandre et de la Wallonie. Nous donnons ici un aperçu de la vie et du rôle de Lieven Gevaert, tels que vus par les deux fondations culturelles, afin de mieux situer les intentions et les activités de la Ligue Economique Flamande dont il fut le fondateur et qui poursuivit la tâche qu'il lui avait confiée.





tionnelle à l'époque.

Afin d'asseoir la force de l'économie flamande et d'assurer un plus grand bien-être à son peuple, il fonda, en 1926, le Vlaams Economisch Verbond, dont il devint le premier président. Cette association avait pour but de stimuler à tous points de vue la vie économique du pays flamand et également de promouvoir l'emploi de la langue néerlandaise dans la vie économique.

Lieven Gevaert fut toujours d'avis que le rôle imparti à l'économie consiste à servir et qu'il importe que celle-ci profite non seulement aux besoins matériels de l'ensemble de la communauté populaire, mais encore à ses besoins culturels. Innombrables sont les entreprises culturelles flamandes qui lui doivent de la gratitude pour le grand appui qu'il leur accorda.

Lieven Gevaert mourut le 2 février 1935. C'est en lui que le type idéal de l'industrie flamande a trouvé sa concrétisation. Au double point de vue économique et culturel, la Flandre lui doit une immense reconnaissance."



## ANNEXE V-B-2

### POURQUOI FAUT-IL AUSSI DES MESURES LEGISLATIVES POUR LA NÉERLANDISATION DU MONDE DES AFFAIRES ? (1)

Discours du président de la Ligue Economique Flamande prononcé par M. Henri Cappuyens, le 11 mai 1961, devant l'assemblée générale.

Je voudrais profiter de l'occasion que m'offre ce congrès, pour examiner et préciser la position, la tâche et les objectifs actuels du Vlaams Economisch Verbond.

Lors de sa création, en 1926, le Vlaams Economisch Verbond se proposait de "promouvoir le développement de la vie économique flamande, de veiller aux intérêts professionnels de ses membres, de renforcer les relations économiques avec les Pays Bas et d'étendre l'emploi du néerlandais au monde des affaires".

Une organisation comme la nôtre se doit de méditer de temps à autre sur les objectifs qu'elle s'est assignés et de les reconsidérer à la lumière des conjonctures nouvelles.

Pour formuler les choses de façon claire et intelligible, il nous faut examiner le double plan sur lequel notre activité se situe.

x x x

Le premier plan, le plan organique, est celui de l'ensemble des institutions professionnelles et économiques, telles qu'elles existent actuellement dans notre pays.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le V.E.V. était la seule organisation représentative, assumant la promotion des intérêts et de l'expansion des différents secteurs de l'économie en pays flamand.

Depuis la fin de la guerre, des institutions nouvelles ou re-jeunies ont vu le jour, souvent avec notre concours. Elle sont devenues pour nous autant d'alliées actives dans l'établissement d'une solide puissance

---

(1) Waarom ook wetgevendende maatregelen ter vernederlandsing van het bedrijfsleven?; édition du centre d'étude de la Ligue Economique Flamande pour la néerlandisation de la vie économique, Anvers, 1963.





économique flamande. Ces institutions remplissent une tâche particulière dans l'effort général vers une plus grande prospérité. La diversité croissante des problèmes réclamant un abord plus scientifique qu'avant; leur création et leur action répondaient à un besoin.

La néerlandisation de l'enseignement supérieur en Flandre a exercé une influence favorable sur cette évolution. C'est ainsi que fut notamment créée la Vereniging voor Economie, qui a pour tâche l'étude des sciences économiques en Flandre. Tous les deux ans, cette association organise avec un succès croissant des congrès qui sont hautement appréciés dans tout le Bénélux.

Le Congrès Flamand des Sciences Economiques, tenu à Gand en 1961, et le Congrès d'Anvers, des 27 et 28 avril [1962] - qui a laissé un souvenir inoubliable - furent autant de manifestations triomphales de la jeune intelligentia flamande.

Les conseils économiques provinciaux, dont certains se développèrent en des centres fort dynamiques et actifs d'expansion régionale, amenèrent la création, avec notre collaboration, d'une organisation centrale coiffant ces conseils: le Conseil Economique Flamand. Aux termes de ses statuts, ce Conseil est composé de représentants du V.E.V., des syndicats, du Boerenbond Belge et des mouvements des classes moyennes. Il constitue en fait un comité d'étude et d'action, qui étudie les problèmes relatifs à l'expansion économique du pays flamand et qui s'attache à les résoudre en agissant sur les instances compétentes et sur l'opinion publique. Les directions des entreprises industrielles sont fortement organisées au sein de la Fédération des Industries Belges.

Les entreprises non industrielles ont également leur fédération. Récemment, les différentes fédérations d'entreprises moyennes se sont groupées en un comité commun. Tous les secteurs de l'activité économique sont groupés par professions: banques, assurances, sociétés maritimes, etc.

Le plus souvent, et malgré leur bonne volonté, ces organisations centrales de caractère économique ou financier ne parviennent guère, nous semble-t-il, à s'adapter à l'image de notre structure nationale. Alors que, bon gré mal gré, toute la vie publique s'adapte à la dualité du pays et respecte les traits particuliers de chacun des deux groupes ethniques, la seule marque d'intérêt que ces institutions accordent au nord du pays est,



en dehors d'une plaque bilingue à l'entrée de leurs bureaux, l'édition d'une traduction en néerlandais d'un bulletin d'information à l'intention de leurs membres flamands pour autant que ceux-ci en aient exprimé le désir.

x x x

Le second plan, le plan sociologique, est la situation linguistique en Flandre.

Depuis que la Belgique existe, la bourgeoisie flamande a été la base de l'unité nationale. Cette bourgeoisie et ses adeptes, représentant au total moins de 5 pour cent de la population, étaient d'expression française, ce qui les séparait totalement du peuple. Il faut reconnaître que cette base de l'unité nationale était extrêmement solide. La bourgeoisie, au 19<sup>e</sup> siècle, détenait tous les pouvoirs, toutes les richesses, toutes les connaissances. Les 95 pour cent de la population n'appartenant pas à ce groupe, en fait ne comptaient pas; aussi pouvait-on, à juste titre, dire que la Belgique était parfaitement unitaire par la langue et la mentalité.

A certains égards, c'était une époque facile. Certains, soit dit entre parenthèses, regretteront peut-être que les gouvernements de ce temps-là n'aient pas profité de l'occasion pour extirper par la force la langue du peuple, le néerlandais, comme cela s'est pratiqué en d'autres pays. Un peu de terreur savamment administrée aurait sans doute empêché la naissance du funeste problème linguistique belge. Toutefois, il n'y eut pas de terreur ou, s'il y en eut, elle manqua d'efficacité et nous voilà confrontés avec le fait inéluctable: il y a cinq millions et demi de Belges d'expression néerlandaise. Ils forment la majorité numérique du pays et il convient d'en accepter les conséquences logiques avec loyauté et réalisme.

Que s'est-il passé en réalité? Pourquoi s'inquiète-t-on de l'unité du pays et de la structure de l'Etat? Les Flamands seraient-ils, brusquement, devenus les ennemis des Wallons? Non, aucunement, à mon avis. Et beaucoup d'esprits pondérés considèrent les disputes entre Flamands et Wallons comme excessives.

Il s'est fait que la bourgeoisie flamande d'expression française a, peu à peu, mais de manière irréversible, perdu ses adeptes et son influence. Elle est actuellement privée de tout pouvoir politique, administratif et social. Elle ne joue plus aucun rôle dans le domaine scientifique





et technique. Elle est inexistante dans la presse, la radio et la télévision. Ses artistes se font rares. En dehors de son empire sur la vie mondaine, à laquelle nous ne devons attacher aucun intérêt, il est un domaine où elle demeure influente, le domaine qui précisément nous intéresse le plus: la vie économique.

Pour le reste, la bourgeoisie flamande francophone est à ce point vidée de sa substance, faible et sans aucun contenu, qu'il serait particulièrement dangereux: - j'insiste spécialement sur ce point: qu'il serait particulièrement dangereux: - de continuer à la reconnaître, comme par le passé, comme base de l'unité du pays.

x  
x   x

Entre parenthèses: cette homogénéité linguistique implique la protection du néerlandais dans les provinces flamandes et à Bruxelles. Disons clairement qu'au stade actuel de l'évolution flamande, la liberté totale en matière linguistique est inacceptable. On ne sait que trop bien que la liberté est toujours invoquée par les plus forts et que, dans de nombreux cas, elle entraîne l'oppression des faibles. Or le néerlandais, bien qu'il soit la langue de la majorité des Belges, est en Belgique plus faible, du point de vue sociologique et psychologique, que le français. Cette dernière langue a été favorisée pendant 130 ans dans notre pays. Elle jouit, au surplus, d'un rayonnement, d'une diffusion et d'une influence politiques bien supérieurs à ceux du néerlandais. Enfin, le snobisme lui accorde, dans nos régions-frontières, une valeur excessive.

Il paraît incompréhensible que dans ce cas la protection d'une majorité moins puissante soit contestée par tant de compatriotes, alors qu'on protège volontiers les économiquement faibles qui forment eux aussi, la grande majorité de la population, par des lois sociales très strictes.

Nous, Flamands, avons le devoir patriotique de réaliser par tous les moyens l'homogénéité linguistique et l'intégration sociale, c'est-à-dire la suppression de la barrière linguistique sociale en Flandre pour que la Belgique puisse s'appuyer sur une Flandre parfaitement homogène, loyale et coopérante.





Les Flamands francophones, et en particulier les chefs d'entreprises, ont le devoir patriotique de changer leur comportement, de ne plus exercer cet abus caractérisé de leur puissance économique et de ne plus encourager la discorde par le maintien de cette incroyable barrière linguistique entre les riches et les pauvres.

x  
x   x

Quelle est maintenant la tâche du V.E.V. dans l'ensemble des organisations existantes de la vie économique d'une part, et dans le climat sociologique et linguistique actuel en Flandre d'autre part?

Il est évident que la défense des intérêts professionnels individuels de nos membres constitue un élément important de notre activité. Le rôle du V.E.V. consiste en outre à favoriser l'expansion technique et l'organisation des entreprises par des conseils, par l'information et par des initiatives spécifiques, afin d'influencer favorablement le climat industriel en Flandre. Nous n'avons toutefois pas l'intention de nous étendre à cette occasion sur cet aspect de notre activité.

Ce que nous voulons atteindre par cet exposé, c'est la définition de la place des tâches et des objectifs du V.E.V., en tant que représentant et porte-parole de l'ensemble de l'économie flamande et en tant qu'organisme se consacrant à la promotion du bien-être général en Flandre.

La place du V.E.V. est sans conteste celle d'une organisation interprofessionnelle d'employeurs et de chefs d'entreprises. C'est à ce titre que nous avons à nous occuper des problèmes socio-économiques dans le sens le plus large et que nous devons oeuvrer à la prospérité générale en Flandre. Cette définition a un caractère strictement positif et n'implique aucune opposition systématique à d'autres couches de la population.

C'est pourquoi il me paraît nécessaire d'affirmer notre solidarité avec la communauté flamande tout entière. En outre, notre action n'aura de sens que pour autant qu'elle conduise à une prospérité optimale pour toutes les couches de la population. L'élévation du niveau social est incompatible avec un pouvoir d'achat réduit. S'il existe des raisons pour lesquelles les revenus en Flandre doivent être de façon permanente inférieurs à ceux de Bruxelles ou en Wallonie, il nous appartient d'en éliminer les causes.



Le V.E.V. ne se considère d'ailleurs ni comme un concurrent, ni comme la section flamande d'une quelconque organisation nationale professionnelle ou interprofessionnelle. Sa composition est d'ailleurs particulière et, à mon avis, unique dans notre pays. Nous comptons parmi nos membres, non seulement des industriels de tous les secteurs, mais aussi des institutions financières, des commerçants et des associations professionnelles. Sa position est celle d'un groupement interprofessionnel d'employeurs, créant un climat extrêmement propice pour la défense des intérêts professionnels de ses membres. Ni la concurrence mutuelle, ni la toute-puissance de l'administration permanente, précisément née à sa faveur, ne peuvent jouer le rôle néfaste, comme il est inéluctablement le cas dans les organisations professionnelles spécifiques.

Un rôle très important, dévolu au V.E.V., est, par conséquent, celui d'une fonction de "staff" auprès de toutes les organisations professionnelles existantes qui, elles, exercent une fonction de "line". Notre rôle peut être défini comme celui d'un organisme coiffant des organisations professionnelles. Des organisations de cette sorte existent notamment dans le monde politique. Pensons à la "double appartenance", sous la 4<sup>e</sup> République selon laquelle un parlementaire appartenait, d'une part, à un parti politique, et était d'autre part membre de plein droit du "Rassemblement du Peuple Français". Chacun comprendra que cette fonction de "staff", cette organisation supra-professionnelle, est indispensable dans notre pays pour la défense des intérêts socio-économiques flamands auprès des organisations centrales.

Notre influence peut s'exercer dans ces organisations centrales, soit par représentation directe au sein de leurs directions, soit indirectement par des interventions que le V.E.V. effectue en tant qu'organisation qualifiée pour la définition de l'intérêt flamand.

x x x

Dans les circonstances actuelles, le V.E.V. cherche à atteindre un double but.

Il a d'abord pour tâche de défendre les intérêts économiques flamands au sein de l'économie belge, c'est-à-dire de veiller à ce que la Flandre reçoive la part des moyens et des avantages matériels à laquelle





elle a droit. C'est là un devoir important et considérable, qui requiert une vigilance et des interventions constantes.

Le V.E.V. doit veiller à ce que tous les services et organisations se préoccupent, à tout instant, de tout ce dont la Flandre a besoin en hommes, structures, investissements pour parfaire son expansion industrielle et commerciale.

La deuxième grande tâche du V.E.V. est de créer, en Flandre, des milieux dirigeants parlant le néerlandais, en remplacement d'une bourgeoisie francophone qui se distance du peuple.

Un des grands facteurs de civilisation et de culture généralisées est l'existence d'une couche supérieure, en contact avec le peuple, qui (comme la sociologie nous l'enseigne) sert d'exemple et est susceptible d'être imitée.

Depuis 130 ans, en raison de l'absence de pareil exemple, et par le fait que les couches supérieures de la société étaient étrangères au peuple, le niveau de civilisation des Belges d'expression néerlandaise a gravement souffert.

Or le meilleur moyen d'étendre l'élite d'expression néerlandaise réside dans la néerlandisation des directions de nos entreprises. C'est là une question vitale pour l'intégration sociale et le relèvement général du peuple en Flandre.

Dans ce domaine le V.E.V. a créé, il y a bien des années déjà, un "Centre d'études pour la néerlandisation des entreprises", qui a essayé de persuader nos collègues francophones en leur présentant des arguments empruntés aux principes des "human relations" et de l'accroissement de la productivité.

En collaboration avec les syndicats, on a obtenu que certaines prescriptions quant à l'emploi du néerlandais soient incluses dans la déclaration nationale comme relative à l'accroissement de la productivité et dans l'accord national sur le fonctionnement des conseils d'entreprises.

Ces initiatives, et quelques autres, ont amené une certaine amélioration, qui paraît toutefois minime quand on la compare à ce qui reste à faire.



Nos collègues flamands francophones, dans l'industrie, le commerce et la finance (et qui, bien entendu, connaissent tout parfaitement le néerlandais) ne se rendent pas compte du tort qu'ils font à la communauté au sein de laquelle ils vivent. Ils devraient, cependant, être sensibles à cette situation sociale intenable, à ce phénomène sociologique absolument extraordinaire qui, à ma connaissance, est unique dans les pays industrialisés.

Il est d'ailleurs étonnant de constater que des hommes d'affaires très intelligents sont convaincus de la validité des conceptions modernes en matière d'organisation d'entreprises, de relations industrielles et de climat social, en tant que facteurs de productivité et de satisfaction humaine. Ils proclament ces idées avec éloquence, notamment dans le cadre de la Fondation Industrie-Université, mais consciemment ou inconsciemment, ils sont incapables d'appliquer ces idées dans leurs entreprises et en pratiquant la discrimination linguistique, ils accentuent l'éloignement entre la direction et le personnel.

Nos collègues ne devraient pas perdre de vue que le danger est grand de voir une partie de l'opinion publique flamande recourir à la nationalisation comme le seul moyen permettant la néerlandisation des directions d'entreprises en Flandre. En tant que partisans de la libre entreprise, ceci ne peut nous laisser indifférents.

Dans certains milieux flamands, on hésite quant aux moyens à utiliser pour réaliser cette néerlandisation. Faut-il user de persuasion ou recourir à une intervention des pouvoirs publics? Cette hésitation me paraît superflue: les deux méthodes sont efficaces et peuvent, dès lors, être employées simultanément.

A cet égard il faut également évoquer une situation qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences plus tard: la minorisation du néerlandais dans la quasi-totalité des Conseils Nationaux, Collèges, Comités ou réunions à Bruxelles. Dans les assemblées publiques (où le public et, surtout, la presse sont présents) on observe certes un certain bilinguisme. Mais dès qu'on ferme les portes sur le public et les journalistes, tout se passe uniquement en français. Les membres ou fonctionnaires flamands s'y plient, d'une part dans un esprit de courtoisie envers ceux de leurs collègues wallons qui ne comprendraient pas le néerlandais et d'autre part parce qu'ils





ne veulent pas paraître ignorer le français.

Ne sous-estimons pas la portée de cet état de choses. D'abord, il est humiliant et préjudiciable pour les Flamands, qui tout naturellement s'exprimeront moins bien en français que les Wallons.

Ils constitue, au surplus, une duperie à l'égard des jeunes générations en Flandre, pour lesquelles nous avons exigé un enseignement intégralement néerlandais, mais qui ne pourront remplir, au sein des conseils centraux nationaux, les tâches que nous leur confierons. Il est tout de même inacceptable qu'à l'avenir siègent, dans ces conseils, non pas les Flamands les plus qualifiés, mais bien ceux qui parlent le mieux le français.

Ce problème est facile à résoudre: que nos collègues wallons se donnent la peine d'apprendre ce qu'il faut de néerlandais pour comprendre un orateur (et je dois convenir qu'ils sont nombreux à comprendre le néerlandais) ou qu'on instaure la traduction simultanée, comme cela se pratique sans heurts dans des réunions auxquelles assistent des étrangers.

Pour en terminer, permettez-moi de vous dire combien nous serions heureux si ces situations linguistiques incroyables et irritantes pouvaient être liquidées une fois pour toutes. Il nous reste en effet bien d'autres choses à faire et de plus importantes.

Néanmoins, la réalisation des objectifs esquissés et similaires constitue la condition sine qua non d'une saine expansion de la vie du peuple et de la structure de l'Etat. Ce n'est que sur la base préalable d'une intégrité culturelle, spécifique et respectée, que les Flamands deviendront vraiment des Européens et des citoyens du monde. Voilà précisément le but que nous nous sommes assignés.

Dans un monde en marche vers l'unité, au coeur d'une Europe qui tend vers l'intégration économique et politique, le peuple flamand doit se comporter comme un partenaire à part entière, comme un collaborateur valable, dans la création des futurs grands espaces économiques, voire politiques.

Nos amis comme nos adversaires s'accordent pour reprocher aux Flamands de ne plaider que trop souvent leur cause avec emphase et romantisme. Ce reproche est fondé. Le temps du romantisme est révolu. Aussi le V.E.V. cherchera-t-il à réaliser ses objectifs avec un froid réalisme et une tranquille persévérance.





ANNEXE V-B-4

THE U.S. AND BELGIUM: EVIDENCE

OF LONG-STANDING COOPERATION (1)

I could have called this speech "Belgians in the United States". I could have praised the Belgian Chamber of Commerce which was kind enough to offer me the opportunity, on the occasion of a business trip to the United States, to address Belgians who live and work here and Americans who are interested in our little country. I could have mentioned the role played by Belgians such as Pierre Minuit and his companions in the founding of New York. I could have extolled the work of Belgian missionaries in the U.S. in the early 19th century and the activities of pioneer farmers and workers of Belgian descent. And I would certainly have spoken of Moline and Detroit, where they still edit the only Dutch-language newspaper of the United States.

But I think that it is much more interesting to talk about Americans in my own country.

Curiously enough, the smaller the world becomes the less we seem to know of our geography.

I am amused when I receive letters from overseas, addressed to Antwerp, "Holland" or Antwerp, "Germany", instead of "Belgium". This would seem to indicate that foreign letter writers as well as European post offices are beginning to view Europe as a unit.

Belgium is situated between the Germanic and Latin civilization zones. Dutch as well as French are therefore spoken there, French being spoken in the south and Dutch in the north. But for the Dutch-speaking population it was not always an easy matter. I mention this because of its importance for foreigners who want to do business in Belgium. In the absence of a long and sustained struggle, Dutch language and culture would possibly have collapsed in Belgium under the pressure of the French language and culture.

---

(1) Speech at Belgian Chamber of Commerce Luncheon by Mr. Henri Cappuyns, President of the Vlaams Economisch Verbond, Belgian Trade Review, Vol. XIX, No. 11, 1964, pp. 12-14.



Now this possibility no longer exists, and in Benelux, (Belgium, The Netherlands, and Luxemburg), which has a Dutch-speaking population of about 17 million, great prosperity prevails, which is partly due to American generosity. We are not likely to forget the food supplies during World War I, and Marshall aid after World War II.

Right now, our people are very much aware of the United States, not only because of American accomplishment in the field of space navigation, but also because of the growth of mutual tourism, student exchanges, and above all, the presence of American companies in Belgium.

Almost 150,000 Americans visited Belgium in 1963. We may suppose that most of them visited the Flemish seaside resorts, such as De Panne, Ostend and Knokke, as well as Bruges, Antwerp, and Brussels, a city that reflects the Flemish creative genius of past centuries in its historical curiosities. This number of American tourists is rather low as compared with the number of Americans visiting The Netherlands (227,000), Switzerland (371,000), and Austria (208,000). Various factors may account for this, not the least of which is the rather vague touristic image which Belgium projects abroad. This vagueness results from a lack of emphasis on our natural beauties and our cultural patrimony.

The existence in our country of one ugly town surely does not account for the fact that fewer American tourists come to Belgium than to neighboring countries. It is said about this town, which shall remain nameless, that it played a dubious role in a lottery. The first prize was one week's free vacation there; the second prize was two weeks vacation there!

Belgian students dream of the opportunity to complete their education in the U.S. with a stay of one or more years in an American university. Every year about 200 of them go to the United States. The fields of study in which they are most interested are engineering, medicine, physics, and economics.

An average of 350 Americans yearly study in our country. They attend in particular the universities of Brussels and Leuven, where they study mainly medicine (189 in 1963) and theology (108 in 1963).

We welcome these exchanges and hope that they will continue to grow. Good relationships between America and Belgium can best be promoted through intense contacts among our students.





The presence of American companies in Belgium has been a fact for many years. At the end of the 19th century, a division of International Telegraph and Telephone was already established in Antwerp. Names such as Ford and General Motors also sound very familiar to us, not only because their products contribute largely to create almost insoluble traffic problems, but also because they have been investing and producing in Belgium for many years.

However, the bulk of American investments in Europe began about 1957 and 1958, when the European Economic Community was created. Seven hundred of the 1,000 most important U.S. companies now have production facilities in Europe, as compared with 460 three years ago. From January 1958 through August 1963, American investors effected 2,181 operations in Europe, 404 of which in France, 311 in Germany, 309 in Italy, 309 in Belgium, and 267 in Great Britain.

Initially, American interest in Belgium was milder than in the other Common Market countries. The reasons may have been the small domestic market (only 9 million inhabitants) and the limited economic expansion at that time. Nevertheless, circumstances have changed since 1960. Our growth has accelerated intensively, and our production costs have remained more stable than in other EEC countries.

The handicap of a limited domestic market was reduced by the progress of European economic integration. In Belgium, American investors gave preference to Flanders and Brussels. No less than \$266 million, i.e. 80 per cent of the \$350 million of new investments during the 1958-63 period, involved these two regions. In 1963, as much as 90 per cent of American investments in Belgium went to Flanders. Investors, thus clearly indicated their preference for the areas around the larger cities, such as Brussels, Antwerp, and Ghent.

The Belgian government, however, effected special programs and offered financial concessions to attract foreign investors to other development zones. But these zones did not prove to be attractive to the majority of American investors. In the years 1960-62, only 20 out of 90 new American companies settled in these zones.



American investors were perhaps not sufficiently aware of the possibilities of regions somewhat more remote from the large cities, although it should be noted that the special development programs were completed only recently. The facilities offered by a development zone such as the Southern Kempen are described in the October issue of the Belgian Trade Review.

American investments in Belgium are particularly important in the chemical and related sectors, as well as in the metal-working industry. Out of a yearly total investment of \$30 million in the chemical sector in Flanders and Brussels during the 1958-61 period, the American share amounted to no less than \$10 million, i.e. 30 per cent. In the metal industry this percentage is estimated at 20 per cent.

Some Europeans worry about expensive American industrial investments. They fear that a large part of the national economic potential may pass under foreign control, with the attendant loss of prestige for national industries.

We believe that this danger is non-existent. At the present time, the American share in the yearly gross capital formation of Belgian companies amounts to only 2 per cent.

American investments were unquestionably of great help in absorbing the unemployment which until a few years ago was such a big economic problem for us. Furthermore, they contributed to the development of areas such as Bruges, Mechelen, Bornem and Limburg. American investments in many cases have enriched our range of products and enabled us to increase and diversify our export activities.

We therefore welcome all these active Americans and trust that their business in our country may prosper along with the rest of our economy.

This does not mean that Belgians have no other wishes with respect to foreign investments in general, and to American ones in particular.

Indeed we should also consider unfavourable aspects, if any. We should not imitate the chain smoker who became uneasy and nervous from reading newspaper articles on cancer. When asked what steps he was going to take, he answered: "I shall stop reading the papers!"

It is essential that foreign companies integrate in the community in a harmonious way. Companies must hire not only workers, but also managing and scientific personnel in the regions where they are operating.





This is particularly important because of a somewhat intricate situation peculiar to Belgium. Indeed, many foreigners do not know that the majority of Belgians speak Dutch. In most cases, American companies have readily understood this, and have obtained the co-operation of the population living near their plants.

Recent inquiries reveal that American companies generally leave the management of their establishments in Belgian hands. American personnel normally consists only of a managing director and a technical manager. Most Americans do not wish to stay abroad longer than 3 to 5 years, and there are other business considerations besides.

Owing to the shortage of scientific personnel in the U.S. and the differences between U.S. and European research methods, several American scientific and technical research centers have been created in Belgium.

Brussels was chosen as the principal location for these centers. But the rest of the country offers many opportunities for recruiting scientific personnel. It may be observed that the younger generation of Flemish scientists feels inclined to use English as an international scientific language.

The desire of foreign firms to reinvest a part of the profits locally is understandable, since the local economic potential is thereby enhanced. This is also a factor in the growing integration of American firms in our country. The existence and prosperity of American companies are thus of permanent importance for our communities, as well as for investors themselves.

At the present time, most recently established American firms practice self-financing and at the same time have recourse to the local capital market. Consequently, one can hardly speak of a substantial export.

The Flemish Economic Associations has a very positive appreciation of the broad activity of American companies. We trust that this judgment will be confirmed in the future and that the opinion of American enterprises in Belgium may remain favorable for our country.

The economic situation of Belgium is no longer what it was in 1957, when the Common Market started. Contrarily to other countries, we then had to face the problem of relatively serious unemployment. Our reserves of workers then attracted foreign investors, but at the present time Belgium is experiencing almost full employment. Question: Is it still worth while to





establish new companies there?

We many answer this by observing that in several other European countries there is overemployment, and that from 20,000 to 30,000 Belgians must still accept to work abroad. Moreover, there are some regions in the Flenish part of the country where a surplus of workers is available or will be available in the coming years.

The time has passed when municipalities or provinces competed feverishly for foreign investors. Only a few regions, such as Limburg, the Southern Kempen, and the Westhoek still have reasons to do so.

Be that as it may, Belgians and Flemings are both hospitable people, who associate easily with foreigners, speak several languages, are curious about new things, adapt readily, and show understanding for other ways of life. For these reasons, I feel that our country will always suit those who wish to settle in the Common Market.

Recently, one of my business associates stayed in Moscow and Leningrad. As any curious visitor would do, he courteously asked an Intourist representative for some tourism propaganda material on the U.S.S.R. "Propaganda?" exclaimed the guide with indignation, "the U.S.S.R. does not make propaganda, it only tells the truth."

Be assured, Mr. President, Ladies and Gentlemen, that in Belgium we do just the same thing.



## ANNEXE V-C-1

### LE CONSEIL ECONOMIQUE FLAMAND

#### I. MORPHOLOGIE DU CONSEIL ECONOMIQUE FLAMAND

1. Historique
2. But
3. Organisation

#### II. ACTIVITES DU V.E.R.

1. Assemblées Générales et Comité de Direction
2. Commissions et groupes de travail
3. Relations publiques
4. Groupe de pression
  - a. Interventions auprès des autorités gouvernementales
  - b. Interventions dans les problèmes flamands d'intérêt général
5. Publications

#### III. CONCLUSION





## ANNEXE V-C-1

### LE CONSEIL ECONOMIQUE FLAMAND

(E.R.V. ou V.E.R.) (1)

#### I. MORPHOLOGIE DU CONSEIL ECONOMIQUE FLAMAND (2)

##### 1. Historique

Le Conseil Economique Flamand a été créé, fin 1952, sous la forme d'une association de fait. Par après, la situation fut régularisée et les statuts d'une "Association sans but lucratif" furent publiés aux annexes du Moniteur Belge du 2 août 1958.

Cette régularisation tardive explique notamment l'absence de toute référence au Conseil Economique Flamand dans les publications du "Centre Harmel" qui avait terminé ses travaux à l'époque où le Conseil Economique Flamand fut officiellement créé.

Parmi les quarante-deux membres fondateurs du E.R.V., on retrouve notamment les gouverneurs des provinces flamandes, des leaders politiques, des leaders syndicaux, des dirigeants du Vlaams Economisch Verbond (Ligue Economique Flamande), des mutualistes, des délégués du Boerenbond, des représentants des classes moyennes, etc.

Dans l'opinion publique, il y a souvent une confusion entre l'Economische Raad voor Vlaanderen et le Vlaams Economisch Verbond, deux associations qui sont bien différentes quant à leur composition, leurs activités, leur but. La Ligue Economique Flamande est en effet une association essentiellement patronale, créée entre les deux guerres afin de défendre et de promouvoir les entreprises économiques flamandes, tandis que le Conseil Economique Flamand est constitué selon un schéma plus large: quant à la composition, les organisations ouvrières et les organisations patronales sont représentées à titre paritaire.

Le Conseil Economique Flamand est en Flandre ce qu'est le Conseil Economique Wallon en Wallonie.

- 
- (1) E.R.V.: Economische Raad voor Vlaanderen. Cependant, on utilise aussi souvent l'abréviation V.E.R. pour la dénomination moins exacte de Vlaams Economische Raad.
  - (2) Ce texte est largement la traduction d'une note qui nous est parvenue du Conseil Economique Flamand même.



## 2. But

Le but de cette association est arrêté comme suit, d'après l'article 3 des Statuts: étudier les problèmes liés au développement économique du pays flamand et après avoir déterminé un point de vue, le défendre auprès des autorités compétentes et de l'opinion publique.

## 3. Organisation

L'article 2 des Statuts spécifie que le siège de l'association est fixé à Bruxelles ou dans l'agglomération bruxelloise (alors que le siège du Vlaams Economisch Verbond est situé à Anvers).

L'association est dirigée par un Conseil d'administration qui, outre les fondateurs, rassemble un certain nombre de personnalités flamandes. C'est le Comité de direction qui s'occupe de la gestion courante de l'association. La présidence est attribuée par roulement, tous les deux ans, entre les gouverneurs de quatre provinces spécifiquement flamandes. La présidence est assurée actuellement, par exemple, par le gouverneur de la province de la Flandre occidentale; le vice-président est le gouverneur de la province du Limbourg. Bien que membre du Comité de direction, le gouverneur de la province de Brabant ne participe pas à cette désignation à la présidence. Les députations permanentes des provinces flamandes, de même que les communes, notamment les chefs-lieux des provinces, sont également représentées au Conseil d'Administration.

La représentation des organisations sociales et économiques se fait de manière paritaire. L'article 6 des Statuts indique que les organisations ouvrières disposeront de dix-huit mandats du Conseil et les organisations patronales de dix-neuf mandats. Pour le moment, par ailleurs, chaque groupe a vingt-sept voix se répartissant de la manière suivante:

— pour les organisations ouvrières:

— F.G.T.B. (La Fédération Générale du Travail de Belgique)	12 mandats
— C.S.C. (La Confédération des Syndicats Chrétiens)	12 "
— C.G.S.L.B. (La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique)	3 "



— pour les organisations patronales:

— V.E.V.	(Vlaams Economisch Verbond = Ligue Economique Flamande)	15 mandats
— Boerenbond	(Ligue des fermiers)	4 "
— N.C.M.V.	(Confédération Nationale des classes moyennes)	4 "
— Liberaal Vlaams Verbond	(Ligue libérale flamande)	4 "

Les différents groupes (les cinq provinces et les sept organisations sociales et économiques énoncées ci-dessus) sont représentés au Comité de direction qui est appelé à prendre ses décisions à l'unanimité, exception faite des questions purement administratives pour lesquelles une majorité qualifiée des deux tiers suffit. Cette règle n'a pas jusqu'à présent condamné l'organisation à l'immobilisme, ainsi qu'on aurait pu le craindre.

Le Secrétariat Général est appelé à l'exécution des décisions du Comité de direction.

Au point de vue de la décentralisation de ses activités, le V.E.R. a vu sa tâche facilitée du fait de l'existence de Conseils économiques provinciaux dans les quatre provinces flamandes. Le collège des Directeurs et Secrétaires de ces Conseils économiques se réunit, en principe, tous les mois. C'est en réalité au sein du Conseil Economique Flamand que s'effectue la coordination des quatre conseils économiques provinciaux: du Limbourg, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale et d'Anvers.

Quant au budget de cette association, le Conseil Economique Flamand est subsidié principalement par les provinces flamandes et par les sept organisations sociales et économiques énumérées plus haut. En outre le V.E.R. reçoit également des subsides assez considérables du Ministère des Affaires Economiques pour l'exécution de recherches et d'études et finalement aussi par quelques grandes entreprises du pays flamand.

## II. ACTIVITES DU V.E.R.

Malgré la création relativement récente du V.E.R., les activités du Conseil Economique Flamand sont toutefois devenues déjà très considérables. Il nous est d'ailleurs impossible de donner un aperçu complet de toutes les activités du V.E.R. depuis son point de départ





en 1958. A titre d'illustration, nous énumérons cependant quelques aspects représentatifs, des années 1960 et 1961.<sup>(1)</sup>

# 1. Assemblées Générales et Comité de Direction

En 1960, les assemblées générales et les réunions du Comité de Direction du V.E.R. ont traité des questions suivantes:

- l'aménagement du territoire en Flandre;
- l'influence des concentrations dans la vie industrielle sur le déplacement d'entreprises vers d'autres régions du pays;
- la localisation de la production de l'acier en Flandre;
- l'éducation de la jeunesse et les possibilités économiques de certaines professions;
- l'incidence des tarifs d'abonnements aux chemins de fer sur la localisation de l'industrie;
- la situation de l'industrie charbonnière dans la province du Limbourg et la création de nouvelles industries dérivées.

En 1960, le Comité de Direction, qui s'est réuni huit fois, a envisagé entre autres les sujets suivants:

- l'évolution des conseils économiques dans les provinces flamandes;
- la présence flamande dans les organes dirigeants des secteurs public et privé;
- les relations avec les organisations non économiques flamandes;
- la question des intercommunales d'équipement et d'aménagement régional;
- l'équilibre dans la politique régionale économique du Gouvernement;
- l'incidence du progrès économique sur le prix de vente des terrains.

---

(1) Pour ces années, nous nous basons presque exclusivement sur le bilan d'activité du V.E.R. fait par M.-P. Herremans dans le Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 145, pp. 6-14. Ce bilan fut élaboré selon les rapports d'activité du Conseil Economique Flamand. Ces années sont représentatives, étant donné que c'est généralement au début qu'un organisme montre le mieux l'esprit et l'orientation qu'il veut suivre.



## 2. Commissions et groupes de travail

- La commission sur l'agriculture a rédigé et remis au Ministère de l'Agriculture un mémoire, intitulé "Pour l'amélioration de la structure économique de l'agriculture."
- La commission sur la législation linguistique dans les affaires a pris, sous la présidence de M.A. Maertens,<sup>(1)</sup> différentes initiatives sur le plan de Bruxelles dans le domaine de la néerlandisation du monde des affaires. On a étudié en particulier le point de vue flamand dans le monde publicitaire et publié une brochure destinée à attirer l'attention des intéressés sur l'intérêt du marché flamand.
- La commission sur le logement s'est occupée des nombreux aspects du problème du logement dans les provinces flamandes.
- Le groupe de travail sur les investissements européens a publié une brochure fort documentée en langue allemande. Au sein de ce groupe de travail, siégeaient notamment les directeurs des conseils économiques provinciaux et le groupe fonctionnait sous la présidence de M. Lode Claes,<sup>(2)</sup> qui était à ce moment le Secrétaire Général du Conseil Economique Flamand. Le groupe de travail a collaboré aussi à un voyage d'étude<sup>(3)</sup> pour les presses britannique, française et suédoise, à un colloque avec les dirigeants d'entreprise néerlandais à La Haye, à l'organisation d'une série de voyages de prospection à l'étranger et à la réception et à l'information d'industriels qui désiraient se documenter sur les possibilités du marché flamand.
- Le groupe de travail pour la déconcentration de Bruxelles, qui regroupe des économistes, des sociologues et des urbanistes, a réuni une documentation sur le problème d'une déconcentration économique de Bruxelles et a préparé une prise de position commune avec le Conseil Economique Wallon.

- 
- (1) M.A. Maertens est le directeur du "Laatste Nieuws", le plus important journal flamand de tendance libérale.
  - (2) Il est intéressant de mentionner ici que M. Lode Claes, comme homme d'affaires à Bruxelles, est un des meilleurs publicistes contemporains du pays flamand et une des figures les plus appréciées qui s'intéressent aux problèmes ethno-linguistiques en rapport avec les multiples aspects socio-économiques qui accompagnent ces problèmes en Belgique.
  - (3) Le lecteur peut trouver dans une autre annexe sur le Conseil Economique Flamand, la circulaire publiée à l'occasion de la visite en Flandre de journalistes français.





Mentionnons encore l'activité d'un groupe international, qui s'appelle "Bres-Groep," et qui réunit les directeurs des Instituts de Technologie et d'Economie des provinces hollandaises de Zélande, du Brabant du Nord et du Limbourg, les directeurs des quatre conseils économiques provinciaux flamands et le secrétaire général du Conseil Economique Flamand. Dans le courant de l'année 1961, ce groupe s'est réuni à six reprises, afin d'étudier les questions frontalières et le plan de développement des sept provinces néerlandophones que nous venons de mentionner.

### 3. Relations publiques

Selon le jugement de M. M.-P. Herremans, l'année 1961 a été particulièrement fertile pour le V.E.R., en ce qui concerne le développement des relations publiques en faveur de l'économie flamande. Il illustre cette prétention par les faits suivants: <sup>(1)</sup>

- la réception à Bruxelles, le 8 février 1961, des dirigeants des filiales d'entreprises étrangères fixées en Flandre. Cette réunion groupait quatre-vingt-dix participants et l'intention des dirigeants de l'E.R.V. était de renouveler une telle expérience, au moins une fois par an;
- un colloque, suivi d'une réception le 31 mai 1961, organisé en collaboration avec la Ligue Economique Flamande, à l'intention de chefs d'entreprises francophones en Flandre, sous le thème de la nécessité de la néerlandisation des affaires sous l'aspect de la productivité; <sup>(2)</sup>
- l'organisation d'un voyage d'étude en Flandre de journalistes britanniques et suédois, du 8 au 10 juin 1961. A la suite de cette visite, plusieurs articles intéressants, consacrés à l'épanouissement de l'économie flamande, furent publiés. Les journaux britanniques suivants étaient représentés: London Times, Times Review and Industry, Manchester Guardian, Economist. D'autre part, la presse suédoise était représentée par Svenske Dagbladet et Stockholms Tidningen;

---

(1) M.-P. Herremans, Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 145, ibidem.

(2) Cette collaboration avec la Ligue Economique Flamande était d'une grande utilité étant donné que la néerlandisation de la vie économique en Flandre constitue toujours un point majeur dans le programme de la Ligue.



- en collaboration avec la Chambre de Commerce Belgo-Luxembourgeoise pour les Pays-Bas, le Conseil Economique Flamand a organisé, fin juin 1961, un colloque à La Haye sur le thème: "Possibilités d'investissements en Flandre pour les Pays-Bas." Du côté néerlandais, on comptait une centaine d'invités appartenant au monde des affaires, à la banque, à l'administration, aux organisations économiques et à la presse. Du côté flamand, vingt-cinq personnalités parmi lesquelles M. le Gouverneur Marien, Président du Conseil Economique Flamand <sup>(1)</sup>, Maurice Naessens, Directeur Général de la Banque de Paris et des Pays-Bas, R. Van de Putte, Président de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, M. Michiels, du Cabinet de M. Spinoy, Ministre des Affaires Economiques;
- du 3 au 7 octobre 1961, le E.R.V. mit sur pied un voyage d'étude, de cinq jours, pour la presse française. <sup>(2)</sup> Dix-sept journalistes, dont M. Murcier du Monde, participèrent à ce voyage d'étude qui provoqua beaucoup d'échos dans les presses française et belge;
- une réception, organisée conjointement par les dirigeants de l'E.R.V. et du Conseil Economique Wallon, fut offerte aux participants de la Conférence Européenne pour la Politique Régionale organisée par la Communauté Européenne. Cette réunion groupa quatre-vingt participants.
- l'E.R.V. participa activement à l'organisation de voyages d'étude, mis sur pied par le Service de presse du Ministère des Affaires Etrangères, en faveur de journalistes allemands;
- il convient de signaler également la rédaction d'articles pour la presse étrangère, sans oublier les nombreux contacts avec les hommes d'affaires et journalistes étrangers à Bruxelles;
- dans le même ordre d'idées, on pourrait ajouter les interventions de membres de l'E.R.V. à la Télévision et à la Radiodiffusion.

#### 4. Groupe de pression

Par ses activités diverses et importantes pour l'économie flamande, le Conseil Economique Flamand se manifeste très explicitement comme un groupe de pression. Cela se traduit par ses interventions multiples auprès des autorités gouvernementales dans le domaine strictement économique. D'autre part, l'E.R.V. s'occupe également directement des

---

(1) Situation en 1961.

(2) Voir la note établie par M. Lode Claes à ce sujet dans l'annexe suivante.





problèmes flamands d'intérêt général (donc pas nécessairement de caractère économique). Citons quelques exemples de ces interventions:

a. Intervention auprès des autorités gouvernementales

- le 25 avril 1961, l'E.R.V., en collaboration avec les Conseils économiques provinciaux, présentait un mémoire au Gouvernement. Ce document traitait entre autres des questions comme le développement régional, le freinage du développement et la concentration économique de la région bruxelloise;
- le 24 juillet 1961, la direction du Conseil Economique Flamand eût un entretien avec M. le Ministre Henri Fayat concernant l'équilibre dans les services diplomatiques;
- le 10 novembre 1961, une lettre fut adressée au Premier Ministre à la suite de son discours dans la ville d'Ypres. Cette lettre prenait position en faveur de l'installation du nouveau complexe sidérurgique SIDEMAR en Flandre et de la réalisation de l'autoroute E.3;
- au mois de novembre 1961, une délégation du Conseil Economique Flamand était reçue par le Premier Ministre et lui exprimait de nouveau de vive voix toutes les revendications reprises dans les lettres précédentes de l'E.R.V.;
- pour être complet, il est évident qu'il faudrait mentionner encore nombre d'autres démarches près du Gouvernement, par exemple, les démarches de l'E.R.V. pour le développement de certaines régions flamandes<sup>(1)</sup>, pour la suppression de la taxe de transmission sur les livres, pour la réalisation de l'équilibre linguistique dans l'administration, pour les travaux publics en Flandre, etc.

---

(1) Il est opportun de mentionner ici que, depuis 1959, de nouvelles lois pour l'expansion économique entraient en vigueur, notamment la Loi du 17 juillet 1959, loi instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, et la Loi du 18 juillet 1959, loi instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions. Depuis l'année 1959, le Conseil Economique Flamand a suivi de très près les mesures d'application de ces lois importantes, notamment par des multiples contacts avec le Ministère des Affaires Economiques et les fonctionnaires supérieurs de ce Département.





## b. Intervention dans les problèmes flamands d'intérêt général

Le problème de l'équilibre linguistique dans la carrière diplomatique des Flamands et des Wallons a fait l'objet de nombreuses démarches auprès des autorités responsables. En réalité, il en est de même en ce qui concerne, entre autres:

- le statut linguistique de la compagnie aérienne belge, SABENA;
- l'emploi des langues dans l'administration et dans les institutions parastatales;
- la néerlandisation de la vie économique en Flandre;
- l'équilibre dans le cadre supérieur des affaires économiques et dans les missions économiques à l'étranger.

Dans le domaine des problèmes linguistiques à proprement parler, ajoutons finalement encore le fait qu'un membre du Conseil Economique Flamand a participé aux travaux du Conseil Supérieur de Statistiques et à la Commission Basijn sur le recensement linguistique. Dans le même domaine, l'E.R.V. a envoyé au Gouvernement Lefèvre, dans le courant du mois d'avril 1961, une lettre dont nous avons jugé opportun de reprendre plus bas les passages traduits par le C.R.I.S.P. (1)

5. Publications

Parmi les publications de l'E.R.V., nous citons ici les éditions importantes qui furent publiées dès les premières activités du Conseil Economique Flamand:

- dans les rapports annuels (Verslagen) l'E.R.V. donne plutôt en peu de pages un aperçu intéressant de ses activités d'une année;
- une revue trimestrielle, "E.R.V. Mededelingen," publiée en général des données sur des problèmes économiques particuliers comme, par exemple, le problème de la dénatalité, la localisation de l'industrie métallurgique en Belgique;
- le Conseil Economique Flamand a jugé utile de publier également une brochure rédigée en langue française sous le titre "Courrier Economique Flamand." Par une publication régulière ce courrier peut toucher un vaste public qui s'intéresse aux problèmes économiques en Flandre. Cette brochure fait donc partie des activités de relations publiques de l'E.R.V. Le premier numéro de ce courrier de propagande commençait

---

(1) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 145, idem.



par les termes suivants:

Il est indéniable que les milieux francophones de Belgique et de l'étranger portent un intérêt croissant à l'évolution économique et sociale qui se manifeste dans les régions situées au Nord de la frontière linguistique. Cette publication est tirée à un nombre limité d'exemplaires. Elle est adressée à titre gracieux à un groupe sélectionné de destinataires. Nous avons espéré qu'elle trouvera un accueil bienveillant auprès des dirigeants politiques, professionnels et sociaux du pays, auprès des fonctionnaires, des administrations centrales, provinciales et communales et, d'une manière générale, auprès de tous ceux qui jugent à sa valeur réelle le mouvement irréversible qui anime actuellement la Flandre et la conduit à pas de géant vers la maturité économique. (1)

en plus des publications propres au Conseil Economique Flamand, les divers dirigeants et personnalités importantes de l'E.R.V. publient régulièrement des articles dans les organes de presse des différents Conseils économiques provinciaux. Citons seulement, à titre d'exemple, l'article de Lode Claes, "De Vlaamse Economische Groei in Brussels Perspectief" (La croissance économique flamande dans la perspective bruxelloise) dans la revue trimestrielle du Conseil Economique de la province de la Flandre occidentale, "West-Vlaanderen Werkt," en 1964. (2)

### III. CONCLUSION

Pour conclure cet aperçu restreint sur le Conseil Economique Flamand, dont nous avons considéré seulement quelques aspects des activités de ses premières années d'existence, nous pouvons certes dire qu'il s'agit ici d'un organisme qui est à la fois important, utile et puissant. Ces qualificatifs sont propres à l'E.R.V. pour plusieurs raisons. En effet, outre le dynamisme qui anime ses dirigeants fort qualifiés, le Conseil Economique Flamand se base sur un modèle d'organisation efficace. On pourrait dire que l'E.R.V. est un groupe mixte qui est composé de pouvoirs publics et d'organisations du secteur privé. Cela a sans doute des avantages particuliers. D'autre part, la collaboration intime des différents Conseils économiques provinciaux en Flandre à l'intérieur du Conseil Economique Flamand attribue à l'E.R.V. évidemment un statut et un pouvoir qui favorisent directement son prestige et son influence dans le pays flamand en entier et auprès des instances et autorités publics de l'Etat.

(1) Texte cité par M.-P. Herremans, C.R.I.S.P., C.H., no. 145, idem.

(2) No. 1 de l'année 1964, pp. 2-4.





ANNEXE V-C-2

CIRCULAIRE PUBLIEE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE

FLAMAND A L'OCCASION DE LA VISITE

EN FLANDRE DE JOURNALISTES FRANCAIS.

VOYAGE ECONOMIQUE DANS LA PARTIE FLAMANDE DU PAYS POUR

LES JOURNALISTES FRANCAIS.

Le Conseil Economique Flamand, association sans but lucratif, constitué en 1952 et groupant les administrations provinciales flamandes et les grands organismes économiques et sociaux d'employeurs, d'employés, de l'agriculture et des classes moyennes a pour but la promotion de l'expansion économique de la partie flamande du pays et, à cet effet, d'attirer l'attention des milieux économiques et de l'opinion publique à l'étranger sur l'accroissement et les possibilités de l'économie flamande. Dans le cadre de ces activités de "public relations", des voyages économiques ont déjà été organisés pour des journalistes anglais, allemands et suédois. Du 3 au 7 octobre prochain, un voyage identique aura lieu pour la Presse française, auquel participeront une quinzaine de rédacteurs économiques de grands quotidiens français (e.a. Le Monde, Figaro, Paris-Presse, France-Soir, Parisien Libéré), de journaux et hebdomadaires économiques (e.a. Echos, Information, Agefi, Vie Française, Entreprise, Usine Nouvelle), et de quelques grands journaux régionaux de provinces qui ont des relations économiques étroites avec le pays flamand (Voix du Nord et Nord Eclair, de la région Nord, et les Dernières Nouvelles d'Alsace pour la région Est). Ce voyage a été organisé de commun accord avec l'Ambassade de France à Bruxelles et l'Ambassade de Belgique à Paris, ainsi qu'avec l'appui des dirigeants d'entreprises belges les plus diverses et qui sont très intéressés au dit voyage.

Le programme qui conduira les participants à ces journées d'étude dans les principales zones économiques en expansion (Courtrai, Bruges, Gand, Malines, Anvers et le Limbourg) comprendra également une réception offerte par l'Ambassadeur de France à Bruxelles et une visite à cinq



entreprises industrielles les plus importantes dans leur branche d'activité.

Il paraissait indiqué de retenir également dans ce programme une entreprise non-industrielle, notamment la Banque de Paris et des Pays-Bas qui, comme grande institution bancaire française, occupe une place prépondérante dans le monde bancaire belge où elle joue un rôle important dans l'expansion industrielle du pays. Cette visite permettra d'ailleurs une diversion agréable, compte tenu du grand intérêt que porte la direction belge de cette banque aux initiatives artistiques et culturelles.

Le programme prévoit pour jeudi soir, 5 octobre, une réception et un dîner à l'Hôtel Osterrieth de la Banque de Paris et des Pays-Bas à Anvers auxquels sont invités les autorités de la Province et de la Ville, d'éminentes personnalités anversoises, des industriels des plus importants et quelques figures du monde culturel flamand parmi ceux qui sont plus particulièrement orientés vers la France, ainsi que les rédacteurs économiques des grands journaux flamands et francophones.



ANNEXE V-C-3

TRADUCTION D'UN PASSAGE D'UNE LETTRE ADRESSEE  
PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE FLAMAND, LE 23 AVRIL 1961,  
AU PREMIER MINISTRE. (1)

"En tant qu'organisme représentatif du bien-être de la population, l'E.R.V. s'abstient généralement de prendre position dans les questions purement culturelles ou linguistiques, mais il estime cependant utile d'intervenir en faveur des intérêts généraux flamands, qui, quoique non spécifiquement économiques, présentent un lien direct avec les intérêts économiques de la partie flamande du pays.

Le Comité de Direction de l'E.R.V. s'est prononcé pour le principe de la proportionnalité du nombre de fonctionnaires flamands par rapport à la population flamande, et il a considéré que cette proportionnalité devait être établie légalement et réalisée par paliers.

L'E.R.V. n'a pas à se prononcer sur les modalités légales de l'établissement de cette proportionnalité, à l'exception cependant du point important et essentiel que constitue l'établissement de cadres linguistiques: c'est-à-dire l'établissement par arrêté royal du nombre de postes à attribuer à chaque rôle linguistique dans chaque département ou administration.

Le Comité de Direction pense également que l'élargissement de la liste des établissements et services, qui doivent être soumis à l'application de la loi linguistique de 1932, est nécessaire. Cette loi devrait être appliquée dans les entreprises, services, institutions, dont la tâche implique une certaine dévolution de la puissance publique ou qui ne peuvent pas être considérés comme pures affaires privées à cause des missions, subsides ou privilèges qui lui sont accordés soit par la loi, soit par les autorités publiques, dans le souci du bien collectif.

Enfin, le Comité de Direction de l'E.R.V. estime que la loi linguistique de 1932 devrait être complétée en ce qui concerne l'emploi

---

(1) Texte emprunté du C.H. du C.R.I.S.P., N° 145, p. 25.





des langues dans les départements ministériels, dans leurs relations avec les sociétés, entreprises, banques, etc.... qui sont installées en Flandre à l'exception des filiales de firmes étrangères dont l'installation est récente. Ces relations devraient se dérouler en néerlandais, même si les intéressés s'adressaient à l'autorité publique en langue française.

.....".



ANNEXE V-D-1.

LE MOUVEMENT POPULAIRE FLAMAND

V.V.B.

Introduction

- I. Création du V.V.B.
- II. Organisation et fonctionnement
- III. Publications
- IV. Activités
  - 1. Néerlandisation de la Flandre.
  - 2. Pouvoir efficace
  - 3. Programme du V.V.B.
  - 4. Dans le domaine idéologique
  - 5. Congrès





## LE MOUVEMENT POPULAIRE FLAMAND (Vlaamse Volksbeweging, V.V.B.)

### Introduction

Le Mouvement populaire flamand est un groupe de pression qui s'efforce de promouvoir en Belgique la culture et l'économie flamandes, comprises dans un sens très large. C'est un mouvement nationaliste qui transcende les partis politiques et reçoit l'appui de Flamands de diverses orientations idéologiques. Il a sa contrepartie, plus analogue qu'identique, en Wallonie, où l'on trouve le Mouvement populaire wallon.

Malgré les activités multiples et l'importance considérable du V.V.B., les Belges d'expression française ne connaissent pas bien ce mouvement et ils n'apprécient pas le rôle qu'il a joué en stimulant l'épanouissement de la communauté flamande dans de nombreux domaines. Ils confondent souvent le V.V.B. avec le parti politique nationaliste de Flandre, la "Volksunie". Cette confusion vient de ce que le parti soutient souvent les mêmes thèses.<sup>(1)</sup> Le V.V.B., par ailleurs, reçoit un appui populaire plus massif que le parti, d'où l'importance de ne pas confondre les deux organismes bien qu'ils expriment à l'occasion des opinions semblables.

### I. Création du V.V.B.

Le Mouvement populaire flamand, dans sa manifestation actuelle, fut créé en 1954. En réalité, ses antécédents historiques remontent à beaucoup plus loin; il a eu une histoire avant de connaître en 1954 sa création. Dans un sens, le mouvement est une continuation du nationalisme flamand qui, au début du vingtième siècle, fut principalement représenté par la Ligue nationale flamande (Vlaams Nationaal Verbond, V.N.V.).

Soulignons cependant immédiatement que le V.V.B. ne partage pas et ne défend pas tout à fait les mêmes opinions et idées que le V.N.V.

---

(1) Dans le Courrier Hebdomadaire du GRISP, n° 130, M.-P. Herremans cite, dans cette optique, l'exemple suivant: "M. Van den Boeynants, président du Parti Social-Chrétien [et l'actuel Premier Ministre de la Belgique], déclarait en 1961: 'Nous sommes en face de deux extrémismes, le Mouvement Populaire Wallon, d'une part, et la Volksunie, d'autre part.'" Loc. cit., p. 2.



d'entre les deux guerres mondiales, qui a connu d'ailleurs des époques très florissantes et puissantes. La situation entre les communautés linguistiques belges étant changée, et ayant appris énormément de choses du fait des difficultés avec lesquelles La Ligue Nationaliste Flamande fut confrontée, (1) le Mouvement populaire flamand poursuit actuellement un plan plus élaboré. En décidant de rester en dehors de tout parti politique, il regroupe maintenant parmi ses membres, des gens appartenant à différentes tendances politiques, idéologiques et religieuses. Ceux-ci s'efforcent dans leur ensemble, de réaliser l'autonomie culturelle de la Flandre et il semble assez souvent qu'ils favorisent aussi l'autonomie politique que permettrait le fédéralisme.

Les premières années du V.V.B. (1954, 55, 56) furent caractérisées par des difficultés internes de l'organisation. Il y avait surtout des malentendus entre ses leaders au sujet de la nature propre de leurs activités et du choix d'un président.

Le V.V.B. a collaboré très étroitement, durant une période de six ans, avec une autre fondation flamande le Grammensfonds. Ceci a accordé au V.V.B. l'appui initial dont il avait besoin au cours de ses premières années. Le Grammensfonds est un organisme qui a pour but d'examiner sur place l'application des différentes lois linguistiques dans le pays flamand. Durant cette période, ce corps fut présidé par son promoteur, Florimond Grammens. Ce leader flamand était un des personnages les plus importants dans la création du mouvement populaire flamand. Jusqu'à aujourd'hui, on lui a refusé presque systématiquement la présidence du V.V.B. même, à cause de sa

---

(1) Afin de donner une introduction restreinte sur le nationalisme flamand avant la création du V.V.B., nous ajoutons (voir annexe V-D-3) une traduction - sous forme de résumé - de la brochure "40 ans de nationalisme flamand - 40 Jaar Vlaams Nationalisme" éditée par le parti politique "la Volksunie".



personnalité de Flamand militant. (1)

Quant au nombre des membres du V.V.B. à l'heure actuelle, nous ne possédons pas de données récentes. Dans une des revues de presse du V.V.B. de 1961, (2) on annonce le doublement du nombre des membres, tandis que le nombre de militants (cadre) aurait quintuplé. L'assistance au Congrès de Malines en 1960 a dépassé le nombre de 1,000 participants. Actuellement, le Mouvement Populaire Flamand compterait donc un nombre impressionnant de membres. (3)

Les formalités pour devenir membre sont très simples et ne sont pas exigeantes: la cotisation annuelle de 50 francs (un dollar américain) donne droit à la revue mensuelle "Doorbraak" (Rupture); une cotisation annuelle de 100 francs donne droit à la revue documentaire "Dokumentatieblad" (feuille de documentation).

---

(1) Florimond Grammens (1899 - ) est en effet, depuis la Première Guerre mondiale, le symbole et la représentation de "l'homme d'action" dans la lutte linguistique en Belgique. En plus de ses activités dans le Grammensfonds qu'il a fondé, il était l'organisateur et l'animateur de nombreuses manifestations linguistiques. Comme ancien député, et après avoir été inspecteur pour l'application des lois linguistiques dans l'enseignement durant la Seconde Guerre mondiale, il fut emprisonné plusieurs fois (jusqu'en 1950). Ses activités diverses en vue de réaliser la néerlandisation des noms de rues, des établissements dans le pays flamand (où il a effacé lui-même, par des couches de peinture, les noms et les indications en français) sont très connues. A cause d'activités semblables, il est considéré actuellement comme l'homme d'action véritable. En 1960, à l'occasion de son 60e anniversaire, les leaders du Grammensfonds ont publié en son honneur une oeuvre de 300 pages sur ses activités et sa vie. Ce livre est intitulé: "40 Jaar Heldhaftige Uilenspiegelkamp" (40 ans de lutte, Uilenspiegel héroïque), Grammensfonds, Torengedouw, Anvers.

(2) Berichtenblad, no. 3, octobre 1961.

(3) C.H. du C.R.I.S.P., N° 130, p. 3. Ajoutons à titre de comparaison, que le Mouvement populaire wallon s'est développé plus récemment et le démarrage de ce dernier fut encore plus rapide.





## II. Organisation et fonctionnement

En général, il y a cinq services qui assurent le fonctionnement et les activités du V.V.B.

### 1. Le service de la formation des cadres de l'action sociale

Ce service assure les relations avec ses cadres et ses militants locaux, par - l'envoi, tous les mois, des directives sous forme de circulaires;  
- la création d'un vade-mecum (V.V.B. Gids = Guide V.V.B.).

### 2. Un service de l'administration et des finances

### 3. Un service d'information et de documentation

Ce service publie des revues mensuelles (Berichtenblad, Dokumentatieblad).

### 4. Le service central d'étude

Ce service:

- s'occupe de recherches approfondies sur des problèmes flamands importants;
- examine et oriente les positions et l'idéologie du mouvement;
- s'intéresse en particulier;
  - a) à la néerlandisation de la vie des affaires en Flandre,
  - b) à la promotion de la culture des Flamands en général.

### 5. Le service du secrétariat général, chargé des archives et de la correspondance.

Ce service assure le secrétariat des différents organes du V.V.B.; notamment, la Direction Générale, le Conseil, le Bureau, les services d'études, d'informations et de documentations, etc.

Ce service s'occupe également en particulier des "relations publiques, de la propagande."

## III. Publications

Quant aux publications du V.V.B., nous nous limitons à mentionner les deux publications importantes.

### 1. Doorbraak (Rupture)

Doorbraak est l'organe du V.V.B. qui paraît deux fois par mois. Il se présente sous la forme d'un petit journal d'au maximum 10 pages.



- Dans ce journal, le V.V.B. explique très clairement ses positions et ses points de vue vis-à-vis les problèmes et les difficultés linguistiques en Belgique.
- Cette revue commence souvent par un éditorial écrit par le président du V.V.B. (1) Normalement, cet éditorial concerne un aspect des actualités dans la politique belge.
- Puis, on donne aussi très régulièrement des nouvelles régionales, sur les activités des sections du V.V.B. à travers la Flandre.
- Des recensions de livres qui traitent, dans un certain sens, de la problématique flamande.
- Des informations et renseignements sur l'action proprement dite du V.V.B.
- Des résumés des colloques, journées d'étude, et congrès annuels.

## 2. Le Dokumentatieblad van de Vlaamse Volksbeweging (feuille de documentation du V.V.B.).

Publié dix fois par année, sous la forme d'une brochure, le Dokumentatieblad van de Vlaamse Volksbeweging compte régulièrement plus de cent pages.

C'est une bonne source d'information. On y trouve, réparties en rubriques sélectionnées: des citations d'articles émanant de la plupart des journaux belges, tant d'expression française que d'expression néerlandaise, des principales revues belges représentant toutes les tendances et toutes les gammes de l'opinion tant du Nord que du Sud du pays, de quelques journaux des Pays-Bas, etc. Ces publications sont en effet des documents extrêmement utiles pour toute personne qui veut aborder l'étude des questions flamandes actuelles. (2)

Le Dokumentatieblad comporte normalement les rubriques suivantes:

### 1° Aperçu mensuel:

- a) combat flamand, groupes de pression;

- 
- (1) Le président actuel du V.V.B. est le Dr. Paul Daels, un notaire flamand à Malines. Son père, un chirurgien très renommé et un des meilleurs cancérologues d'Europe, fut accusé après la guerre d'avoir collaboré avec l'occupant et fut expulsé pendant plusieurs années de Belgique. Depuis son retour dans le pays, de nombreuses personnalités flamandes ont essayé de remettre en honneur, le célèbre homme de science.
- (2) A partir de l'année 1966, étant donné sa très grande utilité et son importance, le Dokumentatieblad sera publié par le Conseil Culturel Flamand; l'Etat belge assumera donc le coût de la publication.





- b) les partis politiques et organisations sociales;
- c) services publics, administration centrale, armée;
- d) travail, chômage, prévoyance sociale;
- e) intérieur;
- f) affaires étrangères et commerce extérieur;
- g) affaires économiques, travaux publics, finances, communications;
- h) classes moyennes et agriculture;
- i) justice;
- j) éducation nationale et affaires culturelles;
- k) santé publique.

2° Extraits de périodiques (au moins une dizaine).

3° Des documents (sous forme d'annexes):

- p. e. - des textes de lois, résolutions de congrès, etc.;
- des mémoires.

4° Aperçu sur la dernière publication de livres (les librairies, prix, etc.).

## V. Activités

Si la mise en marche du Mouvement populaire flamand, créé en 1954, a été relativement lente, ses activités devinrent très importantes au cours des dernières années, plus particulièrement depuis 1960 et 1961.

### 1. Néerlandisation de la Flandre

Outre ses campagnes massives pour la création de sections dans toutes les localités flamandes où elles n'existent pas encore et de campagnes systématiques pour le recrutement de membres, présentement, les activités du V.V.B. se manifestent en général dans plusieurs domaines:

Au cours des dernières années, le V.V.B. s'est efforcé d'assurer la néerlandisation des entreprises privées <sup>(1)</sup> en Flandre ainsi que, dans un sens plus large, la néerlandisation complète de tous les secteurs (administration publique, enseignement, etc.). Le V.V.B. considère la néerlandisation comme une condition nécessaire au développement économique de la communauté flamande.

---

(1) Vers 1960 et 1961, on diffuse les listes noires d'industriels en Flandre, qui continuent d'utiliser la langue française dans leurs entreprises.



Dans cette optique, le V.V.B. s'efforce d'examiner et de faire connaître les infractions aux lois linguistiques proprement dites. Dans ses revues, à l'occasion de ses conférences de presse, de journées d'études, etc., ou explique les textes de lois ou démontre dans quel sens une firme, une commune ou d'autres instances ont violé les lois. Afin de réaliser ses buts, le V.V.B. collabore ou propose de collaborer avec toute association, tout pouvoir qui pourrait éventuellement influencer ou promouvoir la flamandisation du pays flamand. A titre d'exemple, il y eut les multiples interventions du V.V.B. par rapport au litige linguistique au littoral belge en 1965; l'évêque de Bruges a élaboré par la suite, en relation étroite avec le V.V.B., des dispositions spéciales pour les touristes dans les paroisses du littoral. Le V.V.B. s'empresse d'intervenir dans des questions économiques chaque fois qu'il en voit la nécessité; quant aux implantations de nouvelles entreprises étrangères en Flandre, le V.V.B. favorise l'implantation de nouvelles usines en Flandre, et il influence les dirigeants des nouveaux établissements afin qu'ils assurent l'application des lois linguistiques.

## 2. Pouvoir efficace

En tant que groupe de pression, au vrai sens du mot, le V.V.B. ne craint pas de faire des menaces. Ses activités les plus connues de l'opinion publique belge sont sans doute les deux marches sur Bruxelles de 1961 et 1962 (1). Ces manifestations furent organisées par un comité ad hoc le Vlaams Aktie Komitee voor Brussel en Taalgrens (le Comité d'action flamand pour Bruxelles et la frontière linguistique). Le V.V.B. était un des organismes les plus importants à prendre l'initiative de la création du comité. Le V.V.B. aussi prit, à cette époque, une part considérable dans la préparation de ces manifestations, qui comptèrent chaque fois plus de 100,000 participants.

## 3. Programme du V.V.B.

Le V.V.B. a son propre programme quant à l'avancement de la vie économique flamande, l'épanouissement social et culturel des Flamands.

---

(1) La première eût lieu le 21 octobre 1961 lors d'un premier projet de loi qui allait être déposé à la Chambre des Représentants pour la démarcation de la frontière linguistique. La seconde, le 14 octobre 1962, avait trait au transfert de la région des Fourons à la province flamande Limbourg. Voir: La Décision politique en Belgique. Crisp; Cahiers de la Fondation Nationale des sciences politiques; Librairie Armand Colin, Paris, 1965 p. 108 et 112.



Ce programme est soumis aux instances officielles: avant les élections de mai 1965, le V.V.B. a publié un programme d'urgence, destiné au prochain gouvernement.

Quant aux différents aspects des programmes du V.V.B. nous référerons le lecteur à l'aperçu général de la brochure "Ontwikkelingsplan 1965-1975, voor Vlaanderen", résumé dans les deux documents: "The Flemish Movement, its Main Cultural-Political Objective: Being Treated in the Forthcoming United States of Europe as Any Other Small European Nation" et "The Flemish Movement, its Socio-Economic Objectives Synthesized in the Development Plan 1965-1975", publié par la Volksunie mais appuyés par le Mouvement populaire flamand. (1)

Dans la première partie, on explique pourquoi les Flamands s'efforcent de néerlandiser la Flandre à tout point de vue et on démontre pourquoi ce processus de flamandisation est justifié, raisonnable et acceptable. On se plaint du fait que la Flandre et, en particulier, les Flamands ne soient pas représentés dans les organismes internationaux tels que La Convention Européenne pour les Droits de l'Homme et les Commissions du Conseil de l'Europe. Les francophones en Belgique au contraire sont, selon le mouvement flamand, toujours bien représentés. La langue néerlandaise est souvent traitée comme une langue subalterne. Pour nombre de Wallons, elle suffit même pas comme deuxième langue; ils préfèrent l'anglais ou une autre langue internationale comme seconde langue en Belgique. Dans la deuxième partie relative aux buts socio-économiques du mouvement flamand, nous nous limitons ici à citer les sujets qui furent traités dans cette publication qui se résument dans les principaux points suivants:

- le développement du marché de la main-d'oeuvre en Flandre entre 1965-1975: on souhaite entre autres une augmentation de la population active et une diminuation du chômage;
- dans le domaine de l'agriculture, le mouvement flamand a élaboré un plan pour protéger les fermiers et en particulier les jeunes fermiers dont l'avenir est moins assuré à cause de la pénurie des fermes ou de fermes assez grandes;
- ensuite le problème des petites entreprises industrielles;
- la nécessité d'un programme d'urgence d'investissements;
- la question de la planification régionale, de l'urbanisme;

---

(1) Texte de 8 pages, broché. Volksunie.





- le problème de l'éducation et de la formation de personnel spécialisé,
- la nécessité d'une intervention et de l'aide des instituts flamands spécialisés dans l'organisation et l'élaboration d'un plan socio-economique efficace;
- un dernier chapitre de la brochure concerne la programmation sociale.

#### 4. Dans le domaine idéologique

A part ses efforts dans le cadre de la néerlandisation, situé surtout dans le domaine politique, on peut, encore, distinguer un ensemble d'actions qui se situent plutôt dans le domaine idéologique, celui des principes.

Le V.V.B. défend la théorie du droit du sol; ceci comprend l'auto-détermination et l'autonomie complète du territoire flamand dans le Royaume de Belgique. En d'autres mots, le V.V.B., et en particulier ses dirigeants, consacrent leurs efforts à l'établissement d'un régime fédéral.

Il est intéressant de noter certains accords de principe, à cet égard, entre le V.V.B. et quelques instances wallonnes, notamment le Mouvement populaire wallon mais plus encore les dirigeants du Congrès national wallon. Citons à titre d'exemple, la déclaration de principe wallonne-flamande qui fut publiée en faveur du fédéralisme lors des grèves générales de 1961, à l'occasion d'une réunion d'étude des Wallons et des Flamands qui eût lieu à Liège en octobre.

#### 5. Congrès

Les faits et gestes que nous venons de citer sont rendus publics et notoires à l'occasion des Congrès annuels du V.V.B. Son congrès est finalement une des activités les plus importantes du Mouvement populaire flamand. Ne disposant pas de déclarations ou de résolutions des congrès de toutes dernières années, nous avons jugé utile de reproduire quelques idées du programme du V.V.B. exprimées au cours du Congrès de Malines en 1960. <sup>(1)</sup> Le programme du V.V.B., comme il fut déterminé dans ce congrès, est très intéressant pour plusieurs raisons. En effet en 1960, le V.V.B. se trouvait déjà en pleine action. Cependant, les activités du Mouvement populaire flamand étaient encore peu connues par l'opinion publique. A l'occasion de ce congrès, le V.V.B.

---

(1) Nous référons le lecteur à l'annexe V-D-2. "Programme du V.V.B." dont le texte est emprunté du Courrier Hebdomadaire du Crisp, No. 130.



avoue ainsi ouvertement qu'un des buts principaux de ce congrès était de se faire connaître par la population flamande comme mouvement important et indispensable pour le bien-être de la communauté flamande.

Ce congrès était d'importance, non seulement quant aux relations publiques du mouvement, mais également pour le contenu des mesures qui furent proposées et formulées lors des réunions. Ces mesures comportent des objectifs à trois paliers: le V.V.B. proposait des mesures propres à assurer la disparition de toute inégalité entre Flamands et Wallons; ensuite, des procédures afin d'accorder des possibilités égales aux Flamands et aux Wallons; enfin, des mesures pour assurer l'épanouissement total de la Flandre.

Le congrès du 9 octobre 1960 se termine par le vote de quelques résolutions sur les réformes de structure en Belgique et par la formulation de quelques propositions relatives au problème bruxellois. Ces propositions sont demeurées centrales à ce jour dans le programme du Mouvement populaire flamand, dont les leaders pensent que les difficultés majeures à résoudre sur le plan linguistique se situent dans la capitale.

Le programme et les activités du Mouvement populaire flamand montrent le rôle important de ce mouvement, dans le passé comme à l'heure actuelle, dans la lutte linguistique des Flamands.





ANNEXE V-D-2.

PROGRAMME DU MOUVEMENT POPULAIRE FLAMAND LORS

DE SON CONGRÈS A MALINES EN

1960 (1)

Le programme du V.V.B., tel qu'il existe actuellement, est sorti des assises du Congrès qui se tint à Malines le 9 octobre 1960.

Ce congrès avait un triple but:

- 1) affirmer l'existence du mouvement qui constitue un tout bien organisé,
- 2) analyser la situation flamande et rechercher les remèdes à court et à long termes;
- 3) se manifester vis-à-vis de l'opinion publique.

Des personnalités appartenant à toutes les opinions politiques et représentant toutes les tendances philosophiques y participèrent.

Parmi celles qui y jouèrent un rôle prépondérant, il faut citer notamment:

- du côté catholique, le professeur F. Van Mechelen, professeur à l'Université de Louvain et président flamand de la Ligue des Familles nombreuses, M. Coppeters qui prononça le discours de clôture;
- du côté socialiste, M. Merecy, professeur de l'Enseignement Moyen et M. Jassogne;
- du côté libéral, M. Moerman.

Les trois sections groupèrent 750 personnalités diverses, tandis que la séance plénière, qui fut filmée, réunissait plus de 1,000 personnes. Des hôtessees officiaient.

La direction générale du mouvement fut reçue par le collège échevinal de Malines et, à cette occasion, M. Spinoy, bourgmestre de Malines, après avoir congratulé les congressistes, se réjouit de l'essor économique de sa ville, essor réalisé grâce à la collaboration de plusieurs partis politiques.

---

(1) Texte du Courrier Hebdomadaire du Crisp, n° 130, pp. 9-16



Les travaux du Congrès de Malines ont fait l'objet d'une publication (1) de 73 pages qui reproduit notamment le texte des différentes communications:

1. Introduction de M. Daels.
2. Bruxelles: le problème social économique et politique, par M. Bequaert.
3. Bruxelles: les aspects urbanistiques du problème, par M. Petorgent.  
(Ce haut fonctionnaire, d'opinion catholique, critique notamment le plan d'urbanisation présenté par le groupe Alpha, qu'il accuse d'avoir complètement ignoré l'aspect linguistique du problème.)
4. La flamandisation de la vie professionnelle, par M. Jansens.
5. La politique de l'emploi, par M. De Bondt.
6. La culture populaire néerlandaise en Flandre, par M. Dumon.
7. L'autonomie culturelle, par le professeur W. Opsomer.
8. Les réformes de structures, par M. Daels.  
(Il convient de noter ici que, contrairement à ce qui se constate dans le Mouvement Populaire Wallon, l'expression "réformes de structures" a surtout trait aux réformes politiques sans cependant que les réformes de structure économiques soient absentes de la vision de l'auteur mais ces dernières ne figurent pas en première place.)
9. Le Mouvement populaire flamand, par M. W. Martens.  
(Dans cet exposé, on notera surtout un souci de lier le fédéralisme interne au fédéralisme externe européen. C'est un souci qui fût d'ailleurs exprimé par plusieurs intervenants.)
10. Le Mouvement populaire flamand, organisation générale de combat, par M. Jassogne.  
(On remarquera que cet exposé, visant à affirmer le caractère global du mouvement, a précisément été confié à un socialiste libre penseur.)
11. Le discours final, par M. Coppieters, président général du mouvement.

Suivent les motions votées par le Congrès et finalement le programme 1960 du Mouvement Populaire flamand, programme qui reprend en le complétant le programme d'urgence établi en 1956 et le programme gouvernemental

(1) "Verslagboek Algemeen Kongres van de Vlaamse Beweging - Mechelen, 9 oktober 1960" - (Rapport général du Congrès du Mouvement Flamand - Malines, 9 octobre 1960.)



flamand de 1958.

Ce programme devrait être réalisé au cours des cinq années à venir, ce qui signifie que d'ores et déjà, le mouvement s'assigne une durée de vie au moins égale à cette période et que ses promoteurs sont conscients des difficultés que la réalisation intégrale d'un tel programme rencontrera.

Nous donnons ci-après un aperçu des principaux points relevés dans le programme proprement dit et dans les principales motions votées par le Congrès, qui complètent le dit programme sur plusieurs points.

Le programme du V.V.B. 1960 comporte trois stades:

- 1) les mesures tendant à la suppression de toute inégalité entre Flamands et Wallons;
- 2) les mesures tendant à accorder des chances égales aux Flamands et aux Wallons;
- 3) les mesures de nature à assurer l'épanouissement total de la Flandre.

#### 1) Suppression de toute inégalité:

- L'opposition au recensement linguistique, au vol de territoire (gebiedsroef), aux facilités quelconques envisagées sur le territoire flamand pour les groupes linguistiques.
- L'arrêt du processus de francisation des émigrés flamands dans l'agglomération bruxelloise, que ce soit dans le domaine de la profession, de l'enseignement ou de l'administration.
- L'instauration de l'unilinguisme en pays flamand en matière de commerce, d'industrie et de vie publique.
- Le maintien ou le rétablissement du caractère flamand au littoral.
- La néerlandisation de la vie professionnelle par voie législative.
- L'adaptation de la représentation parlementaire au chiffre de la population.
- Une politique équitable de nomination tendant à établir le juste équilibre prévu par la législation de 1932 entre fonctionnaires d'expression française et fonctionnaires d'expression néerlandaise. Ce juste équilibre, qui n'existe pas à ce jour, devrait être réalisé à tous les degrés de la hiérarchie.
- La suppression de tout vestige d'enseignement en français en Flandre, en particulier, dans les classes dites de transmutation.





- La suppression de tout subside accordé à n'importe quelle activité ou initiative qui ne respecterait pas l'unilinguisme du pays flamand.
- La répartition des crédits pour l'expansion économique en rapport avec l'intérêt économique national, ce qui impliquerait que 80% des crédits devraient aller au pays flamand.
- En lieu et place de l'improvisation et de la cécité politique actuelle, en ce qui concerne la politique économique régionale, il conviendrait:
  - a) d'assurer une localisation précise de l'industrie, qui doit conduire à un épanouissement économique dans nos régions [flamandes];
  - b) d'étendre les prérogatives du Bureau de programmation et de créer des sociétés nationales et régionales d'investissements;
  - c) de promouvoir la fusion volontaire ou obligatoire des mines limbourgeoises, point de passage obligé de l'industrialisation nécessaire du Limbourg.

## 2) Chances égales:

La suppression des injustices ne suffit pas. Il faut éviter la possibilité même du retour de telles injustices dans l'avenir. Pour atteindre ce but, une série de nouvelles revendications sont énumérées:

- la fixation définitive de la frontière linguistique et l'adaptation des limites administratives;
- la fixation d'un statut spécial pour l'agglomération bruxelloise réduite à ses limites actuelles, qui fasse que la capitale soit mise réellement au service du pays tout entier;
- toutes les fonctions, ressortissant tant du secteur public que du secteur privé, devraient exclusivement être réservées aux Flamands porteurs d'un diplôme attestant qu'ils ont fait leurs études en langue néerlandaise; [1]
- la suppression de toutes les "facilités linguistiques" dans les communes flamandes où elles furent instaurées à la suite des recensements "falsifiés" de 1930 à 1947;
- la séparation administrative, immédiate et intégrale, du Ministère de l'Education Nationale et de tous les services culturels centraux, de manière à ce que l'autonomie culturelle soit réalisée tant en faveur de la culture française qu'en faveur de la culture néerlandaise;

---

[1] On voulait sans doute dire que les fonctions remplies paritairement par les Flamands ne devraient leur être accordées que s'ils ont fait leurs études en néerlandais.



- l'établissement de conseils culturels disposant d'un prestige et d'un prestige et d'un pouvoir réels;
- la subsidiarité de la politique culturelle proportionnellement au chiffre de la population;
- l'assurance de la participation optimum de la communauté flamande à l'enseignement universitaire;
- la séparation des partis politiques en organisations autonomes flamande et wallonne (c'est-à-dire la fédéralisation des partis politiques);
- L'octroi d'une compétence spécifique au Ministère de la Coordination économique dans lequel les services spéciaux en vue du développement des noyaux d'expansion fonctionneraient sous la direction de deux fonctionnaires généraux, un pour le pays flamand et un pour le pays wallon;
- la décentralisation de l'industrie de la région bruxelloise au profit de ces noyaux d'expansion qui sont principalement situés en Flandre et dont dépend l'avenir économique de la Belgique toute entière;
- le rejet impitoyable de toute politique économique qui, au cours de cette législature, ne s'assignerait pas comme premier but de sauver le Limbourg et de développer les entreprises énergétiques en Flandre.

### 3) Vers l'épanouissement total:

Le but final que le mouvement s'assigne, est de mettre à la disposition de la communauté flamande tous les instruments lui permettant en tant que partie de la communauté globale d'expression néerlandaise (c'est-à-dire avec les Pays-Bas) de se développer harmonieusement dans l'Europe et dans le monde de demain. Pour ce faire, une dernière série de revendications est présentée:

- la séparation administrative de tous les services centraux;
- une fédéralisation systématique de toutes les institutions publiques et privées permettant le transfert aux communautés populaires qui habitent le territoire de Belgique d'un pouvoir réel et d'un prestige politiques;
- l'installation d'un droit de contrôle démocratique adéquat;
- une représentation directe de la communauté flamande dans les diverses institutions et structures européennes;
- le renforcement de l'appartenance néerlandaise du peuple flamand, en particulier par le truchement d'une étude et d'une coopération systématiques avec les Pays-Bas; (L'instauration d'une direction commune, flamande-néer-





landaise, en matière culturelle et d'enseignement est souhaitable.)

- le développement d'une politique économique et nationale, conduite par des ministres et des fonctionnaires flamands sur la base de la réalité sociale et de la nécessité économique d'accorder un rôle déterminant aux régions flamandes dans l'espace économique européen. Ces mesures rétabliront la puissance du peuple flamand et construiront la base d'un nouvel essor culturel.

Motion sur les réformes de structures (votée par le Congrès de Malines).

1. Le V.V.B. rappelle sa prise de position lors de sa création, à savoir qu'une solution valable aux problèmes flamands ne peut être trouvée que dans une réforme fondamentale de la structure de l'Etat belge.
2. Le V.V.B. souligne la grande signification positive de ces réformes de structure qui accorderont à la communauté flamande ses institutions propres et ses instruments de pouvoirs. Un peuple peut se développer en une communauté consciente et s'y maintenir uniquement grâce à des institutions politiques autonomes.
3. La revendication de telles réformes de structures dérive directement de la constatation du retard de la Flandre dans les principaux domaines de notre vie nationale. Cette situation alarmante générale a en réalité une cause commune: le manque de conscience populaire réelle et de puissance effective de la communauté flamande.
4. Ces solutions valables ne pourront être élaborées que lorsque la Flandre pourra s'en occuper elle-même par une réforme appropriée de ses besoins vitaux.
5. En Belgique, une telle réforme n'est réalisable que par une restructuration des données politiques et sociales sur une base fédérale, ce qui signifie que le principe de l'Etat belge est maintenu mais que les deux grandes communautés populaires (flamande et wallonne) se voient accorder les possibilités de réaliser un sain développement autonome.
6. Le V.V.B. exige que la fédéralisation systématique des institutions publiques et privées soit entamée sans délai et insiste sur le fait qu'un certain nombre de réformes peuvent être accomplies sans revision constitutionnelle. C'est notamment le cas pour le dédoublement intégral du Ministère de l'Education nationale, l'adaptation des limites administratives



aux territoires linguistiques, la séparation de tous les services administratifs, la large décentralisation des services d'expansion économique.

Le V.V.B. s'élève avec force contre le fait que l'on n'a pas mis à profit le récent changement ministériel pour scinder le Ministère de l'Education nationale. (Il fut à nouveau question de cette scission lors de la récente constitution du Gouvernement Lefèvre-Spaak, sans cependant y aboutir.)

7. Cependant, la réalisation immédiate des mesures précitées ne suffira pas à sauvegarder et à promouvoir le développement de la communauté flamande et seul un régime fédéral paritaire pourrait donner satisfaction à cet égard.
8. Un régime fédéral qui coïncide parfaitement avec le principe démocratique, dont il constitue d'ailleurs une application élevée, est le seul système qui soit susceptible de mettre fin aux oppositions et aux heurts entre les communautés flamande et wallonne. Au surplus, les structures fédérales assureront l'accession de la Flandre à l'Europe.
9. Pour toutes ces raisons, le V.V.B. décide:
  - a) de procéder à une large diffusion de l'idée des réformes de structure et de faire disparaître tous les malentendus qui subsistent à propos du fédéralisme;
  - b) de renforcer les contacts qui existent déjà avec les concitoyens wallons et avec l'Union Fédérale des Communautés Européennes;
  - c) de donner mission aux groupes d'études, d'entamer l'étude approfondie du fédéralisme aux points de vue technique, administratif et économique et de formuler des propositions pratiques à ce sujet;
  - d) de consacrer un congrès spécial d'étude, éventuellement en collaboration avec d'autres groupes, aux résultats de cette étude en vue de proposer des réalisations concrètes.

#### Propositions du Congrès de Malines concernant Bruxelles:

- la création d'une province de Bruxelles, comportant les 19 communes formant actuellement l'agglomération bruxelloise;
- le rejet de tout plan qui viserait soit à maintenir la puissance de l'actuelle agglomération bruxelloise, soit à fortiori, à augmenter cette puissance;



- la décentralisation fondamentale et structurelle de l'administration;
- le relèvement intégral de l'industrialisation bruxelloise;
- la répartition dans tout le pays des institutions bancaires, d'épargne et d'assurances en leur assurant une autonomie régionale en ce qui concerne leur direction;
- l'instauration pour la province de Bruxelles d'un statut linguistique comportant toutes les garanties de contrôle et l'établissement de conditions; ces mesures devraient s'étendre à tous les secteurs de la vie sociale.
- le renforcement de la culture flamande à Bruxelles par des mesures législatives et l'interdiction absolue de toutes les tentatives qui viseraient à entraver cet épanouissement;
- une législation radicale en matière d'enseignement donnant toutes les garanties pour que les enfants flamands puissent jouir d'un enseignement néerlandais.

Tout ce qui précède devrait être réalisé dans un délai maximum de cinq ans et ainsi Bruxelles pourrait se trouver en état de grâce pour porter valablement le titre de capitale européenne.





## ANNEXE V-D-3

### QUARANTE ANS DE NATIONALISME FLAMAND

#### I. DEBUT DE L'EPANOUISSEMENT DU NATIONALISME FLAMAND

1. Origine et croissance du Parti du Front
2. Le programme national flamand
3. Les Frontistes étaient-ils des négativistes?
4. Les évêques contre le nationalisme flamand

#### II. CRISE DU NATIONALISME FLAMAND

1. Influence et reflet de la politique européenne
2. La guerre scolaire

#### III. CROISSANCE DU POUVOIR: 1933-1939

1. Libre de la France
2. La concentration du VNV-KVV
3. Le pan-néerlandisme et la politique de neutralité
4. Le nationalisme pendant la Seconde Guerre mondiale
5. Nécessité d'une politique de présence

#### IV. VERS UN DEUXIEME ACTIVISME

1. Méfiance croissante
2. Le passivisme national flamand
3. La crise de 1943
4. La dernière année
5. Bilan national flamand de la Seconde Guerre mondiale

#### V. LA TEMPETE QUI S'ABATTIT SUR LE NATIONALISME FLAMAND: 1944-48

1. L'offensive anti-flamande
2. Le nationalisme flamand resta une force vivante

#### VI. LE PREMIER REDRESSEMENT DU NATIONALISME FLAMAND: 1949-54

1. Rénovation de l'organisation nationale flamande
2. L'esprit national flamand revit en Flandre

#### VII. LE NOUVEAU NATIONALISME - 1954

1. L'édification dynamique du parti national flamand
2. Stimulant pour les partis traditionnels
3. La prise de conscience accélérée du nationalisme flamand
4. L'avenir du nationalisme flamand



## ANNEXE V-D-3

### QUARANTE ANS DE NATIONALISME FLAMAND (1)

#### I. DEBUT DE L'EPANOUISSEMENT DU NATIONALISME FLAMAND

1918-1929

Le nationalisme flamand est en effet aussi âgé que le mouvement flamand.

Les promoteurs du nationalisme flamand remontent déjà d'assez loin (XIXe siècle). Citons: Jan Frans Willems, Conscience, Van Ryswijck et Rodenbach.

La première organisation du nationalisme flamand date de la Première Guerre mondiale (elle commença dans les tranchées de l'Yser).

#### 1. Origine et croissance du Parti du Front

En août 1914, la plupart des soldats flamands ont commencé la guerre sans être au courant des griefs flamands manifestés pour les nationalistes.

Les humiliations permanentes dans l'armée (dans les tranchées) ont eu pour conséquence immédiate de rendre les soldats flamands conscients de leur situation minoritaire.

La réaction: en 1916, on commence à créer des "Studiekringen", des réunions d'études; ces réunions étaient stimulées par quelques intellectuels, des prêtres et des séminaristes.

Ces groupements ont été abrogés très vite parce qu'on était d'avis qu'ils signifiaient un grand danger pour l'Etat.

Malgré cela, le Mouvement du Front était né. On avait pour devise: Omver en erover (A terre et à travers).

Et à l'occasion de la trêve de l'armistice, le 11 novembre 1918, des milliers de soldats flamands rentrèrent à la maison, mécontents et exaspérés à cause des injustices qu'ils avaient soufferts.

---

(1) Sommaire de la brochure 40 Jaar Vlaams Nationalisme, publiée par la Volksunie, en 1957. 51 pp. Tout en suivant la répartition de cette publication, nous avons élaboré ce résumé en utilisant largement le texte littéral de la brochure. La forme de ce sommaire est par conséquent une énumération de phrases et de citations traduites du texte original.





- N'oublions pas que ces milliers de soldats flamands sont devenus des grands propagandistes dans la lutte flamande.
- A la fin de 1918, le Mouvement du Front a proclamé la continuation de sa lutte et c'était en avril 1919 qu'on avait créé le "Vlaamse Frontpartij" (Le Parti flamand du Front).
- A l'occasion des élections de 1919, le Parti du Front obtint 61,211 votes.
- Cinq députés, Staf de Clercq, Adiel de Beuckelaere, Rik Borginon, Maes et Vanopdenbosch demandaient aux partis de bien vouloir tenir compte de leurs propositions d'accorder le droit de suffrage aux femmes.<sup>(1)</sup>
- Le 29 juillet 1920, les anciens combattants flamands pénétrèrent dans le parlement afin de pouvoir montrer et saluer les drapeaux flamands.
- En 1921: nouvelles élections. A ce moment-là, on avait déjà peu Mouvement du Front et un leader, Adiel de Beuckelaere, fut accusé d'avoir collaboré avec les Allemands. Il fut emprisonné jusqu'à ce qu'on ait prouvé son innocence, cela naturellement après les élections. A cause de cela, le Parti du Front a perdu 17,000 votes et un siège. Toutefois, il avait obtenu 58,769 votes.
- Encore en 1921, Staf de Clercq a organisé à Kester une diète (journée d'étude) comportant des assemblées, des démonstrations, etc. Pour la première fois, il y avait démonstration en vue de l'autonomie.
- Les démonstrations en faveur d'une amnistie pour les délits politiques pendant l'occupation ont eu lieu pour la première fois en 1922.
- Le succès du Parti du Front augmente constamment:
  - en 1925, nouvelles élections: 84,153 votes;
  - à l'occasion du 11 juillet, le député flamand et bourgmestre suppléant Vanopdenbosch fait remplacer le drapeau belge par le drapeau flamand à l'hôtel de ville d'Alost.

---

(1) Le droit de suffrage aux femmes est légal seulement à partir de 1949.



- A partir de 1925, la personnalité de Borms (ancien membre du conseil des activistes flamands et emprisonné depuis 1918) devient le point d'intérêt au sein du mouvement d'amnistic.
- Ceci provoqua la grande crise politique de 1928: élu par les deux tiers des voix (à l'occasion d'une élection partielle) le Dr Borms fut libéré et envoyé au parlement.
- Le gouvernement a compris cette leçon. Les élections de 1929 confirment la rupture complète: 124,677 voix, 11 sièges pour les chambres et 3 sièges au sénat en faveur du Parti du Front.

## 2. Le programme national flamand

Ce programme fut annoncé dans le journal Ons Vaderland (Notre Patrie), un journal amené du front de l'Yser.

### a) Les idées principales

- "Paix de Dieu (Godsvrede)," éviter la discussion entre les défenseurs de différentes options religieuses ou philosophiques; "droit à la libre disposition," autonomie pour le pays flamand.

### b) Autres points

- Flamandisation complète de l'enseignement;
- Flamandisation effective de la justice;
- Flamandisation effective de l'armée;
- Amnistic complète pour les délits politiques pendant l'occupation;
- Aide financière à l'industrie flamande;
- Exploitation des bassins du Limbourg.

### c) Caractéristique générale

- Atmosphère générale d'antimilitarisme.

## 3. Les Frontistes étaient-ils des négativistes?

### Apologie du négativisme.

Dans la première période, les Frontistes ont souvent été considérés comme des négativistes par les flamingants des partis traditionnels.

Y avait-il une raison? peut-être parce que...

- beaucoup de Frontistes sont revenus à la maison profondément exaspérés

---

(1) Frontistes: nomination traditionnelle pour les soldats flamands des guerres mondiales.



de la guerre.

— Leur devise: Tout ou rien.

Leur intention était sans doute la démolition de l'Etat unitaire belge. Ex. En 1928, huit nouveaux députés du Parti du Front ont empêché au conseil provincial de la Flandre orientale, (où ils ont détruit la majorité absolue des Flamands catholiques) l'indemnité en faveur de l'Université de Louvain, étant donné que cette université était encore francophone.

Pourtant, tout cela n'était pas du négativisme, mais par cette méthode, ils ont obtenu beaucoup de victoires, beaucoup de résultats positifs.

Ils voulaient démolir l'Etat unitaire francisé, la Belgique anti-flamande, afin de pouvoir créer un nouvel état fédéral, une Belgique beaucoup plus forte.

#### 4. Les évêques contre le nationalisme flamand

Le clergé supérieur jouait un rôle contre le mouvement flamand, étant représentant de la Belgique unitaire francisée:

— Déjà en 1820, Mgr Mercier défendait aux prêtres de son évêché de lire le journal Ons Vaderland.

— A l'occasion des élections provinciales en 1928, une lettre collective des évêques de Belgique défendait au clergé d'avoir des contacts avec le nationalisme flamand qui menaçait, soit disant, l'unité du pays.

— Idem, en 1927, dans la lettre de carême de Mgr Waffelaert, évêque de Bruges, favoriser la politique du nationalisme flamand était un péché de désobéissance au pouvoir législatif et à l'Eglise.

— Pourtant déjà en 1910, Mgr Rutten, évêque de Liège, disait qu'on devait tenir compte des griefs et des besoins des Flamands.

— Même encore en 1936, le professeur Daels posait le problème suivant:

L'heure de la vérité est arrivée; pour nous la politique catholique est toujours une politique nationale et vice versa. Il n'y a pas de choix.

## II. CRISE DU NATIONALISME FLAMAND

1929-1933

— Crise interne d'autorité et difficultés doctrinaires:

— Même au début à cause de raisons de religion, le parti national des catholiques flamands était autonome et bien séparé du Parti du Front,





dans les provinces de la Flandre occidentale et de Limbourg.

Entre 1923 et 1928, beaucoup d'efforts --- sans résultat --- pour la fédération de tous les groupes.

Schisme définitif: la création du VERDINASO par Joris Van Severen (Verbond van Dietse Nationaal-Solidaristen).

Quant à la doctrine, il y avait surtout deux points de vue:

- a) la fédération de toutes les provinces néerlandophones (y compris les Pays-Bas), cela conférant le projet de Van Severen qui voulait créer son "Dietse Rijk" (Royaume Thiois);
- b) la fédération des provinces flamandes de la Belgique. Ce point de vue était de Herman Vos. Ce projet n'a pas eu beaucoup de succès au parlement belge.

## 1. Influence et reflet de la politique européenne

À la suite de la Première Guerre mondiale, une inquiétude générale existait, il y avait crise de pouvoir presque dans tous les pays européens.

Il y avait en général deux genres de régimes politiques:

- a) une vraie démocratie: le pouvoir confié aux institutions démocratiques;
- b) la dictature fasciste qui allait produire Mussolini, Hitler.

Le groupe du Dietse Nationaal-Solidaristen, soit disant, les fascistes et les autres nationalistes flamands, les démocrates.

## 2. La guerre scolaire

Il y eut beaucoup de querelles à cause de la fête du centenaire de l'indépendance belge.

En 1930, la première conquête du nationalisme flamand: l'ouverture de l'université flamandisée à Gand.

Préparation des nouvelles lois linguistiques pour l'enseignement,  
pour l'administration.

En 1932, nouvelles élections:

Confusion chez les nationalistes catholiques flamands par la propagande du Parti catholique se proclamant le seul parti des catholiques.

Résultat:

Le nationalisme flamand a obtenu les mêmes votes, mais il perdait trois députés (ils sont passés de 11 députés à 8).



Un ministre libéral était nommé pour le ministère de l'instruction publique.

### III. CROISSANCE DU POUVOIR

1933-1939

#### 1. Libre de la France

A cause des confusions entre les nationalistes flamands, on constitua un nouveau parti, le V.N.V. (Vlaams Nationaal Verbond), ligue nationale flamande. Le leader est Staf de Clercq.

Le V.N.V. fut créé surtout en vue de la résiliation de l'accord militaire entre la Belgique et la France; et, en effet, en 1936, le roi Léopold III résilia ce pacte avec la France.

En 1936, des querelles éclatèrent dans toutes les villes flamandes à cause du spectacle "La kermesse héroïque".

Il y eut aussi en 1936, de nouvelles élections:

le V.N.V. obtint 166,428 votes,

16 sièges aux Chambres,

9 sièges au Sénat;

ce qui équivalait à 13 pour cent des votes en Flandre.

Pour la première fois, le leader du Vlaams Nationaal Verbond fut reçu par le roi en vue de la formation d'un nouveau gouvernement.

Le V.N.V. devenait, à ce moment-là, très puissant. On parlait déjà d'une structure fédérale pour la Belgique, mais cette idée ne pouvait se répandre à cause de la mauvaise situation internationale qui s'aggravait de plus en plus.

En 1938, le V.N.V. obtint 185,435 votes,

17 sièges aux Chambres,

12 sièges au Sénat.

Le Vlaams Nationaal Verbond avait donc gagné 20,000 votes, c'est à-dire 15.08 pour cent des votes en Flandre et 5.3 pour cent dans l'arrondissement de Bruxelles. C'était surtout le Parti catholique qui avait perdu beaucoup de votes. Pour les autres régions et provinces, les résultats étaient comme suit:





Pour cent des votes obtenu par le V.N.V.  
et le Parti catholique

Province ou région	V.N.V. %	Parti catholique %
Dans la province d'Anvers	12	35
Dans la Flandre orientale selon les arrondissements	de 10 à 20	contre 30 à 45
Dans la Flandre occidentale	20	contre 40-45
Dans le Limbourg	25	50

Les chiffres les plus hauts furent obtenus dans l'arrondissement de Turnhout (23 pour cent pour le V.N.V. contre 52 pour cent pour les catholiques) et dans l'arrondissement d'Ypres (28.5 pour cent pour le V.N.V. contre 36.8 pour le Parti catholique).

## 2. La concentration du VNV-KVV

(KVV, Katholieke Vlaamse Vleugel: aile catholique flamande.)

Sous l'influence du VNV, le Parti catholique s'est divisé en deux groupes: l'aile flamande et l'aile wallonne.

En 1936, le VNV et KVV signaient un accord pour les affaires nationales flamandes, basé sur une solidarité chrétienne.

Borginon, Elias, Romsée signaient pour le VNV; Eyskens, De Bruyne, Verbist signaient pour le KVV.

Les principes de base

- a) 1° à l'église, il faut assurer sa liberté d'action pour sa fonction;
- 2° la paix scolaire doit être assurée et gardée par l'égalité scolaire;
- b) l'intérêt du peuple a la priorité sur l'intérêt d'Etat;
- c) l'organisation de l'Etat doit être réorganisée:
  - 1° afin d'exclure tout corporatisme d'Etat; le développement culturel, social et économique devant être confié aux organismes spéciaux;
  - 2° il faut une plus grande liberté pour le développement des organismes sociaux et syndicaux.

Tout cela avait pour but de créer ainsi un seul grand parti unifié. On a échoué à cause de la réaction de l'Association générale des travailleurs chrétiens.



Le Vlaams Nationaal Verbond n'avait pas de relations intimes avec le Parti Rexiste. On a seulement obtenu de Degrelle (leader du Rexisme en Wallonie) que son parti reste en dehors du pays flamand.

### 3. Le pan-néerlandisme et la politique de neutralité

A l'occasion du pèlerinage de l'Yser en 1938, on exigeait le droit de libre disposition pour la Flandre. A ce moment-là, on lança deux idées: le fédéralisme, le pan-néerlandisme.

L'esprit traditionnel d'antimilitarisme restait chez les Flamands. Voyez le symbole de la Tour d'Yser, "plus jamais de guerre". Cette idée correspond d'ailleurs à l'idée de la Société des Nations en 1919 et est alors répandue en Europe.

En Flandre, on avait peur d'une nouvelle démolition par une deuxième guerre mondiale. C'est pourquoi on voulait créer une politique de neutralité.

Les grands hommages aux morts flamands de l'Yser sont bien connus.

En 1938: nouvelle loi linguistique pour l'armée.

Et à Bruxelles, on entamait la division linguistique au ministère de l'Instruction publique.

### 4. Le nationalisme pendant la Seconde Guerre mondiale

Cette époque est très difficile à étudier.

Beaucoup de déclarations de ce temps ne sont pas objectives; de plus, il y a de nombreux documents importants qui demeurent dans les archives. Ces événements sont encore trop récents. L'étude objective des faits de la Seconde Guerre ne sera possible qu'à la génération suivante. Même jusqu'à présent, on a eu tendance à confondre: le nationalisme flamand, l'activisme, la collaboration, le passivisme. Pourtant, il y a une très grande différence entre ces quatre termes.

### 5. Nécessité d'une politique de présence

Le 1er septembre 1939, la Seconde Guerre mondiale éclata. Le Vlaams Nationaal Verbond se joignit immédiatement aux autres partis. A ce moment même, ce geste fut mis en doute par les grands partis qui gagnaient en puissance à l'heure critique.



Le 10 mai 1940: attaque de la Belgique par l'Allemagne.

Beaucoup de Flamands furent considérés comme des traîtres et furent emprisonnés. Le Mouvement nationaliste flamand a jugé que c'était une très grande erreur de la part de ses adversaires. Cela signifiait qu'on avait perdu, d'un seul coup, tout ce qu'on avait obtenu pendant dix années de politique d'apaisement.

Le 28 mai: capitulation de l'armée belge; maintenant, les heures décisives commencèrent.

En 1939, le groupe parlementaire du Vlaams Nationaal Verbond a proclamé "plus jamais de deuxième activisme".

Le leader du parti socialiste, Rik de Man, saluait le nouveau régime (temps d'occupation) et le ministre d'Etat, Lippens, offrait des sièges ministériels au VNV. Ce dernier refusait la proposition.

A ce moment-là, la majorité de la population croyait à la victoire allemande, et M. Struye lui-même (le futur président du Sénat) a écrit depuis:

La population belge donna alors l'opinion d'être aux trois quarts peut-être, ralliée ou largement résignée à l'"Ordre Nouveau" et il est permis de croire que si l'Allemagne avait choisi ce moment pour proclamer solennellement qu'elle entendait maintenir le Roi sur le Trône, faire la paix avec la Belgique, et lui reconnaître un statut d'indépendance à la manière slovaque, la grosse majorité de l'opinion publique aurait marqué une satisfaction profonde.

Le Roi demandait la reconstruction du pays.

Tout dépendait de l'intervention des belges mêmes: il fallait faire quelque chose afin d'empêcher l'occupant de se mêler à la politique belge interne.

Le VNV savait qu'il devait agir maintenant par une politique de présence. La question se posait: comment? C'était très dangereux pour le VNV.

#### IV. VERS UN DEUXIEME ACTIVISME

Avant la guerre, le Vlaams Nationaal Verbond a bien défini "plus jamais de deuxième activisme". Néanmoins au sein du VNV, on pouvait apercevoir deux tendances:

une aile des radicalistes,

une aile des modérés; ces derniers représentaient les adversaires d'un nouvel activisme.







Les événements internationaux se développèrent très rapidement. Ils avaient une très grande influence. Le 10 novembre 1940, le leader du VNV, Staf de Clercq, se voyait obligé à changer d'idée et à se diriger vers l'activisme devenu inévitable.

Avant cette décision, la collaboration de beaucoup d'associations traditionnelles belges était déjà un fait. Puis, on constata que les leaders, les industriels, les politiciens des partis traditionnels (soit disant les ennemis de l'Allemand occupant) gardaient leurs places et qu'ils obtenaient même le pouvoir, la puissance de diminuer la force du VNV. La grande déportation des radicalistes flamands le 10 mai 1940 et les meurtres d'Abbeville étaient des faits de plus qui influençaient les leaders du VNV à changer de direction.

Il y avait partout de petites associations qui saluaient le nouveau "socialisme national" de l'Europe nouvelle. Elles ne se dirigeaient point vers le nationalisme flamand. A la fin de l'année 1940, tous ces groupes se réunirent dans l'Algemene SS - Vlaanderen, (la centrale générale des SS en Flandre).

Le VNV fut privé de son droit de parler, de sa liberté de presse. Le VNV a trop longtemps hésité devant la décision; maintenant, ses leaders étaient obligés de reculer ou de faire des concessions. Ils étaient tenus d'accepter quelques principes du groupement SS; par exemple, la promesse d'aider à créer, après la guerre, un nouvel Etat thiois au sein du Grand Royaume, l'empire allemand. Le VNV devait changer également son esprit d'antimilitarisme pour devenir un mouvement militaire. Et le 10 mai 1941, on constitua avec le VNV, le reste du Verdinaso (Verbond van Dietse National Solidaresten) et les Rexistes de la Flandre, "Le mouvement d'unité".

Le 22 juin 1941, la guerre entre l'Allemagne et la Russie éclata. Quand l'Angleterre intervint en faveur de la Russie, l'attitude des Allemands devint de plus en plus aiguë: "Celui qui n'est pas pour nous est contre nous!" Mais entre-temps, l'influence du VNV devenait à nouveau de plus en plus importante. Au milieu de l'année 1942, le mouvement comptait 100,000 membres. Et à l'occasion de l'enterrement de Staf de Clercq, même les adversaires du VNV étaient d'avis que le VNV représentait une grande puissance.



# 1. Méfiance croissante

L'Allemagne désirait imposer l'hégémonie du pangermanisme en Europe.

La méfiance envers l'Allemagne datait déjà de la Première Guerre mondiale. Les Allemands n'avaient pas tenu leur promesse en faveur des activistes qui luttèrent pour une autonomie flamande.

Le nationalisme flamand a hérité de cette méfiance et même en 1938 leur devise était encore: "Pas francisé, ni germanisé: les Pays-Bas." Les intentions des Allemands n'étaient pas toujours les mêmes; il y avait deux tendances:

- a) les modérés du nationalisme socialiste voulaient annexer les Pays-Bas (y compris naturellement les provinces flamandes) à l'Allemagne, comme un pays satellite;
- b) les extrémistes (tendance SS) voulaient intégrer les Pays-Bas à l'Allemagne afin de germaniser les régions annexées.

Pendant toute la guerre, les Allemands ont maintenu la Flandre dans l'incertitude. Depuis le début, l'Allemagne était déjà — sans l'avoir proclamé — contre l'idée du pan-néerlandisme.

En 1940, le VNV défendait à ses membres de faire partie du SS-Flandre. Au début de 1941, l'autorité occupante défendait au VNV de faire de la propagande en vue du pan-néerlandisme et afin d'obtenir le retour de la Flandre française. Les revues furent défendues. Le 10 septembre 1941, le leader Staf de Clercq plaidait en faveur de la conservation de la langue néerlandaise et en faveur de la "confession" d'existence néerlandaise des Flamands. Il s'opposait à toute politique de dénationalisation ou d'annexion. Staf de Clercq a voulu arrêté l'activisme, mais en ce qui concerne la participation à l'activisme, il y avait le pour et le contre: l'activisme, d'une part, et l'autorité militaire d'Allemagne en Belgique, d'autre part, avaient besoin de leur aide réciproquement. Pour le VNV, l'autorité allemande (appartenant à la tendance des modérés) était une digue contre la politique d'annexion des SS. De l'autre côté, par sa situation en Belgique, l'autorité militaire se voyait protégée contre le même mouvement SS.

En arrêtant l'activisme, cela aurait signifié la chute de l'autorité militaire allemande en Belgique, de même que l'entrée de l'autorité SS, de beaucoup plus dangereuse. Lors de la mort du leader Staf de Clercq, la confusion était tellement grande qu'on avait peur d'une nomination de la





part des autorités allemandes. C'est pourquoi, on appela M. H.J. Elias à la présidence du VNV — à l'insu du pouvoir occupant.

## 2. Le passivisme national flamand

Beaucoup de flamingants n'étaient pas d'accord avec le VNV, parce qu'ils s'opposèrent à l'autorité allemande. Il y en avait qui proclamaient que l'Allemand signifiait le plus grand danger pour la Flandre. C'est pourquoi beaucoup de flamingants luttèrent en effet sous le drapeau belge unitaire. De nombreux Flamands se tenaient à l'écart à cause de leur découragement et de la conscience de leur impuissance. Le passivisme national flamand luttait contre l'occupant en vue de l'intégrité flamande. Sur ce, il y eut une similitude de points de vue entre les Flamingants en général.

## 3. La crise de 1943

Les Allemands favorisaient les radicalistes du socialisme national flamand, représenté par De Vlag (Le Drapeau) et le Vlaams-Duits Arbeids-gemeenschap (Communauté travailliste entre Flamands et Allemands). En 1943, le VNV dut lutter contre la tendance SS afin de conserver les mouvements de jeunesse.

Les lettres du père Callewaert à l'adresse du mouvement d'unité, de même que la lettre du professeur Daelis qui soulignait le grand danger allemand, sont renommées.

En 1943, l'Allemagne a essuyé la défaite en Russie. Cyriel Verschaeve était tellement influencé par cet événement que son discours à Malines fut considéré comme un discours funèbre pour l'Allemagne. En même temps, un autre danger prenait la place des nazis, celui du communisme. L'influence du communisme fut prédominante en Europe de l'Est et en Europe Centrale; ce flux ne put être arrêté qu'en 1950.

## 4. La dernière année

La relation entre le VNV, d'une part, et le Vlag et les Allemands, d'autre part, empirait de plus en plus.

Les Allemands se méfiaient tout à fait du VNV et il semble que Himler ait eu l'intention d'emprisonner M. H.J. Elias. De Vlag se réjouissait de la confiance complète des Allemands. En août 1944, M. Elias proclamait: "Celui qui n'accepte pas l'unité de notre peuple n'est plus à sa place au VNV." Cela se termina en 1945, en Allemagne, par l'arrestation et l'internement d'Elias.





## 5. Bilan national flamand de la Seconde Guerre mondiale

La Seconde Guerre mondiale a surpris le nationalisme flamand qui avait ses propres buts, ses propres intentions, ses tentatives et tendances spécifiques. Au début, on a vainement essayé de ne pas être mêlé au cours des événements, mais les circonstances ont forcé le nationalisme flamand à définir sa position à l'égard de la situation nationale, qui changeait constamment.

Au début, les nationalistes avaient juré "plus de deuxième activisme". Ils ne purent tenir cette promesse. Mais, en dépit de ses erreurs, le nationalisme resta fidèle à son but premier: travailler à l'intégrité du pays flamand et du peuple flamand.

Quant à l'activisme, M. Basse écrivit: "Les activistes n'ont pas créé l'activisme; un groupe restreint n'avait pas la puissance nécessaire. Cela devint possible par l'interaction mystérieuse des circonstances qu'un fidèle attribue à la Providence et qu'un homme de science appelle l'évolution."

Beaucoup d'actions furent prises au cours de circonstances confuses. Mais pendant toute la guerre, le VNV (les activistes et également les passivistes) s'est efforcé de sauver la terre flamande au profit de sa population contre l'occupant.

### V. LA TEMPÊTE QUI S'ABATIT SUR LE NATIONALISME FLAMAND: 1944-48

Dans les années qui suivirent l'année 1944, les adversaires ont constamment essayé de démolir le nationalisme flamand. En effet, cette démolition date de 1940. En 1943, beaucoup de sympathisants s'effrayèrent et quittèrent le mouvement. En 1944, le Parti du nationalisme flamand disparut. Cependant les idées restaient et survécurent.

#### 1. L'offensive anti-flamande

La fin de la guerre signifiait le commencement d'une offensive contre les droits flamands acquis. La "répression et l'épuration" qui commencèrent après la guerre ne se limitaient pas à la punition des activistes. Par ce moyen, les juristes -- presque tous anti-flamands -- s'efforcèrent grandement d'effacer maintenant complètement les restes du nationalisme flamand. Ainsi beaucoup de Flamands, soit des anciens activistes, soit des anciens passivistes, même les Flamingants des partis traditionnels (voir: L'Accusation portée au parlement contre le ministre



Vos, un ancien frontiste passé, en 1932 au parti socialiste) furent accusés de collaboration.

On ne faisait aucune différence entre activisme, passivisme, collaboration, trahison, etc. Cependant les punitions étaient moins sévères pour les Wallons qui avaient collaboré pendant la guerre. Seulement, l'histoire connaît les nombreuses exagérations faites par les cours de justice.

En 1948, le professeur Max Lamberty écrivait: "La politique qui voulait punir, empoisonnait au lieu d'assainir. Cette politique doit être abandonnée dans l'intérêt de notre peuple et de notre pays."

## 2. Le nationalisme flamand resta une force vivante

Après la guerre, les anti-flamands — les ennemis éternels d'hier, d'aujourd'hui et de demain — ont pensé que l'heure était venue de détruire, d'abolir les positions flamandes. Chez les Flamands cependant, une force vivante demeurait. Les partis devaient tenir compte de cette réalité. Les adversaires pensèrent également que le moment était arrivé de ravager le symbole de souffrance flamande des guerres mondiales: de là, la démolition de la Tour de l'Yser.<sup>(1)</sup> De ce fait, une indignation flamande imprévue éclata presque partout. Mais les antagonistes n'étaient pas encore désarmés. Ils voulaient même déposséder la terre de la Tour de l'Yser afin de construire une tour belge. L'influence des pèlerinages de l'Yser accordèrent cependant la victoire aux Flamands à ce sujet.<sup>(2)</sup> Le Parti Social Chrétien a essayé par la suite de jouer le rôle de grand parti flamand. Il tenta de pénétrer dans les centres nationalistes flamands; il ne réussit pas à atteindre la moëlle des nationalistes flamands. En général, le sentiment du nationalisme flamand demeurait dans le peuple flamand, mais ce phénomène était moins perceptible.

Il y avait cependant quelques améliorations dans certains domaines. Pensons aux lois linguistiques, malgré leurs imperfections. Chaque année, on pouvait compter plusieurs nouveaux universitaires obtenant des postes

---

(1) La Tour de l'Yser, monument élevé après la Première Guerre à la mémoire des soldats flamands, fut détruite, supposément par des éléments anti-flamands, en 1946.

(2) Une seconde Tour de l'Yser a été construite depuis lors.





d'où ils pourraient affirmer les droits acquis. On n'a cependant pas pu guérir les situations misérables telles que: le problème de Bruxelles qui s'aggravait constamment, l'administration centrale, le chômage structurel en Flandre. La mentalité était encore mauvaise; voyons le recensement linguistique de 1947.

Le bilan des années après la guerre 1940-45 n'est pas cent pour cent négatif.

Nous devons considérer ce temps comme un temps d'assaut anti-flamand, et, d'autre part, comme celui de la défense flamande, suivie d'une époque de perte et d'aggravation des vieux cancers. On doit chercher la vraie perte ailleurs: notamment l'élimination de l'organisation même du nationalisme flamand, l'organisation qui est à la base de toute action. Elle était complètement paralysée.

#### VI. LE PREMIER REDRESSEMENT DU NATIONALISME FLAMAND: 1949-54

A l'occasion des pèlerinages de l'Yser, il y avait de grandes manifestations chaque année.

La Tour de l'Yser ne signifie pas seulement une croix, mais aussi un poing!

En Belgique, on tient seulement compte du poing flamand, et on oublie toujours sa patience, la générosité flamande, la tolérance de la Flandre.

En 1949, on commença à exiger l'amnistie pour les accusés de guerre (à l'occasion du procès de Ward Hermans). Encore en 1949, pour la première fois après la guerre, on parla du fédéralisme. La solution apportée à la question royale signifiait un soufflet pour les Flamands (et majorité dans les Chambres et le Sénat).

On ne pouvait plus prouver de façon plus claire que maintenant toutes les majorités flamandes ne comptaient pas. Dorénavant, l'idée du fédéralisme croît spontanément. Le fédéralisme devient à nouveau la base du nationalisme flamand comme dans le temps du Parti du Front.

Tous les besoins flamands sont les propres problèmes du nationalisme flamand. La question la plus urgente, est celle du chômage en Flandre. Il y a 90 ans, M. Jhr De Maere proclamait au parlement que la structure économique en Flandre était très faible. Il n'y a plus qu'une solution à présent, c'est l'industrialisation de la Flandre.





## 1. Rénovation de l'organisation nationale flamande

La Concentration flamande a pris son élan en 1949 sans aucun programme, sans moyens financiers. Elle voulait continuer la tâche du VNV. Elle obtint 104,000 voix, mais aucun représentant n'était élu. On était désappointé. De toute façon, ces cent mille votes signifiaient toutefois que le sentiment flamand n'était pas mort.

Le développement de la Concentration flamande fut empêché par la triste comédie du Parti Social Chrétien (P.S.C.) qui faisait de la propagande chez les Flamands. Le Parti Social Chrétien avait la majorité absolue; tout le monde espérait ardemment que le P.S.C. aiderait à l'élaboration du programme flamand. Une fois de plus, c'était une grande illusion; cela signifiait ainsi que le Parti Social Chrétien a joué pour la dernière fois, le rôle de parti flamand.

Nouvelles espérances apportées par un autre groupe, le "Christelijke Vlaamse Volksunie" (La Volksunie chrétienne flamande) pour les élections de 1954. Il obtint 114,000 votes et l'élection d'un député. Un nouveau désespoir. A cette époque, le nationalisme était tellement épuisé que beaucoup de bons éléments en disparaissaient. Les générations du VNV étaient éliminées et la jeunesse était plus ou moins indifférente aux problèmes flamands. La comparaison maladroite avec l'évolution du Parti du Front après 1918 amenait le désappointement. Une rénovation complète était nécessaire.

## 2. L'esprit national flamand revit en Flandre

L'esprit national flamand, c'est la volonté de donner la priorité aux problèmes flamands avant l'intérêt du parti.

Le nationalisme flamand recruta de nouveaux éléments. Ils venaient en général:

- des mouvements de jeunesse;
- de ceux qui étaient désappointés par les partis traditionnels; (désappointement en raison de la solution adoptée par rapport à la question royale, au recensement linguistique de 1947, de la mauvaise application des lois linguistiques, etc.)
- de ceux qui n'étaient pas d'accord avec les activistes pendant la guerre et qui revenaient maintenant.



Les festivals de chants obtinrent de nouveau une influence auprès de la jeunesse. Le Parti Social Chrétien a vainement essayé de s'approprier ces fêtes. En 1952, les participants à la fête nationale de la chanson flamande prirent position en faveur du nationalisme flamand. Aussi, à l'occasion des pèlerinages de l'Yser, le sentiment national flamand resurgit. La critique exprimée par les leaders des pèlerinages de l'Yser devenait très sévère.

## VII. LE NOUVEAU NATIONALISME - 1954

Au cours de l'année 1954, tous les éléments, toutes les tendances flamandes se réunirent. La Concentration flamande et le Mouvement flamand formèrent une unité: ils décidèrent de ne pas former un parti politique. Certains n'étaient pas d'accord au sujet de ce changement et ils se groupaient dans un nouveau parti, la Volksunie, le parti national flamand. Les membres n'avaient pratiquement pas été mêlés à la vie politique antérieurement. Ils gagnèrent immédiatement la sympathie de la jeunesse parce qu'ils s'occupaient de besoins contemporains; ils sont les représentants d'un nouveau nationalisme flamand.

### 1. L'édification dynamique du parti national flamand

Quelques points de leur programme:

- amnistie,
- fédéralisme,
- industrialisation de la Flandre.

Chaque année, on organise un grand congrès sur les problèmes actuels.

La direction générale est confiée à un Comité directeur. Sont membres du Comité directeur, entre autres:

- Le Professeur Couvreur (de Gand),
- Maître F. van der Elst (Bruxelles),
- MM. Wim Jorissen,
- Rudi van der Paal
- Herman Wagemans,
- Reimond Mattheyssens.



Le professeur Couvreur;

- professeur à l'Université d'Etat de Gand;
- membre du Conseil d'Administration de la Fondation Lodewijk de Raet;
- vice-président de l'Association Générale des étudiants flamands;
- surtout connu comme président du Comité flamand pour le Fédéralisme;
- avec la collaboration de Wim Jorissen, on peut dire que c'est le professeur Couvreur qui a fondé la Volksunie.

Maître Frans van der Elst:

- président de la Volksunie;
- avocat à la Cour d'Appel à Bruxelles;
- il était le défenseur des droits de guerre pour les leaders flamands comme Elias, Romsée, Lambrechts;
- il a joué un rôle très important au Comité flamand pour le Fédéralisme et pour le projet d'une constitution fédérale;
- il était secrétaire-général de l'Association Générale des Etudiants Flamands et il se prononça en faveur de l'amnistie à l'occasion d'une réunion d'étudiants en 1951;
- déjà en 1949, il se présenta avec Van Dieren aux élections;
- il a obtenu une grande réputation comme théoricien du mouvement flamand après la guerre.

Wim Jorissen:

- secrétaire-général de la Volksunie;
- professeur d'athénée;
- comme étudiant, il fonda à Gand en 1946 un groupement nationaliste, Oranjekring;
- en 1947, il était président de l'Association Générale des Etudiants Catholiques;
- président de nombreux congrès, réunions, etc.;
- membre du Conseil d'Administration de la Fondation Lodewijk de Raet;
- organisateur des élections en 1954 pour la province de Limbourg;
- comme orateur, il est très bien connu et il est craint par ses adversaires.

Rudi van der Paal

- Organisateur général de la Volksunie;
- Après la guerre, il était le grand organisateur de beaucoup de manifestations.





Herman Wagemans:

- Ancien président de l'Association Générale des Etudiants à Louvain (1939-40);
- Président de la Ligue de Chanson flamande de 1948-52;
- élu député en 1954.

Reimond Mattevssens:

- Secrétaire des anciens combattants à Anvers;
- premier orateur à l'occasion des pèlerinages de l'Yser qui s'exprimait pour le droit de libre disposition de la Flandre;
- président de la Volksunie pour la province d'Anvers.

Encore quelques autres personnalités:

les médecins: Van Boyelaer (de la Flandre orientale);

De Voldere (de la Flandre occidentale).

Puis Ludo Sels, Dolf Cuypers, Steenhout, Ir Colemont, René Evers, Rik Nachtergale, et l'ingénieur Jan de Bondt, le constructeur de la Tour de l'Yser.

Le parti national flamand pénétra rapidement dans les milieux de la jeunesse, génération de demain.

## 2. Stimulant pour les partis traditionnels

Le Parti Social Chrétien craint la puissance du nouveau parti. Partout, on impose le silence; personne ne pouvait mentionner les intentions et le travail du nouveau parti: on se tait dans la presse, à la radio, etc. Il va de soi que cela empêcha le développement de la Volksunie en 1954. Cependant le nationalisme flamand influença à nouveau la jeunesse. Voyons par exemple:

- La revue du mouvement de la jeunesse catholique écrivit: "Le catholicisme et le nationalisme flamand ne sont pas contradictoires in se".
- Les jeunes du Parti Social Chrétien (CVP-jongeren): "Le Parti Social Chrétien doit donner une solution adéquate aux problèmes flamands, par exemple la question d'amnistie, la décentralisation culturelle, etc."
- La jeunesse du Parti Socialiste belge demanda l'autonomie culturelle.
- Enfin, quelques libéraux exigeaient la solution de la question flamande.



### 3. La prise de conscience accélérée du nationalisme flamand

Le sentiment du nationalisme flamand revit. Voici quelques succès à l'occasion de quelques manifestations:

- les fêtes nationales de la Chanson flamande;
- les pèlerinages de l'Yser;
- les fêtes de Rodenbach à Roulers en 1956;
- les opinions exprimées dans les revues des étudiants:  
 Ons Leven (Notre Vie) de Louvain: "Le droit d'auto-détermination est pour nous la base nécessaire et inévitable;"
- le congrès du Davidsfonds en 1956 proclame la lâcheté des partis de couleurs, les partis traditionnels;
- les incidents à Courtrai en 1957;
- finalement, les préparations de l'exposition mondiale à Bruxelles, en 1958.

### 4. L'avenir du nationalisme flamand

En effet, le succès du nationalisme flamand est encore à découvrir dans l'avenir; nous ne pouvons que sentir son poids. Nous avons vu le succès du VNV en 1939. L'histoire se répète, dit-on, mais les circonstances, les conditions, les données ne sont jamais les mêmes.

Le grand but du nationalisme flamand consiste dans la réédification de l'organisation nationaliste elle-même. Le nationalisme est attaché au contrôle de ses destinées par le peuple. Les oligarchies des partis donnent seulement l'impression de l'auto-contrôle du peuple; en réalité, ce sont les dirigeants qui prennent les décisions, des décisions dictatoriales.

Le nationalisme veut une réforme de la communauté belge; il ne veut guère la démolition de la Belgique. Il désire une réorganisation des deux communautés linguistiques, basée sur le fédéralisme.

Très importante aussi, est la solidarité avec les Pays-Bas. Déjà en 1850, à l'occasion du deuxième congrès de la langue néerlandaise, on proclama:

Retourne, Frontière entre nos pays, qui nous veut  
séparer!

Oublie, les noms de Nord et de Sud!

L'alliance avec les Pays-Bas mena à la fondation du Benelux.





Le nationalisme flamand n'est pas conservateur; il a les yeux ouverts aux changements internationaux: Euratom, Communauté européenne, Marché commun, etc.; mais "un nationalisme sain forme la base d'une Europe saine."

Le nationalisme flamand n'est pas un nationalisme naïf entre ses frontières, "nous sommes conscients de notre propre existence, les yeux projetant le regard vers le monde." Voyons l'histoire: l'Européen Erasmus; le grand maître Rubens, le diplomate des cours européennes; et autres.

Il faut avouer qu'il y a eu des erreurs. Monsieur Van Haegendoren écrivit:

Nombre de radicaux ont fait de la politique, seulement en suivant leurs impulsions incontrôlées. Cela fut toujours un point faible.

Il va de soi, que beaucoup d'événements auraient pu être évités.

A l'avenir, le dynamisme, l'idéalisme et surtout la perception réaliste doivent aller de pair. Ainsi, le mouvement flamand est devenu un idéal très humain.

Octobre 1957.



ANNEXE V-E-1

LA FONDATION LODEWIJK DE RAET

- I. But et dirigeants de la Fondation
- II. La Fondation et l'éducation populaire
- III. Activités
  - a) Cours
  - b) Semaines d'études
  - c) Week-ends et journées d'étude
  - d) Voyages d'étude
  - e) Activités de ses représentants
  - f) Centre de documentation flamande
- IV. Organisation
- V. Publications
- VI. Analyse des syllabus traitant de la question linguistique
  - a) Les problèmes des communes périphériques de Bruxelles
  - b) La représentation de la Flandre à Bruxelles
  - c) L'enseignement néerlandais à Bruxelles



## ANNEXE V-E-1

### LA FONDATION LODEWIJK DE RAET

#### I. But et dirigeants de la Fondation <sup>(1)</sup>

La Fondation Lodewijk de Raet, institution reconnue d'intérêt public par arrêté royal en 1952, se trace pour mission de promouvoir par l'enseignement la culture populaire par rapport à des sujets culturels, sociaux, économiques et politiques. <sup>(2)</sup>

La présidence d'honneur y est assurée par l'essayiste flamand Max Lamberty, ancien professeur à l'Ecole militaire. Son oncle, traducteur parlementaire, fut l'initiateur de la culture flamande selon les méthodes de l'université populaire et il légua son nom à l'organisme. <sup>(3)</sup>

Des personnalités éminentes du monde universitaire flamand, de la fonction publique et des affaires siègent au Conseil d'administration. La direction est assurée par Monsieur Maurits Van Haegendoren, historien, Conservateur des Archives du Royaume et ancien dirigeant des scouts catholiques. <sup>(4)</sup>

- 
- (1) Nos propos sont tirés de textes non publiés de la Fondation et du Courrier Hebdomadaire, C.R.I.S.P., n° 146.
  - (2) Les débuts de la Fondation se confondent avec le développement de l'université populaire en Flandre. L'université populaire s'est développée dans plusieurs pays sous divers vocables. Elle est d'origine danoise. En ce pays, on estime que près du tiers des jeunes gens de plus de 18 ans bénéficient de cet enseignement, surtout à la campagne. Le mouvement s'est développé aussi dans les autres pays scandinaves, Norvège, Suède et Finlande, puis en Allemagne, en Suisse, en Grande-Bretagne, au Canada et aux U.S.A. En Flandre, les tentatives faites avant la guerre ne fructifièrent qu'en 1950.
  - (3) Lodewijk de Raet (1370-1914) est reconnu comme l'un des éveilleurs de la conscience flamande. Il est considéré un précurseur de l'enseignement supérieur en langue néerlandaise et de l'orientation économique du mouvement flamand. Auteur d'un "Programme économique pour le mouvement flamand," il est à l'origine de la "Ligue commerciale flamande." C'est pourtant en tant que pionnier de l'éducation populaire que de Raet, collaborateur du nouvel Institut de Sociologie Sluyt, doit d'avoir laissé son nom à la Fondation.
  - (4) Monsieur Van Haegendoren est l'auteur de Noord-Zuid Verbinding, traitant des rapports entre les Pays-Bas et la Flandre, de De Vlaamse Beweging. Nu en Morgen (Le Mouvement flamand, aujourd'hui et demain), publié en trois tomes, de la brochure Le Mouvement Flamand, et de Vlaanderen, Eicende Partij!!!, un volume qui vient de paraître et est consacré à la problématique flamande actuelle.





La Fondation publie un bulletin d'information, Berichten.

## II. La Fondation et l'éducation populaire

A la suite de la misère et des difficultés économiques de la Seconde Guerre mondiale, nombre de personnes ressentirent en Flandre le besoin d'une éducation populaire adaptée à l'évolution sociale. La Fondation est devenue le catalyseur et la force motrice de cet aspect du renouveau social du peuple flamand.

L'université populaire flamande n'a pas choisi alors d'être une institution où l'on donnerait un enseignement supérieur aux adultes afin de meubler leurs heures de loisirs.<sup>(1)</sup> Elle diffère de l'English University Extension Movement, lequel offre une formation scientifique et organise des conférences dans divers domaines du savoir. La Fondation Lodewijk de Raet, tout en se reconnaissant le rôle d'une université populaire, s'occupe principalement des problèmes économiques, politiques et sociaux de la Flandre et des questions relatives à la culture flamande. Ces questions trouvent actuellement leur origine dans la situation linguistique et la division du travail en Belgique. Elles sont politiques, dans un sens large.

En assurant, par l'entremise de séminaires, de journées d'étude et de voyages, la formation de ceux qui seront appelés à former les cadres de la société flamande, la Fondation de Raet a tenté de fournir une solution à des besoins concrets au sein d'un peuple en évolution. Son œuvre s'apparente donc, en ce sens, à celles d'universités populaires, tout en différant d'elles. La Fondation n'est pas une école autant qu'un organisme de formation sociale. C'est ainsi que ses promoteurs conçoivent son rôle et orientent ses activités.

Les idées maîtresses de ce programme peuvent être résumées dans les thèses suivantes:<sup>(2)</sup>

Dans la société moderne, l'éducation populaire signifie bien plus qu'un emploi judicieux des loisirs. C'est la mission propre de l'œuvre de formation culturelle et sociale d'aider les personnes dans les divers problèmes qui se posent à eux, tant dans le domaine de leur vie en société

---

(1) De Stichting Lodewijk de Raet en de Vlaamse Volkshogerschool, Brussel, 1963, pp. 9-10.

(2) D'après des textes inédits de la Fondation.



qu'en ce qui concerne leurs besoins et intérêts personnels.

L'éducation populaire n'est pas une sorte de technique publicitaire visant, grâce à une information de qualité bien diffusée, à faire agréer des situations de fait ou des structures existantes. Bien au contraire, l'éducation populaire se doit de créer des possibilités de renouvellement dans tous les domaines et d'en baliser les voies. La nature conservatrice du peuple flamand doit faire place à l'acceptation des sciences et des techniques. La Fondation considère cette reconversion mentale comme un des aspects principaux de son activité.

La Fondation veut également mettre en lumière le rapport intime qui existe entre la prospérité matérielle et la santé spirituelle d'un peuple. Dans ce but, elle propose à la réflexion et à la discussion des problèmes très divers d'ordre politique, social et économique et les traite dans une perspective de culture générale. Les démocraties politiques, sociales et économiques sont fortement dépendantes de la démocratie culturelle, des forces spirituelles du peuple, ajoute-t-elle.

La nécessité de réaliser ces objectifs dans une société moderne interdit de considérer l'éducation populaire comme un espèce de charité spirituelle. La collaboration active de tous les participants ainsi que la structure démocratique des organisations sont déterminantes.

Un esprit de tolérance positive et une conception pluraliste de la vie en société sont indispensables pour que la société moderne et la Flandre en particulier puissent résoudre leurs problèmes. Pour réaliser ces buts, il est nécessaire d'organiser des rencontres et des discussions. Cette nécessité suffit à justifier la présence d'une institution indépendante, à côté d'organisations à tendances religieuses ou politiques, qui exerce des activités formatrices au profit de la jeunesse et de la masse. Il est évident que le champ d'activité propre aux groupements confessionnels ou politiques existants doit être respecté. Pour les cadres et les dirigeants éventuels, des rencontres pluralistes sont d'ailleurs une nécessité nationale.<sup>(1)</sup>

---

(1) Sous ce rapport, on doit souligner que la Fondation a commencé ses activités à un moment où les passions et les oppositions politiques en Belgique atteignaient un sommet. C'était en 1950, alors que la question royale venait d'être réglée. L'abdication du roi Léopold avait accentué les tensions entre les communautés flamande et wallonne et les divers partis politiques.





### III. Activités

En quinze années d'activité, la Fondation a pratiquement abordé la plupart des problèmes qui intéressent, en général, le développement de toutes les parties du pays flamand.

Quant à la méthode, selon le thème des activités, différentes commissions ou groupes de travail composés de spécialistes, sont mis à l'oeuvre. L'élaboration d'un plan de travail est, dès le départ, le résultat de rencontres.

Les cours en internat constituent l'essentiel du travail de la Fondation; ils sont sa raison d'être. Il est difficile de cataloguer ces activités si diverses et variées.

En simplifiant fortement on pourrait les reprendre sous les rubriques suivantes:

#### a) Cours

Les cours consacrés au Mouvement flamand furent particulièrement importants et l'on peut affirmer qu'ils ont contribué dans une très large mesure au réveil de la conscience flamande après la période d'hibernation qui suivit la Libération.

Les cours, qui durent cinq ou six jours, sont organisés de préférence dans un milieu tranquille et agréable, à la campagne. La formation personnelle des participants constitue l'objectif principal. Les participants ne peuvent être nombreux. Des groupes trop nombreux ne favorisent pas les discussions fertiles.

En général, chaque cours est consacré à un problème déterminé de la vie sociale, de la vie économique ou de la culture populaire.

Les participants cherchent à élargir leurs connaissances, à améliorer leur compréhension, à acquérir certaines techniques, à se former une opinion personnelle en écoutant ou en discutant des conférences informatives ou des comptes-rendus. Les participants s'entraînent par des exercices pratiques appropriés. La nature du thème influence évidemment la conception de chaque cours; tantôt il s'agira de conversation et de discussion, tantôt de faire et d'expérimenter. En tout cas, l'activité personnelle reste centrale.

Se rencontrer pour rechercher ensemble ou individuellement comment promouvoir la prospérité et le bien-être des Flamands, voilà le but essentiel de tous les cours.



Les cours d'entreprise, destinés à promouvoir la formation générale des cadres subalternes des entreprises, constituent une part importante de l'activité de la Fondation.

Dans le but de renouveler la culture populaire et afin d'activer la part de formation personnelle dans l'éducation, la Fondation consacre de nombreux cours à l'expression créatrice sous ses divers aspects.

Des enseignants et des dirigeants de mouvements de jeunesse constituent une partie importante du public des cours. Il va de soi, qu'un bon nombre de personnalités, qui sont actuellement au premier rang du mouvement flamand, y prennent une part active.

Quelques données statistiques  
pour la période 1950-1960

Cours concernant: <sup>(1)</sup>	1950-57	1958	1959	1960	1950-1960
Le mouvement flamand	8	1	--	1	10
L'éducation populaire	25	15	23	24	87
Problèmes socio-économiques	34	5	4	2	45
Problèmes agraires	3	--	--	--	3

b) Semaines d'études

Tandis que les cours sont destinés principalement à la formation active des participants, les semaines d'études sont surtout consacrées à l'étude d'un thème.

La rencontre des participants et leurs discussions doivent donc réellement amener le groupe à voir clair dans des problèmes, qui ne sont pas trop compliqués du point de vue scientifique, en raison d'oppositions d'intérêts ou de tendances se manifestant dans diverses couches de la population. <sup>(2)</sup>

---

(1) C.H., C.R.I.S.P., n° 146, 1962.

(2) La fondation recrutant ses membres et ses participants dans toutes les classes de la population, le degré de scolarité des membres n'est pas uniforme. Les sujets traités dans les cours ne peuvent pas être trop compliqués, ni être l'objet de divisions au sein du groupement selon l'idéologie ou l'intérêt local.



Les semaines d'études ont lieu, en principe, en internat. Il arrive cependant qu'on doive les organiser en semi-internat.

### c) Week-ends et journées d'études

Les week-ends et les journées d'études ont leur valeur propre puisqu'ils créent des occasions de rencontres et permettent la diffusion d'informations générales. Les considérations précédentes montrent néanmoins que la Fondation ne peut les considérer comme sa véritable tâche d'université populaire; elle y apporte cependant ses meilleurs soins parce que, grâce à de brèves rencontres, elle peut toucher un public plus large et plus âgé.

Afin de bien comprendre le sens des week-ends et des journées d'études, on doit faire une distinction de plus. La Fondation organise des week-ends répétés et des week-ends simples. Par week-ends répétés, il faut entendre une séquence d'une vingtaine de week-ends suivant un programme pré-établi. Les comités régionaux de la fondation mettent ces week-ends à la disposition des autorités régionales et locales. Ces réunions ayant lieu à l'extérieur des centres, on appelle ces programmes ceux de l'Université à la campagne.

Le programme judicieusement établi et la matériel visuel bien choisi contribuent à la réussite. Les travaux préparatoires sont d'ailleurs confiés à des notables de la région et, de cette manière, la Fondation s'assure leur collaboration.

Voici quelques thèmes de ces week-ends répétés:

- Développement industriel en Flandre,
- Orientation des études,
- Démocratie culturelle: l'éducation pour hier ou pour demain,
- L'aménagement du territoire,
- Politique du sol: la terre à tous - de la terre pour tous,
- Problèmes de l'administration des communes - collaboration intercommunale - petites communes rurales,
- Communes limitrophes des grandes agglomérations,
- Problèmes du logement,
- Avenir de la campagne flamande,
- Nouvelles structures des exploitations agricoles et horticoles,
- Pluralisme et tolérance,
- L'Europe et nous,
- Reconversion de la mentalité et de la vie sociale,
- L'activité culturelle dans les organisations et la commune,
- La culture populaire en Flandre,
- Le langage, le style, le comportement,
- Culture et élégance,





L'art d'habiter,  
L'habitation et les jeux de nos enfants,  
Acheter et vendre,  
Esthétique industrielle.

En plus des séquences de week-ends, la Fondation organise des week-ends simples ou journées d'études consacrés à la discussion d'un problème d'intérêt général ou régional. Bien souvent, ces activités ont provoqué une série d'initiatives étrangères à la Fondation, comme la constitution de comités culturels locaux ou régionaux ou la création d'organismes destinés à promouvoir l'expansion économique régionale. La Fondation a donc contribué à ces initiatives, sans pour autant s'engager dans le domaine de l'action directe ou de la politique.

#### d) Voyages d'étude

L'Université populaire organise également des voyages d'étude principalement aux Pays-Bas mais également en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France.

#### e) Activités de ses représentants

Au point de vue des problèmes linguistiques, M. Hemmerichs, collaborateur de la Radio-Télévision Belge, d'expression néerlandaise, et membre du Conseil Général de la Fondation, chargé des contacts avec les universités populaires en Allemagne et en Suisse allemande, a donné, fin 1960, au studio de Bâle, un programme d'une durée de 45 minutes sur la question linguistique en Belgique.

#### f) Centre de documentation flamande

Outre ces diverses activités, le secrétariat de la Fondation constitue également un centre de documentation flamande, plus particulièrement en ce qui concerne le Mouvement flamand au sens large de l'expression.

### IV. Organisation de la Fondation

Comme nous l'avons vu au début de cette analyse, la Fondation est une institution d'utilité publique officiellement reconnue, mais sans que son caractère privé en soit pour autant diminué. Elle ne peut cependant modifier les buts de son activité; son budget et ses comptes sont publiés



au Moniteur belge.<sup>(1)</sup> Il lui est interdit de recruter des membres.

Les moyens financiers de la Fondation proviennent de l'Etat, des gouvernements provinciaux et de nombreux conseils communaux ainsi que d'un certain nombre de grands organismes financiers, industriels ou commerciaux qui exercent leur activité en pays flamand.<sup>(2)</sup> La Fondation ne subit cependant aucune influence ni pression extérieure. Statutairement, le Conseil d'Administration assume l'entière responsabilité de ses activités. Le Conseil est composé de personnalités de tendances diverses. Un Conseil général consultatif (d'environ soixante membres) aide le Conseil d'administration par ses avis.

La gestion quotidienne de la Fondation est confiée à un bureau de sept membres. Une Commission centrale de programmation composée de onze membres, est responsable de l'établissement des programmes. En plus, des commissions de travail spéciales planifient les activités dans les différents secteurs. Enfin une vingtaine de comités régionaux s'occupent des activités régionales. Les membres de tous ces organes sont de tendances philosophiques et politiques variées.

## V. Publications

Les publications de la Fondation sont pratiquement inexistantes, à l'exclusion d'un petit bulletin ronéotypé, dont la distribution est restreinte, qui donne le programme des activités diverses, les syllabus de cours, les avis au sujet des conférences et week-ends d'étude.

Toutefois, pour ceux qui s'intéressent à la question flamande, la lecture des différents syllabus consacrés au sujet constitue un point de passage quasi indispensable pour la période de la Libération à nos jours. Nous examinerons brièvement trois de ces syllabus, qui ont été l'objet d'études à Bruxelles et à Anderlecht de 1962 à 1964.

---

(1) A titre d'information, les dépenses pour l'année 1962 se chiffraient à 4,310,102 fr. belges. De ce montant, 2,305,994 fr. belges furent payés par les cursistes et le reste par l'autorité d'Etat (le royaume, les provinces et les communes). Cf. De Stichting L. de Raet en de Vlaamse Volkshogerschool, Bruxelles, 1963, p. 43.

(2) Parmi les bailleurs de fonds, il faut ajouter également la Fondation pour les relations culturelles belgo-néerlandaises, belgo-anglaises, belgo-danoises et belgo-allemandes.





## VI. Analyse des syllabus traitant de la question linguistique

### a) Les problèmes des communes périphériques de Bruxelles

Le syllabus sur les problèmes socio-linguistiques des communes périphériques de Bruxelles fut publié à l'occasion de quatre différents week-ends. L'étude, dans les communes de Strombeek-Bever, Alsemberg, St. Stevens-Woluwe et Wemmel, en 1962 et en 1963. Les conférenciers principaux ont répété chaque fois leurs allocutions à ces réunions, par exemple, Monsieur Herman Baeyens, secrétaire du groupe flamand d'étude: l'Homme et l'Espace, qui donna une explication du développement autour de Bruxelles, et Monsieur Antoon Roosens, secrétaire général du Comité d'action flamande pour Bruxelles et la frontière linguistique, qui traita de la problématique générale des communes périphériques de Bruxelles.

Après les conférences, les autorités de la Fondation demandèrent aux bourgmestres des communes périphériques de donner un exposé sur leur propre commune, ce que tous les maires ont accepté de faire. Ainsi, on voit que chaque bourgmestre explique alors la situation socio-économique, historique, démographique et linguistique de sa commune.

Après les conférences générales et les discours des bourgmestres, des groupes de discussions traitèrent des problèmes spécifiques à chacune des communes. Nous n'allons pas approfondir ces aspects particuliers. Au point de vue socio-linguistique, quelques traits sont caractéristiques pour la majorité des communes périphériques, par exemple:

- Les communes périphériques sont caractérisées par une urbanisation accélérée, principalement dans les directions est et sud de la capitale.
- L'urbanisation se fait sans tenir compte suffisamment des normes modernes prévues par l'aménagement du territoire.
- L'urbanisation intense va de pair avec une évolution linguistique. La francisation se produit dans les zones résidentielles où les citoyens fortunés viennent s'installer. On constate qu'il existe alors une corrélation entre la francisation et l'aménagement des quartiers par les grands intérêts de la construction, d'une part, et l'invasion des quartiers par les membres des classes sociales supérieures, d'autre part.
- L'acculturation, dans le sens de la francisation, s'accroît à mesure que le nombre des immigrants augmente et à mesure qu'ils se situent dans les classes sociales les plus élevées.
- Les facteurs déterminants du processus d'assimilation et la façon dont la francisation s'accroît avec l'épanouissement périphérique, doivent être examinés plus exhaustivement. Le lieu de résidence des immigrants flamands ou le milieu semblent ne jouer qu'un rôle secondaire dans le



processus d'assimilation linguistique tandis que la langue de l'enseignement, du milieu de travail d'un des membres de familles, etc., sont des facteurs plus importants.

- Les conférenciers ont souligné la nécessité d'étudier ces questions et d'établir un plan du développement territorial en fixant le niveau optimum de l'agglomération bruxelloise, étant donné que le développement périphérique couvre déjà trois fois la superficie de l'agglomération officielle.
- Les conférenciers mirent également l'accent sur la nécessité de recherche sociologique sur les processus d'acculturation et d'assimilation, qui se produisent généralement au détriment des néerlandophones dans la région bruxelloise. Ils souhaitent que l'on étudie aussi les motivations et la capacité d'adaptation des nouveaux venus. Selon eux, la nécessité d'une immigration planifiée et contrôlée se présente. Cela implique que les autorités de l'agglomération s'occupent de fournir une information efficace, qu'ils s'occupent de planifier la construction et l'urbanisation des communes périphériques.

Il convient de signaler que les exposés faits pendant les périodes de la formation de la Fondation de Raet s'appuient assez fréquemment sur des recherches dont le sérieux est reconnu. Ainsi, les cours traitant de communes périphériques à Bruxelles comptent largement sur les études dirigées par le professeur Frans Van Mechelen au sein du groupe de recherche "L'Homme et l'Espace."<sup>(1)</sup>

b) La représentation de la Flandre à Bruxelles

i) Pourquoi d'abord ce colloque sur Bruxelles?

Dans la justification pour l'organisation de ce colloque, la Fondation Lodewijk de Raet explique et développe les thèmes et idées suivants:

Déjà depuis longtemps la capitale de Bruxelles forme un des problèmes centraux dans le mouvement flamand. Bruxelles, capitale de l'autorité civile et ecclésiastique, capitale du pouvoir financier, fut un centre par lequel la bourgeoisie francophone domina le pays. La frontière linguistique, qui est une frontière sociale s'y manifeste le plus clairement. La problématique est devenue encore plus forte par l'apparition des dernières dispositions légales sur les problèmes linguistiques.

Dernièrement, à cause des tensions aiguës, on ne réussit plus à approcher la réalité objectivement, étant donné que la question est trop

---

(1) Voir particulièrement: De Brusselse Randgemeenten. Conseil Culturel Flamand, Anvers, 1964.



chargée d'émotivité. C'est pourquoi les autorités de la fondation ont estimé que le temps était arrivé (1963, le temps de la création des lois linguistiques) de donner, aux intellectuels flamands et à tous ceux qui sont intéressés à ce problème, une information objective sur les vraies difficultés et les questions importantes de la capitale, qui doit être une capitale pour les deux communautés linguistiques. (1)

## ii) Les thèmes qui furent traités:

A titre d'information, nous citons ici tous les thèmes qui furent élaborés par les différents conférenciers:

- Le développement et la situation du problème "Bruxelles" (par M.A. Roosens, secrétaire du Comité d'Action pour Bruxelles et la frontière linguistique, secrétaire du Comité flamand pour Bruxelles).
- La position du problème (par M. Van Haegendoren, président de la Fondation Lodewijk de Raet).
- Le point de vue d'un Wallon de Bruxelles (par A. Wautier, délégué de la Fondation Charles Plisnier).
- La situation du fait et la situation légale (par H. Roosens).
- La culture néerlandaise et la vie paroissiale (par le Père J. Crick, professeur de religion et conseiller religieux de plusieurs groupements flamands).
- Le point de vue des francophones à Bruxelles (par M.-P. Herremans, politologue).
- Des aspects de l'urbanisation (par H. Baeyens, secrétaire du centre flamand d'étude "L'Homme et l'Espace").

## iii) Des propositions faites:

- Par le professeur Dr. Gerlo, professeur à l'Université Libre de Bruxelles et chargé de cours à l'Université d'Etat à Gand (de Bruxelles).
- Par M. J. Grootaert, avocat, ancien magistrat au Congo, président "Bruxelles Régional", "Mouvement pour les Etats-Unis d'Europe", président du parti de la Liberté et du Progrès, Section Woluwe St. Stevens (de Bruxelles).
- Par M. L. Lindemans, avocat, ancien député, administrateur du Comité flamand pour Bruxelles et du Secrétariat flamand à Bruxelles (de Bruxelles).

---

(1) Le syllabus était intitulé Vlaanderen te Brussel (La Flandre à Bruxelles) et publié lors du 227<sup>e</sup> cours de la Fondation L. de Raet, tenu à Hofstede, des 23 au 28 septembre 1963.







- Par M. W. Luyten, journaliste (de Berlaar).

iv) "La culture néerlandaise et la vie paroissiale à Bruxelles." <sup>(1)</sup>

Le Père Crick donne d'abord un aperçu général sur la connaissance du néerlandais et du français du clergé de la capitale et des communes qui forment l'agglomération bruxelloise. Il constate que dans la partie du nord-est de Bruxelles la situation linguistique est meilleure que dans les autres communes. On s'occupe, là au moins, des fidèles néerlandophones et presque toutes les églises sont plus ou moins bilingues. La majorité de vicaires ont le néerlandais comme langue maternelle. Vingt-six des trente-quatre curés sont nés en Flandre; onze étaient précédemment professeur ou directeur d'un collège flamand; environ une douzaine sont francophones. Quant aux messes néerlandophones, la situation est assez favorable dans certaines paroisses. Cependant, dans de nombreuses églises, les messes néerlandophones sont mises aux heures les moins favorables.

La situation est complètement différente dans le sud-ouest de la capitale. Soixante et un des soixante et onze curés sont, de priorité, francophones. Les deux tiers des curés sont nés en Wallonie ou dans l'agglomération bruxelloise et, aussi, les deux tiers ont été professeur ou directeur d'un collège francophone. Deux curés nommés récemment, sont pratiquement unilingues et ne comprennent pas les problèmes des fidèles flamands; ce dernier phénomène est d'ailleurs le cas de la plupart, car même les bilingues ne voient pas les faits linguistiques de façon objective, selon le conférencier en raison de leurs antécédents. Quelques paroisses cependant sont exemplaires au point de vue linguistique. Elles sont desservies par des religieux de couvents flamands. L'image contraire se dégage dans quelques paroisses, dont la paroisse à laquelle appartient la résidence royale. Le néerlandais y est le plus négligé. Ensuite, selon le Père Crick, sur un total de soixante-dix-sept messes le dimanche, il y en a vingt-deux qui sont néerlandophones mais, de ce nombre, cinq ont lieu à 6 heures ou à 6 heures 30, donc aux heures moins favorables.

Le conférencier analyse brièvement par la suite les causes principales de la situation défavorable faite au néerlandais dans la vie religieuse à Bruxelles. Dans le clergé, il voit une tendance à l'association

---

(1) Les conférences du Père Crick et de monsieur Wautier sont discutées à titre d'exemples.



avec les classes avantagées qui accordent la préférence au français. Chez les fidèles, il note un sentiment d'infériorité et une dévalorisation de l'idiome familial que l'école de langue française tend à accentuer.

Selon le Père Grick, les fidèles flamands dans l'agglomération bruxelloise s'éloignent par nécessité de plus en plus de l'Eglise parce qu'ils voient que leurs prêtres et l'Eglise en général font très peu à Bruxelles pour ceux qui ne parlent pas français. Les prêtres qui s'efforcent de parler néerlandais n'adoptent pas personnellement la culture néerlandaise et ceci crée une distance sociale entre le clergé et les fidèles flamands. Dans la série des conséquences, le Père Grick indique finalement que les attitudes du clergé dans la capitale ont sans aucun doute des conséquences néfastes sur les vocations au sein de la population flamande ceci, quand on sait que c'est en Flandre que le peuple est plus catholique et qu'on compte proportionnellement à la population, le plus de vocations.

v) "Le point de vue d'un Wallon de Bruxelles."

Nous nous permettons de reproduire quelques extraits, qui nous semblent les plus intéressants.

...~~Bruxelles~~ est une ville flamande! Et je dis bien est et non pas a été: je parle au présent. Cela est pourtant contesté - et vivement - par presque tous les habitants de Bruxelles, quelle que soit leur origine. Quant, en 1952, un groupe de fédéralistes flamands et wallons publia un manifeste, dans lequel il était dit notamment que Bruxelles était une ville "historiquement flamande", cela provoqua dans la presse bruxelloise de langue française un "tollé" général! Même ce mot "historiquement" que les rédacteurs avaient sans doute inséré par prudence, était de trop! Car les bruxellois ne veulent pas savoir qu'ils sont flamands; ils sont belges et rien d'autre. Il ne faut même pas leur rappeler qu'autrefois, on ne parlait dans leur ville que le flamand (ou, pour mieux dire, le brabançon). Quand Jules Destrée a proclamé en 1912 - suivi récemment par le hollandais Paardenkooper - "qu'il n'y a pas de Belges", il se trompait: il y a les bruxellois!

En parlant de langue parlée à Bruxelles, monsieur Wautier explique pourquoi il est d'avis que Bruxelles est encore une ville flamande, même si la plupart de sa population utilise le français.

Montons maintenant dans le train ou dans l'autobus. Le receveur vous adresse la parole en français, par habitude. Mais s'il se produit quelque incident sur le parcours, le même receveur entamera une discussion animée... en



flamand, presque toujours. Soit me dira-t-on encore, le petit peuple parle flamand: c'est la fameuse "sociale taalgreus" [frontière linguistique sociale] dont font parfois état les flamingants. Oui, sans doute cela est vrai. Mais il y a plus. Ecoutez autour de vous les conversations. Si vous les écoutez à une distance suffisante pour que vous n'entendiez pas clairement les mots que les gens prononcent, je vous défie de savoir reconnaître si les bruxellois parlent français ou flamand: leur accent est le même dans les deux cas. ... l'accent et les tournures de phrases des Bruxellois sont les mêmes, quelque soit le vocabulaire, français ou flamand, qu'ils utilisent. Littéralement, les Bruxellois ne parlent pas la même langue que les Wallons et que les Français... le français des Bruxellois, c'est du flamand traduit.

Après avoir expliqué brièvement le processus de francisation à travers la Flandre, le conférencier revient à Bruxelles où le phénomène du changement linguistique est un fait extrêmement important:

La minorité française de Bruxelles n'est devenue majorité que vers le milieu du siècle dernier. Jusqu'alors, Bruxelles et ses faubourgs possédaient certes une minorité "francophone" importante, peut-être même un peu plus importante que les autres villes flamandes, mais ce n'était toujours qu'une minorité. Mais, en 1830, Bruxelles est devenue la capitale d'un Etat dont la langue officielle unique était le français: depuis le décret du 16 novembre 1830, qui proclamait le français seule langue officielle de l'Etat belge, jusqu'à la loi du 18 avril 1898, la "gelijkheidswet" (loi d'égalité), l'unique langue employée en Belgique en justice et dans l'administration a été le français... Pendant 67 ans, par conséquent, toute la vie officielle belge s'est déroulée uniquement en français en particulier dans la capitale, qui était évidemment le centre administratif, politique et judiciaire de l'Etat. C'est ce qui explique que cette capitale, qui comprenait déjà une minorité française importante, a vu cette minorité française importante grandir jusqu'à devenir la majorité. ... ce phénomène de francisation a gagné les faubourgs d'abord, comme je viens de le dire, puis la campagne environnante, laquelle s'est de plus en plus urbanisée et où la proportion de "francophones" a donc augmenté de même, au point de devenir majoritaire également dans plusieurs communes autour de Bruxelles.

Le délégué de la Fondation Charles Plisnier entama ensuite la discussion d'un problème extrêmement délicat et présenta une vision wallonne du phénomène d'expansion de l'agglomération bruxelloise.





Ce qu'il faut, à mon avis, et c'est là, je pense, le problème essentiel, ce n'est pas arrêter l'expansion naturelle de l'agglomération bruxelloise, ... mais c'est d'obtenir des garanties contre la dénationalisation des Flamands et des Wallons qui viennent s'établir dans cette capitale en expansion.

Savoir jusqu'où il convient de laisser s'étendre celle-ci est donc, à mon sens, un problème assez secondaire. Je vous dirai que, personnellement, je suis assez partisan d'englober dans le district de Bruxelles-Capitale toutes les communes comprises dans la zone téléphonique de Bruxelles, qui s'étend de Vilvorde à Maransart et de Vossem à Enghien. ... Ce qu'il faut, c'est que dans cette zone, quelles qu'en soient les limites, chacun, Flamand ou Wallon, soit traité comme il le serait en Flandre ou en Wallonie même.

Un des points clés dans la problématique bruxelloise est sans doute l'enseignement, un aspect que le conférencier n'a pas négligé.

...je comprends parfaitement que les flamingants réclament l'ouverture d'écoles flamandes dans la zone de Bruxelles: ils ont tout à fait raison. De même, les Wallons réclament-ils l'organisation, dans cette même zone, d'écoles, où l'on apprenne à leurs enfants le français au lieu de leur désapprendre, comme j'ai dit tantôt que c'était le cas pour les miens. C'est pourquoi toutes ces écoles primaires, françaises et néerlandaises, doivent être strictement unilingues: qu'on apprenne convenablement le néerlandais aux petits Flamands avant de leur enseigner n'importe quelle autre langue. De l'avis des plus éminents pédagogues du monde entier, l'étude d'une seconde langue à l'école primaire entraîne beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages; encore ces avantages profitent-ils, la plupart du temps, uniquement aux éléments les mieux doués et à ceux qui évoluent dans un milieu familial favorable...

Le bilinguisme à l'école primaire est donc à la fois néfaste et anti-démocratique, puisqu'il défavorise surtout les classes les moins aisées de la population.

Finalement, il fait allusion au danger que la majorité puisse vouloir imposer sa volonté. Comme Wallon, il voit que les Flamands pourraient devenir les maîtres dans le pays, et retourner les rôles.

...les droits de minorité doivent être respectés: il est immoral d'user de la force que donne le nombre pour brimer les minorités... ...les Wallons, tant de Wallonie que de Bruxelles, n'acceptent pas



que la majorité flamande dispose du sort des populations de la périphérie bruxelloise ou de la vallée du Fouron... Les Wallons ont compris maintenant que les flamingants veulent réellement devenir les maîtres, non seulement en pays flamand, mais dans toute la Belgique... C'est pourquoi notamment les lois linguistiques récemment votées sont mauvaises, archi-mauvaises, en particulier, celle qui a officiellement pour objet de régler l'emploi des langues en matière administrative, mais qui déborde en réalité cet objet, puisqu'elle contient même des dispositions restreignant la liberté des entreprises privées.

Monsieur Wautier conclut son discours par la formulation de deux conditions qu'il trouve nécessaires à une paix véritable entre les communautés linguistiques:

Que l'on rende aux communes la liberté entière en matière d'emploi des langues.

Que l'on organise dans tout le pays, partout où le besoin s'en fait sentir, des écoles primaires unilingues, où l'enseignement sera donné uniquement en néerlandais pour les Flamands de langue néerlandaise, uniquement en français pour les Wallons et pour les autres Belges de langue française.

#### vi) Résolutions de la semaine d'étude "La Flandre à Bruxelles".

Bruxelles, originalement la capitale politique et administrative, est devenue en Belgique un complexe anormal de pouvoirs par une concentration exagérée sur les plans politique, administratif, financier et ecclésiastique. Cela signifie pour Bruxelles qu'elle dispose d'un monopole des fonctions dirigeantes et des positions les mieux rémunérées. Une conséquence de cette évolution est une division inégale de la prospérité et du pouvoir dans le pays. L'offre d'emplois cause, d'une part, un déplacement considérable de travailleurs quotidiennement et, d'autre part, une très grande immigration aussi bien de Flamands que de Wallons. Ce développement a eu lieu d'une façon complètement désorganisée aussi bien en ce qui concerne l'accroissement de la population que sa structuration, étant donné que l'évolution dans les régions périphériques est déterminée par l'intérêt privé issu de spéculations immobilières pratiquées par des intérêts professionnels dans la construction.



Dans le courant de ce développement, la population autochtone et les Flamands immigrés à Bruxelles furent francisés dans une très grande mesure. Cette francisation n'est pas due à la supériorité intrinsèque de la langue et de la culture françaises, mais à la pression socio-économique de la classe supérieure qui a adopté le français comme caractéristique extérieure de classe; ce phénomène ralentit la promotion sociale des néerlandophones. La francisation a une conséquence de désintégration dans la formation de la communauté et signifie un obstacle pour l'épanouissement personnel de l'individu. (On peut dériver cette conclusion des résultats des enfants flamands transférés dans des écoles francophones: notamment, 37% doivent doubler l'année dans les écoles francophones, contre 17% dans les écoles néerlandophones de l'enseignement primaire bruxellois.) En outre, la francisation empêche Bruxelles de remplir dignement son rôle de capitale.

Les conférenciers wallons, il appert, démontrent leur accord avec la vision qui fut exprimée au cours de cette semaine d'étude. Les Wallons s'opposent à une dénationalisation de leur peuple à Bruxelles tandis qu'ils promouvoient la dénationalisation des Flamands en affirmant leur appui de la liberté dans l'enseignement linguistique. La mentalité du Bruxellois francophone est celle de n'importe quelle classe supérieure qui réagit avec emportement contre la modification de ses privilèges. Ce fait, conclut-on, se manifeste très clairement dans la presse bruxelloise francophone.

La législation linguistique de 1932 s'est heurté inévitablement à la réalité sociale que nous venons d'expliquer ci-dessus. Celle de 1963 contient seulement quelques améliorations, mais elle ne suffit pas pour des points essentiels:

En matière d'enseignement, on a bien prévu des écoles, mais on n'a pas précisé de critères objectifs pour les peupler. D'autre part, on n'a pas prévu non plus la création d'un réseau flamand de crèches, d'écoles gardiennes et d'écoles de quartier dans l'agglomération bruxelloise.

En matière administrative, les Flamands subissent des proportions défavorables dans les nominations et le manque d'une date d'échéance pour atteindre une proportion plus favorable.





Le bilinguisme extérieur et la possibilité de créer des écoles francophones dans les six communes périphériques sont des portes ouvertes à la francisation continue.

Les francophones des communes périphériques disposent d'écoles à la périphérie de l'agglomération. Ils ne veulent pas envoyer leurs enfants à l'école communale pour des raisons de prestige social.

L'intérêt des agents d'immeubles et des entrepreneurs qui pratiquent la spéculation immobilière est déterminant dans la création du nouveau statut linguistique demandé par les communes périphériques. Ces spéculations permettent en outre aux riches bourgeois francophones d'acheter les terrains alors que les ouvriers flamands moins fortunés doivent voyager vers leur lieu de travail lointain. Les lois linguistiques, aussi restrictives qu'elles soient, ne sont pas en mesure d'atteindre le cœur du problème bruxellois, qui est un problème d'attribution du pouvoir socio-économique lors de l'urbanisation.

Une solution adéquate n'est apparue possible que par de profondes réformes de structures socio-économiques et étatiques. C'est dans cette optique que les participants aux semaines d'étude ont perçu des mesures à prendre, aussi bien dans une perspective belge unitaire que fédérale. Des mesures de déconcentration, planifiées et contrôlées par l'Etat, semblent nécessaires dans les deux perspectives politiques pour faire face à l'urbanisation; on prévoit aussi la nécessité de la démocratisation de l'enseignement, dans les deux langues à Bruxelles et la création d'une démocratie économique, où les citoyens et les ouvriers jouiraient de privilèges de co-gestion de l'entreprise. L'application des lois linguistiques actuelles et leur extension a semblé nécessaire aux participants pour le maintien de la formule unitaire.

#### c) L'enseignement néerlandais à Bruxelles<sup>(1)</sup>

L'enseignement néerlandophone dans la capitale a été l'objet d'un week-end d'étude en 1963. L'un des conférenciers, M. R. Dujardin, inspecteur de l'enseignement communal, intitula son propos, "Combattre l'acclimatation par des moyens légaux," alors que M. J. Vanoverstraeten intitula son texte,

---

(1) Georges Debra Studieweekende, 365<sup>e</sup> week-end d'étude, Fondation de Raet, Bruxelles, 5 et 6 octobre 1963.



"Promouvoir l'enseignement néerlandais à Bruxelles." Les groupes d'étude s'intéressèrent principalement aux thèmes suivants: l'inspection linguistique, la direction et l'organisation des écoles, le choix de critères objectifs pour déterminer le régime linguistique des élèves de Bruxelles. Nous nous bornerons à présenter ici un résumé de la première conférence, celle de monsieur Dujardin.

Les Flamands ne permettront pas qu'on puisse mettre en question l'égalité intrinsèque des cultures néerlandophone et francophone à l'intérieur de la Belgique, car la valeur d'une culture ne dépend pas du pouvoir politique d'un groupe culturel ou du nombre de ses membres.

Le danger d'acculturation est grand là où deux communautés linguistiques vivent en symbiose. Pour des raisons historiques, sociales, économiques et politiques, l'acculturation a représenté un danger pour les Flamands dans le Royaume et la Capitale. Cette situation leur est inacceptable et ils sont fort résolus à la combattre par des moyens légaux.

On doit attirer l'attention sur l'enseignement, car il produit la francisation des Flamands à Bruxelles. En égard à l'enseignement, les principes qui suivent doivent être formulés:

- i) La langue de l'enseignement doit être la langue maternelle de l'enfant. Il s'agit de la langue de culture et pas du parler familial si la famille est patoisante. Les responsabilités des parents et des instituteurs sont grandes à cet égard.
- ii) La détermination de la langue de l'élève doit être faite selon des critères objectifs. Le contrôleur de l'Etat et les parents doivent avoir droit de recours en justice à ce sujet. Les enfants venant de Flandre pour continuer leurs études doivent le faire en néerlandais, ceux qui viennent de Wallonie, en français. Ceux qui fréquentent à Bruxelles l'école pour la première fois doivent se voir attribuer à un régime selon la langue de la région d'où les parents proviennent, la langue de la région habitée par les parents à la naissance de l'enfant, la langue du lieu de naissance des parents. La déclaration d'un choix linguistique n'est souhaitable que si les parents et l'enfant sont nés à Bruxelles.
- iii) Un choix par déclaration doit s'effectuer selon des critères, comme l'ascendance des parents, la langue de leur propre scolarisation ou de leur fonction. La déclaration n'est pas, en ce sens, un libre choix ou une déclaration de préférence.
- iv) Le contrôle linguistique doit être fait sans équivoque. L'exactitude de la déclaration doit être vérifiée par l'inspecteur linguistique.





Ce fonctionnaire doit être en mesure de vérifier l'authenticité des renseignements fournis. Il doit disposer du temps et des moyens pour consulter les sources dont les renseignements sont tirés: registre de l'état civil, documents ayant trait à l'emploi du père, etc. Les parents devraient faire la déclaration linguistique dès que l'enfant atteint l'âge de 2 ans, afin de permettre les vérifications requises. En cas de contestation, la déclaration doit être soumise à un jury paritaire. Il faut créer un corps suffisant de fonctionnaires pour assurer un contrôle adéquat en ce domaine.

v) Le nombre des écoles, leur administration, le personnel, l'équipement matériel et didactique, doivent promouvoir l'égalité des deux communautés linguistiques de la Capitale au plan scolaire. L'Etat doit intervenir si les autorités locales négligent de fonder les écoles qui rendraient chaque enseignement également accessible. Les institutions doivent être créées à temps pour répondre au besoin. Leur administration, leur direction et leur inspectorat doivent être séparés selon le régime linguistique. Le personnel doit avoir une très bonne connaissance du néerlandais afin de combattre l'acculturation. Les petits nombres ne sauraient justifier un enseignement moins efficace par le regroupement des élèves de plusieurs niveaux en une classe.

vi) On doit veiller à ce que l'enseignement de la langue seconde, en ayant lieu à un moment inapproprié ou en étant trop considérable, ne nuise pas à celui de la langue maternelle et ne favorise pas l'assimilation. Ce n'est que vers l'âge de 12 ou 13 ans que l'enseignement de la langue seconde devrait débiter.

Le conférencier rappelle ensuite la teneur des lois actuelles concernant l'enseignement. La langue de l'enseignement est celle de la région. A Bruxelles, l'enseignement se donne dans la langue maternelle. Les élèves qui ont commencé leurs études doivent les poursuivre dans la même langue à Bruxelles. Ceux dont les parents habitent en province doivent poursuivre à Bruxelles leurs études dans la langue de la région habitée par les parents. C'est pour les autres cas que la Loi prévoit la déclaration linguistique. Le contrôle de la poursuite des études dans la langue appropriée est prévu par l'inspectorat linguistique. Des arrêtés d'exécution sont encore requis, pour rendre les lois linguistiques applicables et le contrôle de leur application effectué. La Loi prévoit la création d'écoles néerlandophones d'Etat, elle précise que la direction et l'inspectorat doivent être séparés par régime linguistique et elle fixe le nombre d'heures accordé à l'enseignement du français à Bruxelles dans les écoles néerlandophones, trois heures par semaine au 2<sup>e</sup> degré et cinq heures aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés.





ANNEXE V-E-2<sub>p</sub>

COMITE DIRECTEUR ET CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA FONDATION LODEWIJK DE RAET

La Fondation Lodewijk de Raet a été fondée le 9 juillet 1952 et les statuts ont été publiés au Moniteur du 19 octobre 1952.

Membres du Comité directeur:

Lamberty, Max	Professeur de sociologie à l'Ecole Militaire.
Van Haegendoren, M.	Conservateur aux archives du Royaume.
Baeyens, H.	Commission bancaire.
Van Waterschoot, J.	Bureau de Programmation.

Membres du Conseil d'administration:

De Cock, P.	Ecole Européenne de Luxembourg.
Van Hove, L.	Agronome, Louvain.
Van Isacker, K.	Professeur à St-Ignace, Anvers.
Jorissen, W.	Professeur Athénée de Hal, Secrétaire général de la Volksunie.
Melis, W.	Avocat, St-Nicholas.
Merecy, R.	Directeur de l'Ecole Normale de Lierre.
Potargent, P.	Institut National du Logement.
Rock, P.	Chef de Cabinet du Ministre Van Elsenlande.
De Vos, H.	Inspecteur général de l'Instruction publique.

Parmi les autres membres de la direction, citons les personnalités suivantes qui, avec d'autres personnalités, représentent toutes les facettes de l'opinion publique flamande:

Couvreur, W.	Professeur à l'Université de Gand et co-fondateur de la Volksunie.
Lambrechts, P.	Ancien Recteur de l'Université de Gand.
Van Mechelen, F.	Président de la Ligue des Familles Nombreuses.
Neirynck, M.	Ancien Secrétaire du Centre Harmel.
Pee, W.	Professeur à l'Université de Gand.
Schmoock, G.	Directeur de la Bibliothèque d'Anvers.



## ANNEXE V-F

### FONDTIONS CULTURELLES FLAMANDES:

#### LE DAVIDSFONDS, LE WILLEMSFONDS, LE VERMEYLENFONDS

#### Note préliminaire

Trois fondations, Davidsfonds, Willemsfonds et Vermeylenfonds, s'intéressent à promouvoir la culture flamande.<sup>(1)</sup> Elles ont une grande influence. Leurs interventions, directes et indirectes, ont été très nombreuses dans la politique linguistique en Belgique et elles semblent avoir reçu l'appui du peuple flamand.

Le Davidsfonds est le plus important des trois organismes. Comme ils ont tous trois à peu près le même but, assurer "le développement culturel de la Flandre et la défense des intérêts flamands", nous ne discuterons en détail que de l'oeuvre de l'un d'eux, le Davidsfonds.

#### I. TROIS ASSOCIATIONS CULTURELLES

##### A. Le Davidsfonds

##### 1. L'Association

Le Davidsfonds est une association catholique flamande de caractère purement culturel, créée en 1875 dans le but de promouvoir le développement universel du peuple flamand et la défense de ses intérêts. Le nom du Davidsfonds provient de l'emprunt de celui de son promoteur, David, un des intellectuels qui, ayant reçu sa formation sous la domination néerlandaise, a aidé à fonder en Flandre des sociétés linguistiques par exemple: Maatschappij ter bevordering der Neder-Duitse taal en letteren (Société d'avancement de la langue et des lettres néerlandais-germaniques) et De taal is gansch het Volk (La langue est le peuple tout entier).<sup>(2)</sup> Apolitique, l'association est ouverte à tous les Catholiques flamands.

---

(1) Courrier Hebdomadaire, C.R.I.S.P., no 52, Bruxelles, 1960.

(2) Poukens, J.B., s.j., Geschiedenis van België; "Eerste tekens van bewustwording." Librairie Standaard-Boekhandel; Anvers, 1955, p. 262.



## ANNEXE V-F

### FONDATIONS CULTURELLES FLAMANDES:

#### LE DAVIDSFONDS, LE WILLEMSFONDS, LE VERMEYLENFONDS

#### Note préliminaire

##### I. TROIS ASSOCIATIONS CULTURELLES

- A. Le Davidsfonds
  - 1. L'Association
  - 2. Ses activités
  - 3. Son influence
- B. Le Willemsfonds
  - 1. L'association
  - 2. Son but
  - 3. Ses activités
- C. Le Vermeylenfonds

##### II. LE DAVIDSFONDS DANS LE MOUVEMENT FLAMAND

- A. Rôle joué dans la lutte linguistique en 1963
  - 1. L'année 1963, époque d'une nouvelle législation linguistique
  - 2. Quelques réalisations
- B. Le congrès du 13 septembre 1964
  - 1. Le Davidsfonds et la formation culturelle
  - 2. Programme flamand du Davidsfonds
    - a. continuation de l'action
    - b. résumé du programme flamand
      - i) Le terme "Flamand"
      - ii) L'autonomie culturelle
      - iii) La politique socio-économique
      - iv) Bruxelles et la frontière linguistique
- C. Aperçu des activités flamandes en 1964
- D. L'année 1965
  - 1. Résultats d'une enquête sociologique
  - 2. Organisation d'un débat sur l'autonomie culturelle et le fédéralisme
  - 3. Déclaration du Davidsfonds relative à la revision de la Constitution
  - 4. Lettres du Davidsfonds aux autorités compétentes
  - 5. Déclaration linguistique en collaboration avec le Willemsfonds et le Vermeylenfonds





## 2. Ses activités

En vue de remplir son objet social, le Davidsfonds s'occupe de la publication de livres et de chansons, de la création de bibliothèques, de l'encouragement de jeunes talents littéraires, de l'organisation de concours de rédactions et du bon usage d'une langue correcte.

Ses sections locales sont fort nombreuses. On en compte dans la plupart des communes du pays flamand. Souvent fort dynamiques, elles organisent des conférences et des séances musicales, des représentations de pièces théâtrales et de films, des excursions, des séminaires d'études, des cours, etc.

Les membres peuvent assister gratuitement ou à prix réduits aux différentes manifestations. Ils ont droit à trois livres de la "Gulden Reeks" (Collection dorée).

Le Davidsfonds publie un périodique "De Belleman" (le Sonneur).

## 3. Son influence

Comme contrepoids au Willemsfonds libéral, association qui a joué un rôle important de 1862 à 1883, le Davidsfonds, catholique, a rapidement dépassé son concurrent et a présentement une grande influence sur la population flamande.

## B. Le Willemsfonds

### 1. L'Association

Quoique les statuts du Willemsfonds affirment que cette association est indépendante des partis traditionnels, elle groupe principalement en son sein des Flamands d'opinion libérale.

### 2. Son but

Son but est l'encouragement de l'étude et de l'emploi de la langue néerlandaise. La tendance de cette association est donc double: flamingante et libérale.

### 3. Ses activités

La section de Bruxelles, plus connue et particulièrement active, offre des cours de langue, une école commerciale, un enseignement supérieur populaire créé en 1880 et reconnu par l'Etat et la province; elle maintient



une bibliothèque publique et une bibliothèque spécialisée; elle organise des conférences et des soirées artistiques.

Au début de son existence, au siècle dernier, le Willemsfonds a joué un rôle considérable dans la lutte flamande surtout avec la collaboration des associations étudiantes, dont en 1862, "t Zal Wel Gaan" (Ça ira) qui stimula beaucoup alors le Willemsfonds. (1)

### C. Le Vermeylefonds

Association d'obédience socialiste, quoique ses statuts affirment qu'elle se place en dehors de toute politique partisane, le Vermeylefonds oeuvre pour le relèvement de la pensée flamande sur le plan de la vie culturelle internationale en s'inspirant de l'esprit d'August Vermeyle. Il ne faut d'ailleurs pas confondre le Vermeylefonds et l'August Vermeylekring, un club de socialistes flamands qui se réunissent à Bruxelles pour entendre des conférences.

## II. LE DAVIDSFONDS DANS LE MOUVEMENT FLAMAND

### A. Rôle joué dans la lutte linguistique en 1963 (2)

#### 1. L'année 1963, époque d'une nouvelle législation linguistique

Les activités du Mouvement flamand ont été récemment celles du Vlaams Aktiekomitee voor Brussel en Taalgrens (Comité de l'action flamande pour Bruxelles et la frontière linguistique) dans lequel étaient représentées quelque cinquante associations, dont le Davidsfonds qui y a joué en particulier un rôle très important dans la lutte pour la nouvelle législation linguistique. M. E. Amter, secrétaire général du Davidsfonds, présidait le Comité du V.A.K. (3) La participation du Davidsfonds ne fut pas médiocre, selon l'article du journal hollandais Nieuwe Tilburgse Courant du 14 février 1963:

- 
- (1) Poukens, J.B., s.j., Geschiedenis van België; "Uitbreiding der beweging". Librairie Standaard-Boekhandel; Anvers, 1955. p. 262.
  - (2) Davidsfonds, Verslag over het dienstjaar 1963 van het Davidsfonds. 13 septembre 1964. p. 94 et suivantes.
  - (3) Vlaams Aktiekomitee voor Brussel en Taalgrens.



Il est très clair et évident maintenant que le Davidsfonds peut être considéré comme un grand agitateur flamand, non seulement sur le plan culturel, mais aussi sur le plan politique. On peut difficilement imaginer le Mouvement flamand — surtout dans la période d'après-guerre — sans penser à l'action du Davidsfonds qui a joué un rôle très important aussi bien pour la flamandisation de la vie économique, que pour la fixation de la frontière linguistique. L'intervention du Davidsfonds et son influence deviennent de plus en plus considérables.

Mais l'intervention du Davidsfonds et des autres associations flamandes n'a pas pu empêcher que les nouvelles lois linguistiques, tout en comprenant des dispositions qu'elles jugeaient favorables (la néerlandisation de la vie politique), comptent aussi des dispositions dont elles désapprouvèrent (les facilités administratives et l'enseignement en français dans les six communes bruxelloises de la périphérie, dans nombre de communes le long de la frontière linguistique, à Louvain, Ostende, Bourg-Léopold, Mol et ailleurs). De là, une conclusion du Congrès du Davidsfonds: "Le Davidsfonds affirme que cette association n'acceptera jamais que les exceptions anti-démocratiques et anti-sociales continuent d'exister et nous promettons d'utiliser tous les moyens légaux pour faire disparaître les privilèges de caste."

## 2. Quelques réalisations

La concentration de l'action flamande au sein du Comité d'action flamand pour Bruxelles et la frontière linguistique et autour de la nouvelle législation linguistique, eut pour conséquence, d'autre part, que les autres aspects du Mouvement flamand furent un peu négligés en 1963, même par le Davidsfonds.

On peut noter cependant la cessation des sermons en français dans les églises anversoises, attribuable à l'action régionale du Davidsfonds de la province d'Anvers.

En août 1963, Monseigneur Jules Victor Daem, évêque d'Anvers, décida d'abroger définitivement les sermons en français dans les paroisses du Saint-Esprit et de Saint-Joseph. Ils ne furent plus offerts que dans quelques chapelles privées anversoises.







Les différentes sections du Davidsfonds participèrent aux manifestations de Wemmel (22.6.63) et de Wezembeek-Oppeem (29.6.63). Ces manifestations furent organisées par le Comité d'Action flamande pour Bruxelles et la frontière linguistique en vue de protester contre les projets de lois linguistiques du gouvernement.

Devant des autorités compétentes, une plainte fut déposée contre les contraventions des lois linguistiques par la ville de Blankenberge et par le service cinématographique auprès du ministère de l'Education nationale et de la culture.

Les revues Belleman et Leiding publièrent nombre d'articles sur les activités des régions et des districts du Davidsfonds dans le cadre de l'action flamande.

On stimula l'achat des drapeaux portant le lion flamand, la participation aux festivals de chansons et au pèlerinage de l'Yser.

Le Davidsfonds publia régulièrement des articles dans les journaux au sujet de la lutte flamande.

La section de Watermaal-Bosvoorde lança un concours de composition sur le sujet "Comment Bruxelles deviendra-t-elle une capitale réellement bilingue?" Ce concours fut encouragé aussi par l'administration centrale du Davidsfonds.

L'administration centrale attribua également des subsides, entre autres, à des initiatives externes à l'association du Davidsfonds, en particulier:

- à la bibliothèque ambulante pour les Flamands de Wallonie,
- à la seizième journée franco-flamande de Waregem,
- à la fondation Lodewijk de Raet,
- à une action flamande à Overmaas et à Bruxelles,
- au 36e Congrès néerlandais d'Anvers,
- au comité de pèlerinage de l'Yser (80,000 fr.)

Pour la reconstruction de la Tour de l'Yser, le Davidsfonds a déjà versé un montant de 792.764 fr. (+ 15,855 dollars américains).

Pour l'année 1963, il faut noter encore que des sections du Davidsfonds, dans les régions francophiles comme Bruxelles et aux alentours de la capitale, ont joué un rôle très dynamique en 1963.



## B. Le congrès du 13 septembre 1964 (1)

Parmi les congrès annuels, en ce qui concerne les activités et les principes du Davidsfonds, le congrès de 1964 est très éclairant. Après avoir rappelé le but général de l'association, le Davidsfonds explique plus en détail son attitude et son point de vue au sujet de certains points importants de la lutte flamande.

Quant au but général de l'association, (2) le Davidsfonds a souligné surtout le double caractère de l'organisme: le Davidsfonds se définit d'abord comme une organisation d'éducation populaire, qui est intégrée dans le Mouvement flamand. Dans cette perspective, il considère sa tâche extrêmement importante, celle de la formation culturelle. En même temps, le Davidsfonds croit devoir assurer la défense de tous les intérêts flamands, dont la lutte flamande.

### 1. Le Davidsfonds et la formation culturelle

En égard à la question flamande, la participation du Davidsfonds à la formation culturelle tente d'éliminer le retard des Flamands. Selon le Davidsfonds, ce retard est en effet plutôt relatif et il peut être vaincu assez facilement.

Dans le passé, l'éducation populaire s'efforçait surtout d'introduire la science et la formation artistique. (3)

Présentement, la formation socio-culturelle moderne a étendu son champ d'action et considère l'homme dans toute l'intégrité de ses problèmes.

La réalisation de la valorisation de la force spirituelle du peuple est le "devoir irremplaçable" du Davidsfonds dans le mouvement flamand contemporain. (4)

(1) Verslag over het Kongres 1964 van het Davidsfonds, Davidsfonds, Louvain, 1964, pp. 11-31.

(2) Cf. plus haut.

(3) Par la vulgarisation des principes scientifiques élémentaires; quant à la formation artistique, on pense surtout à l'encouragement de pièces de théâtres, de festivals de chansons et d'activités semblables.

(4) Par exemple, par la découverte et l'encouragement de jeunes artistes, écrivains, l'organisation de réunions culturelles à travers la Flandre.





Selon le Davidsfonds, l'éducation populaire resterait incomplète si elle évitait les problèmes délicats et difficiles. L'atmosphère et la mentalité du Davidsfonds doit être démocratique et le fonctionnement doit s'orienter vers l'activité propre de ses membres. Le Davidsfonds doit s'intéresser aux problèmes et difficultés de ses membres et les aider.

Comme institution de formation culturelle, le Davidsfonds ne néglige pas l'intégration néerlandaise,<sup>(1)</sup> un aspect extrêmement important pour l'existence même et l'épanouissement et la culture néerlandaise en Europe.

## 2. Programme flamand du Davidsfonds

### a. continuation de l'action

Selon ses statuts, le Davidsfonds peut utiliser tous les moyens qui ne sont pas opposés à la morale catholique pour l'épanouissement socio-culturel flamand. A l'occasion du congrès de 1964, on précisait que la participation du Davidsfonds dans la lutte ethno-linguistique peut être poursuivie, comme dans le passé par les recommandations faites au pouvoir législatif, au gouvernement, aux autres instances compétentes; la collaboration avec d'autres organismes en dehors des partis et en dehors de toute politique; la communication d'informations à ses membres et à la population concernant les obligations des parlementaires ou des personnalités au pouvoir; la communication des renseignements aux députés au sujet des plaintes et des désirs de la population.

Toutes ces activités doivent se développer, non seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan régional et local.

### b. résumé du programme flamand

Dans les circonstances actuelles et dans un avenir très prochain, le Davidsfonds se sent obligé de formuler, in concreto, les exigences minimales suivantes:

#### i) Le terme "Flamand"

La réalité du terme Flamand doit être reconnue dans le droit public belge. Chaque Belge doit "de jure" appartenir à l'une ou à l'autre communauté linguistique et culturelle, cela d'après son domicile. Pour l'agglomération de Bruxelles, il faut des critères spéciaux.

---

(1) En relation avec les Pays-Bas.





## ii) L'autonomie culturelle

Il y a une différence essentielle et juridique entre "autonomie culturelle"<sup>(1)</sup> et le "pouvoir d'administrer les affaires culturelles soi-même".

Le pouvoir d'administrer les affaires culturelles soi-même est trop modeste et se situe seulement sur le plan de l'exécution. Dans cette perspective, on a déjà entamé la division du Ministère de l'Education nationale et de la Culture. Jusqu'à maintenant, on s'est limité aux beaux-arts, à l'éducation populaire et aux mouvements de jeunesse. Le champ de l'autonomie culturelle est beaucoup plus large; il inclut la possession de sa propre législation, son propre pouvoir ministériel, ses propres sources de financement.

L'autonomie culturelle signifie également pour chaque communauté le pouvoir souverain de disposer librement des crédits et subsides de l'Etat et elle suppose la division des fonctions ministérielles pour les affaires suivantes:

- a) les mesures adéquates pour obtenir un développement maximal de l'aptitude intellectuelle des enfants flamands, afin d'atteindre un niveau de scolarité qui devrait déjà être atteint;
- b) la législation linguistique, son contrôle et celui des sanctions applicables aux régions flamandes, aux Flamands à Bruxelles et aux Flamands du secteur de la fonction publique;
- c) la législation linguistique par rapport à la vie économique;
- d) la participation paritaire des Flamands à la direction des organisations reconnues d'intérêt public ou auxquelles l'Etat donne des subsides et dont le rayonnement des activités s'étend à tout le pays (Croix Rouge, Sabena, Institutions pour l'avancement des sciences, etc.);
- e) tous les problèmes d'enseignement (comme le "modus vivendi" du pape scolaire) et surtout les modifications du programme scolaire afin de tenir compte de la situation et des besoins flamands;
- f) les beaux-arts, l'éducation populaire, l'éducation de la jeunesse;
- g) les affaires provinciales et communales, la division judiciaire, la magistrature, le notariat et les affaires linguistiques en matière judiciaire;

---

(1) Autonomie (auto-nomie): veut dire l'indépendance dans la création de ses propres lois.



- h) la santé publique, la politique familiale, l'urbanisation et les travaux publics;
- i) le domaine de la politique scientifique, dans ce sens que les grands organismes auxquels l'Etat donne des subsides (la Fondation universitaire, les Fonds pour la recherche scientifique, le Fonds de recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture) doivent représenter à 50% les Flamands. [Dans ces organismes, les crédits doivent être alloués en tenant compte des effectifs scientifiques flamands et wallons en Belgique.]

A titre de résumé, tous les budgets, en ce qui concerne les points précédents, doivent être divisés globalement au prorata du nombre des Flamands et des Wallons en Belgique.

L'autonomie culturelle doit donc rendre possible l'épanouissement total de la culture néerlandaise de la Flandre.

Finalement, il doit être possible de manifester et de faire connaître la culture néerlandaise à l'étranger.

### iii) La politique socio-économique

Le Davidsfonds propose une division plus juste du revenu national pour les intérêts économiques de la Flandre. Etant donné que les problèmes économiques n'appartiennent pas aux champs d'activités de l'association, l'association ne propose aucune mesure concrète. Toutefois, le Davidsfonds encourage et propose à ses sections d'organiser des réunions pour discuter et donner des informations, autant que possible, sur les problèmes économiques flamands qu'il considère très compliqués (démocratie économique, tâches et possibilités des entreprises privées, réforme des structures, nationalisation, ainsi de suite).

Le Davidsfonds salue la future intégration européenne, mais désire que l'unité économique de la Belgique soit poursuivie.

Toutefois, cette unité ne peut pas empêcher le développement régional de l'agriculture et de l'industrie.

La création des usines et des entreprises doit être protégée par l'autorité de l'Etat et la localisation doit être décidée selon les besoins.

Le Davidsfonds ne se prononce pas sur les avantages et les désavantages des diverses modalités de l'intervention de l'Etat dans certains cas, d'une part, et sur l'importance de l'initiative privée, d'autre part.





Toutefois, le Davidsfonds croit bon d'ajouter une note relative à l'exploitation de l'énergie nucléaire. L'énergie nucléaire est un produit du génie de l'homme en général. Dans ce sens, les efforts sont de toute la communauté. En particulier, les institutions nucléaires à Mol <sup>(1)</sup> ont déjà prouvé que l'exploitation de l'énergie nucléaire faite au centre de recherche dans cette région a changé considérablement la situation socio-culturelle. Etant donné l'importance de cette institution, le Davidsfonds affirme que l'exploitation de l'énergie nucléaire ne peut pas être confiée à l'initiative privée. Dans une Belgique démocratique, cette recherche doit être la responsabilité de l'Etat.

#### iv) Bruxelles et la frontière linguistique

Déjà délimitée au défaveur des intérêts flamands, la frontière linguistique pose encore nombre de problèmes; les dispositions légales ne sont pas appliquées à Mouscron, aux Fourons et au secteur de l'enseignement le long de la frontière linguistique.

Une présence égale des cultures française et néerlandaise dans la capitale est une condition sine qua non pour le développement de la culture néerlandaise et pour l'existence de l'Etat belge.

Tenant compte de la minorisation sur le plan socio-culturel de la communauté flamande et la mentalité anti-flamande des francophones bruxellois, la langue néerlandaise et les Flamands doivent être protégés contre le phénomène de l'acculturation.

Il faut, selon le Davidsfonds, que tous les habitants de Bruxelles soient identifiés en tant que Flamands ou Wallons: les immigrants selon des critères objectifs et ceux qui sont bruxellois de naissance selon leur libre choix.

Le Davidsfonds s'oppose à l'expansion bruxelloise déréglée et exige une urbanisation, une planification territoriale qui protège l'homogénéité du pays flamand.

Le Davidsfonds demande aux syndicats de protéger les ouvriers flamands à Bruxelles.

---

(1) On sait que le seul centre nucléaire de Belgique se trouve dans le pays flamand. Mol est situé dans la province du Limbourg.





En tant qu'association flamande catholique, le Davidsfonds souhaite que l'Eglise utilise la langue du peuple dans la liturgie. De plus, dans le cadre de l'intégration culturelle, la standardisation des prières entre le Nord et le Sud est souhaitable. A Bruxelles, le clergé doit s'occuper davantage des Flamands, qui jusqu'à maintenant étaient fort négligés dans toutes les paroisses, en ce qui concerne la vie religieuse. Finalement, le Davidsfonds est d'avis que la coïncidence des circonscriptions ecclésiastiques -- y compris celles des évêchés -- avec la frontière linguistique et les limites administratives, serait de nature à favoriser la vie religieuse.

#### C. Aperçu des activités flamandes en 1964 (1)

Dans une atmosphère de "gentlemen's agreement" au début de 1964, le Davidsfonds a collaboré anonymement, comme les autres associations flamandes d'ailleurs, au Comité d'action flamande pour Bruxelles et la frontière linguistique. Comme membre de ce comité, le Davidsfonds a donné un montant d'au moins 10,000 fr.

Vers la fin de l'année 1964, il devenait de plus en plus clair que le Comité flamand avait eu ses beaux jours. (2) A ce moment-là, le Davidsfonds reprit davantage contact avec les autres associations flamandes, comme le Willemsfonds et l'August Vermeylenfonds, avec lesquelles il avait déjà beaucoup collaboré dans le passé.

Pour ce qui est de subsides, le Davidsfonds a aussi aidé la Semaine flamande de Kampen (Pays-Bas), initiative dont le Davidsfonds accepta aussi d'être membre d'honneur.

Le Davidsfonds contribua aussi à des subsides au Komitee voor Frans Vlaanderen (Comité pour la Flandre française); ensuite, des subsides au comité de pèlerinage de la Tour de l'Yser (75,000 fr. = 1,500 dollars américains). A la fin de 1964, le Davidsfonds a donné un montant total de 867,764 fr. (17,355 dollars américains) pour la reconstruction de la Tour de l'Yser. Il est intervenu financièrement au 36e Congrès néerlandais.

---

(1) Verslag over het dienstjaar 1964 van het Davidsfonds, Davidsfonds. Louvain, 1964. p. 68 et suivantes.

(2) Le Comité d'action flamande pour Bruxelles et la frontière linguistique n'existe plus. Ce comité fut créé intentionnellement comme groupe de pression flamande lors de la création des nouvelles lois linguistiques de 1962 et de 1963, comme nous l'indiquons plus haut.



Il a donné aussi un certain montant à la Fondation Lodewijk de Raet et au Werkgemeenschap voor Vorming en Dokumentatie (Société de travail pour la formation et la documentation) à Gand. Aux élèves du cours secondaire qui sont lauréats au cours néerlandais, un total de 154 colis de livres furent également donnés: pour cette action, le Davidsfonds a donné un total de 20,044 fr. (400 dollars américains).

Le Davidsfonds a encouragé la participation des membres de son association à la manifestation contre le passage d'une partie importante de la commune d'Overijse à la Wallonie, comme conséquence du clivage de la frontière linguistique. Cette manifestation fut organisée par le comité des communes périphériques de Bruxelles.

Le Davidsfonds approuvait le mémoire du Mouvement populaire flamand relatif à l'emploi des langues et aux nominations au centre nucléaire à Mol. Il condamna comme anti-chrétienne et inhumaine, la loi qui prévoyait la prolongation des poursuites pour les présumés délits de guerre (le lex Degrelliana).

L'administration centrale du Davidsfonds aidait la section de la commune de Wezenbeek-Oppem dans ses efforts pour la néerlandisation de son église.

Le "Dossier Belgique" est une série d'émissions télévisées qui ont été beaucoup critiquées. Le Davidsfonds a participé à une émission où ses représentants expliquaient l'autonomie culturelle. L'année 1964 s'est terminée par l'approbation par les partis politiques de l'adaptation du nombre de sièges au parlement aux données du recensement. Cette question était depuis longtemps aux programmes des congrès du Davidsfonds.

Le Davidsfonds attendait beaucoup de l'année 1965, celle de la révision de la Constitution.

#### D. L'année 1965

##### 1. Résultats d'une enquête sociologique (1)

Une enquête sociologique publiée en 1965 (2) révèle que 56% des membres du Davidsfonds sont devenus membres de cet organisme parce qu'ils

---

(1) Verslag over het Kongres 1965 van het Davidsfonds, Davidsfonds, Louvain, 1965. p. 16 et suivantes.

(2) Recherche conduite par Burop: Centre de recherche sociologique à l'Université catholique de Louvain, sous la direction du professeur Frans Van Mechelen.





partagent un "sentiment flamand", un désir d'être engagés dans la lutte que mène le Davidsfonds.

La plupart des membres approuvent les dispositions prises par le Davidsfonds à cet égard. Une minorité croit cependant que l'action du Davidsfonds n'est pas assez ferme, alors qu'une minorité plus restreinte la considère trop rigide.

Encouragé par ces résultats, on voit que le Davidsfonds s'efforce de convaincre les Flamands de s'orienter culturellement vers le Pays-Bas et l'Europe. En réalité, il veut assurer l'éducation politique de ses membres et de la population flamande car il compte que c'est au plan politique que sont prises les décisions qui les affectent. Il laisse le libre choix à ses membres d'adhérer à l'un ou l'autre des partis politiques, puisqu'il regroupe aussi des membres parmi toutes les tendances politiques, mais il définit une politique globale qui assurerait le progrès de la Flandre.

En plus de promouvoir la formation de ses membres, le Davidsfonds s'efforce de défendre tous les intérêts flamands. Il justifie cette activité, la déclarant nécessaire, afin que l'association culturelle puisse exercer sa tâche d'éducation populaire dans les meilleures conditions. Tant que le climat social n'est pas sain, le Davidsfonds considère qu'il doit rester combattif et faire sentir sa présence comme témoin à charge.

Sur le plan de l'action flamande, en général, trois conclusions peuvent être tirées de l'enquête sociologique:

- L'action du Davidsfonds est approuvée par la grande majorité de ses membres.
- La formation politique de ses membres est reconnue comme une tâche primordiale du Davidsfonds.
- Au sein du Davidsfonds on est d'accord que cette formation et la défense des intérêts flamands doivent, dans l'intérêt de l'association et de la Flandre, se garder indépendantes de la politique partisane.

## 2. Organisation d'un débat sur l'autonomie culturelle et le fédéralisme

En novembre 1965, un débat animé sur l'autonomie culturelle et le fédéralisme a eu lieu dans la commune d'Ixelles <sup>(1)</sup> en présence de

---

(1) Ixelles est l'une des communes de l'agglomération bruxelloise. Le sommaire du débat est tiré du rapport de presse publié le 8 novembre 1965 dans De Gazet van Antwerpen.





M. Cappuyns, Vice-gouverneur de la province, et d'un grand nombre d'autres personnalités. Il était organisé par le Davidsfonds et Eigen Haard (Foyer propre).

Le premier conférencier, M. Paul Daels, Président du Mouvement Populaire Flamand, exprima l'avis que les conditions minimales pour l'épanouissement de la culture flamande se résument aux trois suivantes:

- une homogénéité interne (la Flandre et la Wallonie unilingues);
- une délimitation exacte (démarcation de la frontière linguistique);
- des structures politiques appropriées pour les communautés.

Quant au problème de Bruxelles, M. Daels affirme que l'homme du peuple devrait pouvoir garder le désir de demeurer néerlandophone. Ce n'est pas toujours le cas. <sup>(1)</sup> Les Flamands à Bruxelles doivent être encouragés. Il ajoutait: "Il faut une mentalité nouvelle. Il faut un statut spécial pour Bruxelles et un vice-gouverneur seulement ne suffit pas." Il faut élaborer, selon M. Daels, un nouveau projet pour la Capitale, ce qu'il appelle "Bruxelles - territoire du Royaume. La capitale doit être neutralisée dans un état fédéral." Le conférencier précisait finalement qu'une réforme de la structure fédérale, qu'il vient d'expliquer, ne signifie pas un "séparatisme" mais qu'il faut seulement modifier les structures déjà existantes.

Ensuite, M. Van Elslande, ancien Ministre de la Culture, expliquait la différence entre les termes "autonomie" et "souveraineté". Il soulignait surtout que l'autonomie tente de créer un organisme législatif et exécutif sur le plan culturel. Les caractéristiques des deux communautés linguistiques sont extrêmement différentes et, selon lui, cette différence entre les deux peuples doit être respectée et protégée par une forte autorité. <sup>(2)</sup> Quant à Bruxelles, l'ancien ministre indiquait encore qu'on allait créer, sur une base culturelle, un statut spécial pour la capitale. Il déclarait que cela doit se réaliser par des négociations entre les deux communautés.

---

(1) Le conférencier faisait allusion au processus d'acculturation des Flamands, caractéristique pour la capitale et la région bruxelloise.

(2) M. Van Elslande est d'avis que cela n'est réalisable que par l'autonomie.



## 3. Déclaration du Davidsfonds relative à la revision de la Constitution

En raison de ses buts statutaires et de son engagement pendant quatre-vingt-dix ans, le Davidsfonds, en tant qu'association libre et indépendante, s'attribue la responsabilité de défendre l'intérêt du peuple flamand dans sa totalité. C'est ainsi que lorsque le Davidsfonds sent ces intérêts menacés, l'association est convaincue qu'elle a le privilège et l'obligation d'interpeller les instances responsables. Déjà, dans sa déclaration au Congrès de 1964, le Davidsfonds précisait qu'il ne craindrait pas de dénoncer publiquement l'Etat, s'il cesse d'être un Etat démocratique, lorsqu'il néglige d'assurer l'égalité politique de ses citoyens, soit constitutionnellement, soit par des manoeuvres parlementaires. C'est dans cette optique que le Davidsfonds fait connaître son point de vue quant à la revision constitutionnelle qui est en préparation.

En 1965, à mesure que le travail préparatoire de la revision de la Constitution avançait, le Davidsfonds était d'opinion qu'on essayait, de plus en plus visiblement, dans la nouvelle Constitution, d'établir en Belgique une inégalité entre les citoyens: <sup>(1)</sup>

Pendant plus de cent ans, on a propagé chez le peuple flamand minorisé l'idée qu'il pourrait conquérir ses droits en ayant recours aux procédures normales de la législation. Présentement, il semble qu'on ne craigne même pas de violer les principes de la Constitution afin d'empêcher la participation normale des Flamands à l'administration du pays.

Le Davidsfonds se plaint du fait que la Flandre, démographiquement majoritaire, et source principale de main-d'oeuvre en Belgique, doive toujours supporter les frais les plus lourds. <sup>(2)</sup> Quant au projet de la nouvelle Constitution, tel que prévu en 1965 <sup>(3)</sup>, le Davidsfonds déclare qu'il accentue encore la situation minoritaire des Flamands et assure les francophones d'une position majoritaire à l'avenir. Une telle mesure comporte

---

(1) Verslag over het Kongres 1965 van het Davidsfonds, Verklaring van het Davidsfonds betreffende de grondwetsherziening; Edit. Davidsfonds, Louvain, 1965. p. 93.

(2) On fait allusion ici à l'opinion répandue que la Flandre est une région dont le capital est exportable, c'est-à-dire que quant à l'épargne en Belgique, les montants épargnés des Flamands seraient affectés pour la plupart à des investissements extérieurs à la Flandre.

(3) En ce qui concerne ce nouveau projet de revision de la Constitution, nous référons le lecteur aux annexes II-A-1; II-A-2; II-A-3.





un grand danger pour l'unité du pays. De là, la réponse du Davidsfonds: "Ce qui ne peut se plier, se brise." Le Davidsfonds ne peut pas accepter cette malhonnêteté <sup>(1)</sup> et cette façon injuste d'agir à l'endroit du peuple flamand. Il proclame qu'il résistera aussi longtemps qu'il le faudra.

#### 4. Lettres du Davidsfonds aux autorités compétentes <sup>(2)</sup>

En ce qui concerne les interventions directes en matière linguistique, l'année 1965 était aussi très fertile. Dans ce cadre, nous nous limitons ici à considérer les lettres qui furent écrites par les autorités du Davidsfonds. Ces lettres avaient seulement pour but soit l'amélioration de l'application des lois linguistiques ou la prévention de nouvelles difficultés causées par des problèmes linguistiques particuliers.

A titre d'illustration, nous citons ci-dessous quelques extraits de trois lettres et leurs réponses, ce qui permettra au lecteur de se faire une idée plus concrète des multiples démarches entreprises par cette association culturelle pour la solution des difficultés linguistiques.

##### a. Lettre à Son Excellence Monseigneur E. de Smedt, évêque de Bruges (2 juillet 1965)

... Dans ces circonstances, nous prenons la liberté de vous demander que le clergé paroissial du littoral s'efforce d'assurer une application exacte de vos instructions. Si une telle application n'est pas faite, nous craignons que la saison au littoral belge ne se passe pas sans incidents regrettables. Comme association catholique et flamande, nous ne pouvons négliger cette question; en premier lieu, nous désirons faire notre part pour éloigner l'éventualité de préjudices que subirait la foi et l'Eglise en raison d'un comportement du clergé paroissial qui pourrait blesser les Flamands dans leur sentiment national.

Le secrétaire de Monseigneur de Smedt répondit:

Monseigneur m'a chargé de vous communiquer qu'il suit la situation dans les paroisses de la côte avec la plus grande attention. Il s'agit ici d'une affaire qui l'intéresse vivement, comme l'indique suffisamment le texte ci-joint. ...

(1) Verslag over het Kongres 1965 van het Davidsfonds, id. p. 93.

(2) De Belleman, revue du Davidsfonds; Louvain, 1965; n° 4, p. 91.



## b. Lettre à l'administration communale de Wemmel (8 juillet 1965)

... Différentes sources de nouvelles nous apprenaient <sup>(1)</sup> que votre Collège communal n'est pas d'accord pour pavoiser les édifices communaux du drapeau qui porte le lion flamand, à l'occasion des journées de la poésie flamande à Wemmel.

En tant qu'association, qui s'efforce déjà plus de quatre-vingt-dix ans de défendre les intérêts flamands et qui représente une grande partie de la population du pays flamand, nous vous saurions gré de nous renseigner plus exactement sur les faits en cause.

Si les communiqués sont exacts, nous vous prions, par ailleurs, de nous faire connaître les mobiles de la décision du Collège.

## c. Lettre à M. Pierre Harmel, Premier Ministre (2 août 1965)

Au point de vue flamand, nous sommes très déçus de la formation et la composition de votre gouvernement soient de nature à nous donner peu confiance: par la disproportion entre le nombre des ministres d'expressions néerlandaise et française, par l'identification douteuse de certains d'entre eux. Nous tenons à vous informer que le Davidsfonds verra à ce que la politique de votre gouvernement n'essaye pas d'arrêter le développement flamand et qu'il ne néglige ou ne contrecarre la solution des problèmes flamands.

Même aujourd'hui, la Flandre doit encore lutter contre le retard sur le plan socio-économique où elle continue d'être défavorisée. Nous sommes résolus à conquérir nos droits au cours des années prochaines.

Confiants que vous et votre gouvernement ne contreviendrez pas au progrès flamand et que, au contraire, vous vous souciez des problèmes de la majorité de la population du pays, nous vous prions d'agréer...

Réponse du Premier Ministre

Je puis vous assurer que je suis fortement décidé à favoriser un développement harmonieux entre les deux communautés linguistiques.

Je ne doute pas que le Davidsfonds, qui a d'ailleurs déjà joué un rôle très considérable dans l'épanouissement culturel du peuple flamand, aidera à soutenir toute initiative qui est de nature à encourager cette évolution.

5. Déclaration linguistique en collaboration avec le Willemsfonds et le Vermeylefonds <sup>(2)</sup>

Il est important de mentionner finalement qu'il y a, en général, bonne entente et collaboration étroite entre les trois associations cultu-

(1) Nous n'avons pas pu obtenir la réponse à cette lettre.

(2) Cf. Un circulaire du Davidsfonds, du 9 novembre 1965 et le journal De Gazet van Antwerpen du 9 novembre 1965, p. 1.





relles flamandes, le Davidsfonds, le Willemsfonds, le Verneylenfonds, principalement lorsqu'il s'agit des problèmes flamands. Très souvent elles s'entendent pour examiner ensemble la situation politique linguistique et pour publier par la suite un manifeste soussigné par les trois organismes.

Concernant cette collaboration, l'exemple suivant est sans doute significatif. A l'occasion du début de la nouvelle session parlementaire de 1965, <sup>(1)</sup> les trois associations flamandes se sentirent obligées d'exposer leur point de vue au sujet de certains aspects du problème flamand; elles le faisaient en se référant à une déclaration déposée par elles avant les élections. Les associations ont fait cette déclaration, inquiétées qu'elles étaient par divers faits récents, quelques tendances manifestées et quelques articles dans la presse qui leur faisaient craindre l'arrêt du processus de réhabilitation des droits des Flamands.

Ci-dessous nous reproduisons "in extenso" la traduction de cette déclaration publiée lors de la nouvelle session parlementaire de 1965, par laquelle nous terminons ces considérations sur les trois associations culturelles flamandes. Le texte se lit comme suit:

- <sup>00</sup> a. Dans un grand nombre de domaines, les Flamands sont encore ceux qui doivent exiger en Belgique:
- i) On attend encore les mesures d'exécution des lois linguistiques qui auraient dû être publiées depuis longtemps déjà.
  - ii) La compétence de la Commission permanente de contrôle linguistique ne peut pas être limitée dans aucun cas. Cette Commission doit avoir l'occasion de contrôler d'une façon efficace, les réalisations de l'équilibre linguistique dans les services diplomatiques et au Ministère des Affaires Etrangères. Une Commission semblable se doit aussi de contrôler l'application des lois linguistiques dans l'enseignement.
- Trois années scolaires se sont écoulées et l'opinion publique attend l'arrêté royal qui devrait créer: 1° cette commission de contrôle pour l'enseignement; 2° dix écoles primaires d'Etat actuellement à Bruxelles. La publication de cet arrêté royal fut empêchée par nombre de manœuvres inacceptables.

---

(1) Les dernières élections datent du 23 mai 1965.





- iii) Dans l'armée, où l'on obtiendra un équilibre linguistique à tous les niveaux seulement vers l'an 2,000, aussi bien qu'au judiciaire, où l'on entame seulement la démocratisation et où l'on doit encore commencer à valoriser le diplôme néerlandais, des réformes de base sont indispensables.
- b. i) Les trois groupes déclarent solennellement et résolument que, sous aucun prétexte, les lois linguistiques existantes ne peuvent être modifiées à l'encontre des intérêts flamands et que les Flamands ne peuvent continuer d'accorder des privilèges.
- ii) Aucune modification n'est possible au statut des Fourons. En ce qui concerne cette région, les associations flamandes manifesteront avec la plus grande vigilance. Les contraventions aux lois linguistiques en matière d'enseignement sont inacceptables et elles sont des raisons sérieuses d'inquiétude.
- c. La néerlandisation de la vie économique doit être poursuivie et le gouvernement doit assurer l'application exacte et loyale des lois linguistiques.
- d. Quant à Bruxelles, les associations avertissent la population bruxelloise, et en particulier ses mandataires communaux, qu'une oasis francophone ne peut plus demeurer la capitale d'un pays officiellement bilingue. La négligence des lois linguistiques par les autorités communales de Bruxelles peut avoir des conséquences les plus désagréables pour la population bruxelloise.
- Les trois groupes désirent qu'un statut soit élaboré pour garantir l'intégrité de la province [sic] du Brabant flamand comme territoire flamand et pour assurer le rôle bilingue de Bruxelles en tant que vraie capitale.
- e. Les trois associations insistent sur la réalisation rapide d'une autonomie culturelle réelle. Ils se réfèrent aux conclusions d'une étude récente d'un groupe de recherche, exécutée pour le compte du Conseil culturel flamand. (1)

---

(1) Cette étude s'appelle: De Brusselse Randgemeenten (Les communes bruxelloises de la périphérie); elle a été faite par le groupe Mens en Ruimte (L'homme et l'espace) sous la direction du professeur Frans Van Mechelen.



- f. Les trois groupes attirent l'attention sur le fait qu'il n'existe aucune minorité ethnique d'expression française en Flandre. Il n'y a qu'un groupe restreint qui se sépare intentionnellement de la totalité de la population flamande par l'emploi de la langue française. Ce groupe anti-social ne peut prétendre à son propre statut, à son enseignement propre et à des privilèges spéciaux. Il doit s'intégrer à la communauté à laquelle il appartient, que ce soit par son origine ou de son libre choix.
- C'est pourquoi les trois associations exigent que le gouvernement informe le public belge, et aussi les instances intéressées, du fait que le public belge, et aussi les instances intéressées, du fait que les plaintes déposées par les francophones en Flandre auprès de la Cour de Strasbourg sont sans la moindre valeur ou signification.
- g. En ce qui concerne la revision de la Constitution, les trois groupes s'opposeront à toute disposition qui pourrait empêcher ou ralentir la réhabilitation des droits flamands.
- La future Commission pour l'amélioration des relations entre les deux communautés linguistiques doit être constituée de façon à être représentative: elle ne peut compter seulement des mandataires politiques. Les trois associations espèrent que le gouvernement et le nouveau parlement, sous aucun prétexte, n'empêchera pas l'accélération du progrès flamand qui vient à peine d'être faiblement mis en marche.

Vermeulenfonds,  
 Willemsfonds,  
 Davidsfonds. "















3 1761 1146881 5